

Titre original :

DEL TERRORISMO E DELLO STATO

La teoria e la pratica del terrorismo per la prima volta divulgata.

de Gianfranco Sanguinetti, 1^{re} éd. Milan, Avril 1979 ; traduit de l'italien par Jean-François Labrugère et Philippe Rouyau, Grenoble, Avril 1980.

PRÉFACE À L'ÉDITION FRANÇAISE

Des livres sur le terrorisme, en Italie il y en a beaucoup ; aussi lus que celui-ci, il y en a peu ; aussi ignorés par la presse, aucun. Publié à la fin du mois d'avril 1979, *Du Terrorisme et de l'Etat*, après une diffusion lente dans un nombre restreint de librairies, s'est épuisé dans le cours des trois mois d'été, et jusqu'à présent il n'a pas été réédité en Italie à cause de quelques difficultés que m'a créées une stupide et grossière persécution policière et judiciaire, sur laquelle je reviendrai. Il est plus intéressant de se demander d'abord pourquoi il y a eu tant de silence autour d'un livre qui traite d'un sujet dont parlent quotidiennement, mais toujours sur le même mode mensonger, les premières pages de tous les journaux italiens, ainsi que la radio et la télévision d'Etat. Bien sûr, celle-ci en a parlé dans une rubrique *ad hoc* qui précédait le journal télévisé, mais, comme on me l'a souvent répété, seulement pour faire dire à tour de rôle par un amas hétérogène de spécialistes en terrorisme convoqués pour l'occasion, que les thèses de ce livre « ne sont pas convaincantes ». Le plus curieux, c'est que ni la télévision ni les journaux qui en ont parlé n'ont jamais osé évoquer ces fameuses « thèses » sur le terrorisme italien qu'ils se sont pourtant empressés de qualifier de « non convaincantes ». Craignaient-ils *qu'elles le fussent*, pour les taire avec tant de soin ? Ou peut-être craignaient-ils de voir les gens plus persuadés par mes arguments que par leurs maladroites sornettes sur le terrorisme, puisqu'ils se sont tous fait un devoir de ne pas en parler ? Mais pourquoi donc tant de précautions ? Que diable y a-t-il de si scandaleux dans ce livre qui pousse ceux mêmes qui se sont sentis obligés d'en parler à le garder secret ? Est-ce que *Du Terrorisme et de l'Etat* contient des secrets d'Etat ?

Eh bien ! oui, *ce livre contient des secrets d'Etat*. Que les services secrets de l'Etat italien organisent le terrorisme et en tirent les ficelles, n'est-ce pas peut-être le premier de ses secrets ? Et c'est précisément cela qui est largement prouvé dans *Du Terrorisme et de l'Etat*.

Ce qui effectivement n'est *pas convaincant*, ce ne sont certainement pas mes arguments, mais le comportement contradictoire de l'Etat et de ses fidèles serviteurs à l'égard de mon livre : d'une part ils en parlent pour n'en rien dire, mais pour mettre en garde les Italiens sur le fait que ce que je dis « n'est pas convaincant » ; d'autre part, quelques jours après le « compte-rendu » télévisé, la police politique et un magistrat, connu pour son zèle et son infortune quand il cherche à rendre vraisemblables tous les mensonges officiels sur le terrorisme, entreprennent contre moi une persécution juridico-policière à la fois complexe et obscure. Dois-je donc penser que j'ai commis le crime de n'avoir pas été « convaincant » ? Si notre code prévoyait un tel délit, les prisons de l'Europe entière ne suffiraient pas à contenir nos politiciens, journalistes, magistrats, policiers, syndicalistes, industriels et curés. Non : ce n'est pas de cela, ni pour cela, que l'on m'a accusé ; mais c'est plutôt parce que j'ai été *trop convaincant* quand j'ai accusé l'Etat de ses propres crimes que ce même Etat a essayé de se venger — mais, comme on verra, avec la maladresse embarrassée du coupable qui veut se faire passer pour innocent. Les hommes qui gouvernent cet Etat, comme on sait, sont les mêmes que du temps du massacre de piazza Fontana, et, afin de ne pas être mis, eux, en état d'accusation, ils sont pour ainsi dire continuellement obligés d'accuser les autres de leurs crimes et de tous les crimes — comme s'ils voulaient donner aujourd'hui une confirmation pratique à la théorie de Madame de Staël, selon laquelle « la vie de tout parti qui a commis un crime politique est toujours rattachée à ce crime, soit pour le justifier, soit pour le faire oublier, à force de pouvoir ».

Une série bigarrée d'accusations, si grossièrement abusives et arbitraires qu'elles sont tombées l'une après l'autre presque sans l'intervention de mes avocats, se sont ainsi succédées depuis six mois et, par la fantaisie de celui qui les a imaginées, elles flottent entre le délit de contrebande et celui de terrorisme, en passant naturellement par la détention d'armes et l'association subversive.

De toutes ces accusations qui, en s'en tenant strictement au code, peuvent entraîner de vingt à trente années d'emprisonnement, ou bien couvrir de ridicule celui qui me les a faites, il y en a une paire qui, dans un certain sens et en cherchant bien, pourraient avoir un point commun avec la réalité, alors que les autres sont complètement fausses et extravagantes.

* Contrebandier, je l'ai effectivement été, mais je m'en honore : n'est-ce pas moi qui ai fait la contrebande depuis la France, à partir de 1967, des idées motrices de la révolution moderne, des idées de l'Internationale situationniste ? Et j'admets aussi qu'il appert des conditions dans lesquelles se trouve depuis lors l'Etat italien que cette contrebande de mal français ne lui a pas profité : la contagion a été plus rapide et profonde ici qu'ailleurs, et la maladie y a désormais plongé des racines inextirpables. Malheureusement pour mes accusateurs, selon notre code, et même selon le traité d'Helsinki, la contrebande des idées n'est pas répréhensible, et on sait bien que quand l'Etat italien s'occupe d'idées, ce n'est certainement pas pour les dédouaner. Et ainsi l'accusation de contrebande est misérablement tombée, même si elle cherchait désespérément, mais sans succès, à se camoufler sous d'autres prétextes de droit commun.

Quant à l'accusation d'association subversive, tout en ignorant ce qu'entend précisément par association subversive le vieux code fasciste toujours en vigueur, je reconnais qu'elle aussi pourrait avoir un sens, puisque j'ai fait partie, mais au grand jour et non pas clandestinement, de l'Internationale situationniste jusqu'à sa dissolution, qui date de 1972. Simple-ment, je trouve risible cette *inquisitio post mortem* contre l'I.S. : à ce compte-là, un magistrat plus soucieux de sa propre équité devrait aussi enquêter sur la Ligue des communistes de Marx, l'Association Internationale des Travailleurs et délivrer des mandats d'arrêt contre les descendants de tous ceux qui abritèrent Bakounine pendant son séjour en Italie.

L'accusation de détention d'armes est complètement en l'air, et ce n'est certes pas parce qu'elle a été à plusieurs reprises sortie contre moi, mais sans succès, qu'elle est plus fondée. Contrairement à ce que débite le président Pertini, il me semble

que la guerre civile n'est pas encore commencée — et la preuve en est qu'il est encore le président de quelque chose comme une République —, et que par conséquent il est inutile d'avoir des armes. En tout cas, qui m'accuse de détention d'armes devrait d'abord me les trouver, ou au moins les mettre chez moi : et jusqu'à présent ce n'est pas arrivé.

Mais quand la plus sottise arrogance vient s'ajouter à l'arbitraire et quand le même procureur de la République prétend que « du contenu des documents des Brigades Rouges il ressort des liens entre l'idéologie de ce groupe et celle de l'Internationale situationniste dont Sanguinetti est le représentant » ; hormis le fait que la section italienne de l'Internationale situationniste n'existe plus depuis 1970, et que je ne peux donc pas en être le « représentant » ; hormis en outre le fait, ignoré seulement des ignorants, que l'I.S. n'a jamais eu une *idéologie*, parce qu'elle les a toutes combattues, y compris l'idéologie luttarmétiste, il reste effectivement au moins deux choses à noter : avant tout qu'il serait moins stérile pour les magistrats, avant d'accuser, de s'instruire, et en second lieu qu'il est beaucoup plus facile de faire « ressortir des liens » entre l'idéologie policière du procureur susnommé et celle des Brigades Rouges qu'entre celle des B.R. et la théorie situationniste. Et rien au monde n'est plus radicalement opposé à ce que moi j'ai écrit des B.R. que ce qu'elles nous racontent d'elles, avec le soutien de toute la presse bourgeoise et bureaucratique. Je note en outre, pour ne pas m'étendre en argumentations trop aisées, que les publications de l'I.S. sont en Italie connues de beaucoup et accessibles à quiconque, contrairement à la voix de tel ou tel Autonome emprisonné, et quiconque peut constater qu'en aucun cas « des liens apparaissent » entre ces écrits et les documents des fantomatiques B.R., contrairement à ce que prétend l'impertinent procureur.

Parallèlement et en même temps que les autorités menaient cette maladroite persécution à force de coups bas qui avaient cependant le mérite d'être publics et officiels, comme le sont les incriminations, les perquisitions, les filatures et les écoutes téléphoniques, au même moment donc travaillaient

souterrainement, avec moins de scrupules mais sans plus de bonheur, d'obscurs et vils personnages, facilement reconnaissables à leur comportement policier, à des fins ou de provocation ou d'intimidation. N'étant pas un intellectuel, et ne devant pas non plus vivre de ce que j'écris, je n'ai même jamais prétendu à des reconnaissances publiques meilleures que celles que me vaut ce que pour mon compte et à mes risques je publie en un temps et en un pays où personne n'ose plus courir le risque de dire aux gens *ce qu'on ne veut pas que les gens écoutent* — ce qui revient à dire : la simple vérité sur le terrorisme et sur le reste.

A l'usage du lecteur étranger, et pour faire à l'Italie la publicité qu'elle mérite, j'ajoute encore que quelques voyageurs étrangers ont été arrêtés à la frontière par la police italienne, reconduits de force dans une grande ville et longuement interrogés pour le seul fait qu'ils possédaient un exemplaire de ce livre ; que la magistrature a aussi ouvert une enquête contre celui qui l'a distribué ; et que, enfin, sans même une ordonnance de saisie, la DIGOS en a réquisitionné arbitrairement tous les quelques exemplaires qu'elle a pu trouver.

Si jamais il y eut quelques doutes, dès maintenant il n'en subsiste plus : *j'ai dit la vérité*. Et par le mal que l'on me veut, je comprends que mon œuvre est bonne ; aussi n'aurais-je pas soulevé tant de haine, si personne ne m'eût écouté. En effet, parmi tant de gens qui ont lu ce que j'ai écrit, des gens de tout âge, de toute condition, de toute opinion, beaucoup ont approuvé, peu ont douté, et personne ne m'a réfuté.

Depuis qu'est sortie la première édition, beaucoup d'événements se sont succédés qui non seulement ne me contraignent pas à en modifier une seule ligne, mais en confirment, tant dans les détails qu'en général, tous les raisonnements et toutes les conclusions. Nous avons vu éliminer Alessandrini, magistrat encombrant parce qu'il avait d'abord démonté le coup monté initial du procès de piazza Fontana et parce que, quelques heures encore avant d'être assassiné, officiellement par des subversifs, il interrogeait un ex-chef du S.I.D. sur ses faux

témoignages, sur ceux d'officiers supérieurs et sur ceux d'Andreotti et de Rumor, lors du procès sur le massacre. Nous avons vu ensuite un allié de Moro, l'honorable* Mattarella, président de la région sicilienne, connaître la même fin que le maître *pour les mêmes raisons*, à la veille de la formation du premier gouvernement régional de compromis entre D.C. et P.C.I. Nous avons vu en outre plusieurs policiers se faire refroidir brutalement, et à plusieurs reprises, à la fois pour faire passer à chaud et sans opposition les *lois scélérates* qui dépassent et invalident les trop tolérantes lois fascistes, ainsi que la constitution républicaine. Mais certainement, parmi toutes les nouveautés de l'année dernière, la plus remarquable est celle-ci : le P.C.I., vu qu'avec la fin de Moro s'est évanouie la perspective de sa participation active et immédiate au pouvoir, s'est replié, faisant de sa propre participation active au spectacle du terrorisme et de sa répression son cheval de bataille. C'est nettement la plus importante nouveauté survenue après la publication de la première édition de ce livre, et elle mérite qu'on en parle, puisqu'elle montre une fois de plus que non seulement les stalinien-s savent parfaitement que c'est le pouvoir qui gère le terrorisme, mais qu'ils savent aussi que qui veut le pouvoir en Italie doit démontrer aujourd'hui qu'il sait gérer le terrorisme — et c'est si vrai que même un ex-ministre socialiste l'a récemment déclaré dans une interview : « En Italie, c'est avec le terrorisme qu'on fait la politique ».

Jusqu'au 7 avril 1979, le P.C.I. s'était limité à lancer de stupides appels rituels contre le terrorisme, avec lesquels il rassemblait, en feignant d'y croire, toutes les versions officielles sur les attentats, montrant ainsi à la D.C. sa bonne volonté et à tous sa mauvaise conscience. En réalité, par l'entremise de magistrats à eux, les stalinien-s ont commencé à mettre à profit leur riche et vaste expérience d'un demi-siècle pour trouver des faux coupables, monter des procès truqués, fournir des témoignages frauduleux et produire des preuves préfabriquées.

Ainsi, dans la double intention de se faire attribuer quelques médailles par les démochrétiens et de se débarrasser d'une

* Titre honorifique donné aux parlementaires italiens (N.D.T.).

force politiquement exigüe mais ennuyeuse, parce qu'elle se tenait sur leur gauche et les insultait, les stalinien-s ont trouvé dans les Autonomes les coupables exclusifs de dix ans d'assassinats, de massacres et de terrorisme. Il n'est pas un crime des années soixante-dix pour lequel on n'ait pas trouvé de coupable dans tel ou tel Autonyme : des homicides irrésolus aux vols de chevaux de courses, en passant par les enlèvements demeurés mystérieux et par les vols d'œuvres d'art, tout a été brusquement, et comme par enchantement, résolu ; chaque délit a trouvé son coupable et chaque coupable a trouvé dans l'emprisonnement sa récompense. Mais pour régler juridiquement d'une façon si harmonieuse toute une décennie, le génie de l'harmonie et de l'invention d'un seul magistrat stalinien n'a pas suffi : toute l'organisation occulte et visible du parti a été mobilisée dans le but de démontrer que l'Autonomie *était* la lutte armée, et l'unique leader Autonome « laissé » en liberté, l'ingénu Pifano, a vite été découvert la main dans un beau sac contenant deux lance-roquettes russes, du reste hors d'usage, que lui avait fournis le F.P.L.P., organisation palestinienne stalinienne, notoirement liée par des rapports de reconnaissance réciproque aux services secrets italiens, de l'aveu du général Miceli lui-même. Ainsi, si jusque-là on n'avait pas pu démontrer la relation de l'Autonomie avec le terrorisme, quelques heures plus tard l'avisé Pecchioli* a pu fièrement déclarer au Parlement que, devant un fait si éloquent, personne n'était plus en droit de douter que les Autonomes étaient la direction stratégique du terrorisme, comme le soutenait déjà, mais sans preuves, le magistrat stalinien Calogero. Les pauvres Autonomes, qui pour leur part n'ont jamais été fichus de comprendre quoi que ce soit ni au terrorisme ni à la révolution, se sont ainsi trouvés, proie convoitée, dans les carniers des stalinien-s et de la magistrature, sans même comprendre comment ni pourquoi. Souhaitons-leur de tirer maintenant profit de la prison, plus qu'ils n'avaient auparavant tiré profit de la liberté, pour s'ins-
truire.

* Dirigeant stalinien préposé aux « problèmes de l'Etat » et, par conséquent, au terrorisme (N.D.T.).

Tant dans leur ingéniosité que dans leur grossièreté, ces admirables procédés d'accusation des staliniens n'ont rien d'original, mais rappellent vraiment de près les fameux procès de Moscou des années trente : la seule différence, c'est que les Autonomes arrêtés ne se sont pas encore déclarés coupables de tous les crimes — et on ne peut pas reprocher aux staliniens cette incongruité juridique : il est hors de doute que les staliniens y auraient vite remédié s'ils avaient eu en main la police pour user dans les interrogatoires de leurs systèmes éprouvés et infaillibles.

Pour les services secrets et les chefs de bande démochrétiens, qui toutes ces années ont dû essuyer tant d'humiliations dans les procès — certainement pas grâce à l'honnêteté des magistrats, mais à cause de leur propre incapacité —, ce procès monstre contre les Autonomes, si habilement monté, ouvre des perspectives inespérées et de nouveaux champs d'action : en effet, depuis lors le spectacle du terrorisme a fait d'immenses progrès, et si en premier lieu les déplaisantes répercussions judiciaires empêchaient dans une certaine mesure les services de sécurité d'aller trop loin, maintenant que les staliniens se sont montrés d'habiles et inconditionnels alliés, il faut croire que, comme Ulysse, ils feront des ailes pour un vol fou, « en gagnant toujours sur la gauche ».

Ce faisant, les bureaucrates du P.C.I. ne font rien d'autre que ce qu'ils sont capables de faire et incapables de ne pas faire quand ils se trouvent à proximité du pouvoir : ils savent parfaitement qu'ils ont, cette fois plus que jamais, toutes les raisons d'être malhonnêtes, car c'est maintenant que va se jouer pour eux la partie historique, et il est naturel qu'ils mettent en jeu toutes leurs forces quand c'est toute leur fortune qui est en jeu ; ils ont en outre une raison de montrer sans délai toute leur malhonnêteté historique, car ils n'ignorent évidemment pas que c'est uniquement pour leur malhonnêteté, et non pas pour leur très occulte vertu, que la bourgeoisie peut les employer à son service. Et plus particulièrement, les staliniens savent bien qu'ils doivent continuellement inventer des complots à découvrir contre cette démocratie bourgeoise, soit pour mieux feindre de l'aimer, soit pour montrer au monde quels nombreux périls elle courrait sans eux.

Si le P.C.I. se conduit de cette manière dans la vie publique, il se comporte avec la même lamentable bassesse dans sa « vie privée » dans les usines, indiquant aux patrons les ouvriers « terroristes » à licencier et à dénoncer à l'inspection du travail, simplement parce qu'ils sont insoumis et absentéistes — c'est-à-dire simplement *parce qu'ils luttent*.

Contrairement à ce qu'espère le sagace Berlinguer, les patrons et les hommes les plus avisés de la D.C. concluent que plus le P.C.I. se montre utile sans être au gouvernement, plus il sera inutile de l'y faire accéder : de sorte que tout ce que font les staliniens pour arriver par tous les moyens au pouvoir est au contraire aussi ce qui les en écarte le plus, leur aliénant par-dessus le marché les restes de sympathies et d'illusions électorales. Mais ça, c'est le drame des staliniens, et ça ne nous regarde pas, du moins tant qu'ils ne seront pas devenus assez méchants pour recommencer à pratiquer leur art préféré, le crime politique. Entre-temps, et pour ce qui nous concerne immédiatement, il reste à noter que, concourant au même but, le terrorisme bourgeois et le terrorisme stalinien se montrent pour ce qu'ils ont toujours été, et donnent une excellente occasion à la classe ouvrière de reconnaître et de combattre *tous* ses ennemis, bureaucrates et bourgeois.

La servilité active avec laquelle toute l'intelligentsia de gauche a d'abord toléré, puis a fait siennes, les thèses accusatrices officielles sur le terrorisme et contre les Autonomes, pourrait sembler tout simplement ahurissante à quiconque ne saurait pas qu'elle s'est toujours comportée de la même manière, chaque fois qu'elle a eu l'occasion de se comporter différemment. La version étatique et stalinienne des faits a été acceptée d'un bout à l'autre, puis rendue publique sans même le moindre égard pour la vérité historique et pour la prétendue « dignité intellectuelle ». Il est du reste notoire que, depuis un demi-siècle, le rôle des intellectuels italiens, philostaliniens le plus souvent, a été sans égal dans la diffusion de tous les mensonges sur le socialisme et la révolution. Aujourd'hui qu'ils ne peuvent plus mentir sur le « socialisme » soviétique,

chinois ou cubain, ils en sont réduits à semer sans retenue leurs mensonges sur la démocratie bourgeoise, pour le salut de laquelle ils acceptent volontiers tout sacrifice, même celui de s'en passer. A la suite de quoi le décret gouvernemental sur les arrestations, sur l'augmentation des peines pour terrorisme et sur la « détention de documents subversifs », est passé sans protestations, et en hommage au fétiche garantiste, alors que les nouveaux textes sur l'incarcération préventive permettent désormais de garder en prison un prévenu *pendant douze ans sans aucun procès*. Dès ce moment, la magistrature italienne, dont la courtisanerie n'a jamais été un secret d'Etat et n'a pas besoin d'être prouvée, ne doit même plus se donner la peine de démontrer la culpabilité de qui que ce soit pour le condamner *de facto* à douze ans, déjà pour commencer : désormais, être incriminé veut dire être condamné, et l'apparence de légalité démocratique en Italie n'existe plus, *même en tant qu'apparence*. L'Italie est une république démocratique fondée sur l'exploitation du travail et sur les *lettres de cachet*.

Dans un passage, peu connu de notre intelligentsia, de la *Phénoménologie de l'Espirit*, relatif au terrorisme des gouvernements, Hegel dit :

« Le gouvernement ne peut donc pas se présenter autrement que comme une *faction*. Ce qu'on nomme gouvernement, c'est seulement la faction *victorieuse*, et justement dans le fait d'être faction se trouve immédiatement la nécessité de son déclin ; et le fait qu'elle soit au gouvernement la rend inversement faction et coupable... *Etre suspect* se substitue à *être coupable*, ou en a la signification et l'effet. »

Quand l'arbitraire *ne craint plus* d'apparaître pour ce qu'il a toujours été, quand être coupable ou être innocent *revient au même* pour la condamnation, qui elle devient *la seule chose sûre*, qui combat l'arbitraire n'a plus à craindre d'*être coupable* : tant qu'à être condamné, autant l'être pour quelque chose d'honorable. On ne peut point se laisser gouverner innocemment. Et, en attendant de détruire toutes les prisons, donnons à l'ennemi de bonnes raisons de les remplir, sans tomber bien sûr dans le piège tout préparé du terrorisme, mais bien en combattant à terrain découvert et par tous les moyens tous ceux qui

aujourd'hui s'en servent et le pratiquent : ministres, politiciens, patrons et policiers.

Le jésuitisme intellectuel nomme aujourd'hui « démocratie » l'arbitraire, nomme « liberté » la liberté de mentir et « témoignage » la délation systématique et obligatoire : « *Sic delatores, genus hominum publico exitio repertum et ne poenis quidem umquam satis coercitum, per præmia eliciebantur* »*, dit Tacite, qui admettait pourtant, contrairement à nos intellectuels, qu'une liberté périlleuse était préférable à une servitude paisible. Ces mêmes intellectuels, après avoir longuement débattu sur le courage, ont fièrement conclu que ce qu'il faut aujourd'hui, c'est le courage d'être lâche. Le raisonnement le plus en vogue de nos jours est simple : si on aime la démocratie, on doit la défendre ; pour la défendre, on doit combattre ses ennemis ; pour combattre les ennemis de la démocratie, il n'est point de trop grand sacrifice : la noblesse de la fin justifie tous les moyens ; pas de démocratie pour les ennemis de la démocratie ! Ce qui déjà n'était pas *essentiellement* une démocratie, ne l'est plus *visiblement*.

Mais qui sont les ennemis de la démocratie ? Les ennemis de la démocratie sont tous ceux qui la mettent *objectivement* en danger, en défendant des idées incompatibles avec elle, et tous ceux qui, ne soutenant pas cet Etat, soutiennent *objectivement* ses ennemis. En un mot, les ennemis de cette « démocratie » sont tous ceux qui pratiquent *la* démocratie.

Si en 1924, au lieu de Mussolini, il y avait eu cette démocratie si sincère, si soucieuse d'apparaître pour le contraire de ce qu'elle est en réalité, on aurait certainement trouvé quelques gauchistes pour les accuser de l'assassinat de Matteotti, comme ils le sont aujourd'hui de celui de Moro. Mais comme Mussolini avait moins besoin de mensonges que l'Etat actuel, il n'était pas non plus obligé d'employer des intellectuels comme Leo Valiani pour nous parler des crimes de l'Etat avec la même admiration que l'on mettrait à parler des vertus de Caton.

* « Ainsi les délateurs, cette engeance inventée pour la ruine publique, que les châtiments n'ont jamais suffi à contenir, sont alléchés par des récompenses » (N.D.T.).

Je sais bien que l'intelligentsia italienne a bien des raisons d'être craintive et malhonnête, je connais même par cœur les arguments par lesquels elle se justifie, et il ne me viendrait jamais l'idée de lui refuser la liberté d'être méprisable. Ce que je trouve fastidieux, c'est que ces intellectuels interviennent continuellement à propos du terrorisme, dans les quotidiens et les hebdomadaires, comme si une force obscure les contraignait à publier les preuves de leur bassesse, comme si quelqu'un avait encore besoin d'en être convaincu ; alors qu'ils gagneraient beaucoup à la garder confinée dans leurs œuvres, ainsi ne serait-elle connue ni de la postérité ni des contemporains.

Par exemple, aucun de nos grands raisonneurs sur le terrorisme n'a jusqu'à présent fait sur ce point le plus simple des raisonnements : si les fantomatiques Brigades Rouges étaient un groupe spontané de subversifs, comme on nous le dit, et Negri et Piperno les chefs des B.R., comme on le prétend, pourquoi donc ces astucieuses B.R. laisseraient-elles emprisonner leurs chefs, qui par ailleurs nient l'être, sans même tenter de les disculper, ne serait-ce que pour qu'ils leur reviennent ? Si au contraire il n'est pas vrai que Negri et Piperno sont les chefs des B.R., ou même de simples militants, à plus forte raison ces hypothétiques subversifs des B.R. auraient dû depuis le temps les « blanchir » publiquement, pour au moins trois bonnes raisons : soit pour ne pas se laisser abusivement attribuer des chefs sans protester, soit pour ne pas risquer d'être accusés de faire condamner des innocents à leur place, soit parce qu'enfin, protégés par la clandestinité, en disculpant les actuels prévenus ils ne courraient aucun risque.

Mais comme rien de tout cela ne s'est passé, il faut bien conclure qu'une fois de plus les vrais chefs des B.R. ont le même intérêt que notre Etat à « reconnaître » Negri et Piperno comme leurs propres chefs. Une telle convergence ultérieure d'intérêts entre l'Etat et les B.R. n'a rien de fortuit ni d'extraordinaire, et ne peut étonner que les imbéciles qui ne se rendent pas compte que les B.R., c'est l'Etat, c'est-à-dire un de leurs multiples appendices armés.

Maintenant, ces quelques simples raisonnements, qui suf-

firaient à eux seuls à prouver combien est grande, mais fragile, l'imposture universelle à propos du terrorisme, même ces raisonnements sont trop audacieux pour être le fait de nos libres penseurs — si libres, qu'ils sont même libres de toute pensée. Par contre, ils se repaissent tout bonnement et à pleines mains de stupides théories sous-machiavéliques, comme celle qui voudrait démontrer en quoi la dissolution de *Potere Operaio*, survenue il y a six ou sept ans, était une diabolique invention pour permettre à ses dirigeants et militants de mieux se consacrer à la lutte armée. Et on nous le répète depuis des mois, sans se rendre compte que l'hypothèse est absurde, et justement pour les mêmes raisons qu'elle invoque en sa faveur : et pourquoi, si P.O. servait vraiment de paravent à une activité terroriste, mais pourquoi donc ses chefs auraient-ils dû se priver d'un si précieux paravent légal ?

La vérité est tout autre, et comme d'habitude pour la trouver il suffit de renverser l'impudent mensonge par lequel on voudrait la camoufler : ce n'est pas *Potere Operaio* qui a feint de se dissoudre pour mieux se livrer au terrorisme, mais bien le trop fameux S.I.D. qui a feint de se dissoudre pour mieux faire oublier son propre terrorisme passé et pour mieux pratiquer le terrorisme actuel. De la même manière frauduleuse de raisonner procèdent d'autres penseurs salariés, de Scalfari à Bocca, quand ils admettent que, comme je l'ai démontré, la stratégie des B.R. vise bien entre autres à empêcher l'entrée du P.C.I. au pouvoir, mais cela dériverait, selon eux, non pas de l'aversion que ce parti soulève dans certains secteurs du capitalisme italien et dans les services secrets, mais bien de l'aversion des staliniens soviétiques pour les staliniens italiens. Donc nos penseurs à mi-temps concluent que Moro aurait été enlevé avec l'appui du K.G.B. et des services secrets tchécoslovaques. La bourgeoisie capitaliste italienne, les militaires et les agents du SISDE, du CESIS, de la DIGOS et de l'UCIGOS*, de même que Carter, seraient heureux d'avoir le P.C.I. au gouvernement en Italie, mais ce n'est pas possible, hélas ! parce que les

* Sigles de quelques services secrets officiels italiens (N.D.T.).

Russes et le K.G.B. ne le veulent pas : voyez la déveine ! Si c'est le K.G.B. qui est derrière l'affaire Moro, qui donc est derrière la couillonnerie de Bocca et Scalfari ? Leur est-il possible, par leurs seules forces, d'atteindre de tels sommets ?

Quoi qu'il en soit, cette curieuse et sotte théorie, que l'intempestif Pertini s'est empressé d'adopter, sert franchement à rassurer la mauvaise conscience de tous ceux qui veulent faire croire que cet Etat, s'il est en guerre contre le terrorisme, ne peut pas le diriger.

Pour ce qui me concerne, je note avec une satisfaction justifiée que mon livre, qui a dans un premier temps contraint au silence tous ceux qui sont payés pour parler, les a ensuite obligés à débiter toute une série d'énormes âneries, pour soutenir le contraire des vérités qui commencent avec ce livre à circuler librement dans le pays.

On peut bien sûr mettre en cause la Russie, mais dans un sens tout à fait différent ; parce que l'Italie actuelle et la Russie de Staline sont peut-être les seuls Etats du monde qui se sont appuyés *exclusivement* sur la police secrète : en Russie on découvrirait des « contre-révolutionnaires » partout, et on décrétait que tout opposant était « contre-révolutionnaire » ; en Italie on découvre aujourd'hui des « révolutionnaires » partout, et tout extraparlémentaire, aussi timide soit-il, est bombardé « révolutionnaire ». Negri, Piperno, Scalzone, etc., seraient, selon les juges et les journalistes, les chefs de la révolution italienne, ses « cerveaux » et ses stratèges. Je les ai ici défendus en tant qu'innocents, mais je ne songerais pas un instant à les défendre en tant que révolutionnaires, parce qu'ils ne sont ni coupables ni révolutionnaires : en réalité, tous ces leaders Autonomes ne sont rien d'autre que de naïfs politiciens, imprudents et malchanceux, même en tant que politiciens — on n'a jamais vu des révolutionnaires aller dîner avec des magistrats, comme faisait Negri, ou s'entretenir à table avec un ex-ministre, du genre de Mancini, comme le faisait Piperno —, et ils ne le sont pas aussi pour mille autres raisons si évidentes qu'il est inutile de les rappeler. La révolution italienne suit bien d'autres voies et bien d'autres idées, et se passe

volontiers de tels leaders, de tels cerveaux et stratèges, de la même manière qu'elle se passe de tous ceux qui n'ont rien compris au terrorisme, c'est-à-dire à la contre-révolution.

Et je note la passion du plus libre des peuples, les Grecs anciens, pour l'énigme, qui était considérée comme l'*Hic Rhodus, hic salta* de la sagesse. Devant l'énigme, le sage devait savoir en démêler le nœud, *au prix de sa vie* : c'était une lutte dans laquelle celui qui ne se distinguait pas ne pouvait invoquer aucune indulgence. Selon une légende rapportée par Héraclite, et aussi par Aristote, le plus sage des Grecs, Homère, mourut de désespoir pour n'avoir pas su résoudre une énigme. Qui ne résout pas l'énigme, est abusé par elle ; qui se laisse abuser, n'est pas un sage ; qui n'est pas un sage, meurt : parce que le sage est un guerrier qui doit ou savoir se défendre ou succomber, et aussi parce que c'est seulement dans le combat qu'il doit prouver qui il est.

Un helléniste remarquable nota comment dans la formulation énigmatique « se cache l'origine lointaine de la dialectique, destinée à éclore dans un rapport de continuité — selon la structure de la lutte aussi bien que selon la terminologie même — de la sphère énigmatique »*. Et déjà Nietzsche lui-même remarquait que la dialectique « est une nouvelle forme de l'*Agon* grec ».

Eh bien ! le terrorisme italien *est la dernière énigme de la société du spectacle*, que seuls ceux qui raisonnent dialectiquement sont aptes à résoudre. C'est à cause de la pénurie de dialectique que cette énigme continue à tromper et à faire toutes les victimes que l'Etat sacrifie avec une généreuse abondance sur son propre autel, parce que c'est sur cette énigme irrésolue qu'il s'appuie provisoirement. Il est donc nécessaire et suffisant de résoudre l'énigme pour mettre fin non seulement au terrorisme, *mais aussi à l'Etat italien*, qui, du coup, s'en écroulerait. Seul résoudra *pratiquement* cette énigme celui qui

* G. Colli, *la sapienza greca*.

en a l'intérêt. Mais qui a intérêt à débrouiller l'énigme du terrorisme ? Personne évidemment, *hormis le prolétariat*, parce qu'il en connaît seul l'urgence, les raisons, parce que seul le prolétariat a la force et les capacités requises pour détruire l'Etat qui le trompe et l'exploite. Le but de toutes les provocations de ces dernières années et, parallèlement, de la campagne pédagogique d'endoctrinement des masses, a été de téléguider les pensées des gens, d'obliger les gens à penser certaines choses : avec le terrorisme l'Etat a donc lancé un défi mortel au prolétariat et à son intelligence, un défi que les ouvriers italiens ne peuvent que relever, en se montrant dialecticiens ; sans quoi ils n'auront plus qu'à accepter passivement l'inévitable défaite. Et tous ceux qui aujourd'hui parlent de révolution sociale sans dénoncer ni combattre la contre-révolution terroriste, tous ceux-là ont dans la bouche un cadavre.

Au comble de l'imposture, l'Etat se sent aussi au comble de la sécurité, mais en cela aussi il se trompe beaucoup plus qu'il ne croit, car il réussit à tromper beaucoup moins qu'il ne l'espère, et aussi moins que nécessaire. Mais, plus particulièrement, cet Etat discrédité se trompe lorsqu'il persiste à croire qu'il est cru, c'est-à-dire lorsqu'il croit que les mensonges sur le terrorisme de tous les organes d'information suffisent à corrompre toute la population, uniquement parce qu'elle ne peut rien écouter d'autre. Le prolétariat, auquel n'est donné, comme on sait, aucun moyen de s'exprimer librement, ne peut donc pas non plus exprimer son incrédulité justifiée devant la farce tragi-comique du terrorisme, sinon en clouant pour toujours le bec aux sycophantes qui en parlent de la façon que l'on sait, et à leurs mandants, qui justement sont aussi les mandants du terrorisme et les bénéficiaires de son exploitation.

Tout cela n'empêche que jamais dans notre histoire passée, et pas même en temps de guerre, l'Etat n'a prétendu, en intoxiquant toute la population avec de fausses informations, corrompre un plus grand nombre d'esprits avec une moindre dépense.

Dans l'Italie d'aujourd'hui, tout et seulement ce qui est manifestement faux a sa place, et est objet de transaction et

source de profits : la mise en scène et la diffusion de l'infection terroriste sont une entreprise colossale et rentable qui donne du travail à plusieurs dizaines de milliers de journalistes, policiers, agents secrets, magistrats, sociologues et spécialistes de tout acabit ; « la vérité n'a point de clients », comme le disait Montesquieu en des temps moins mensongers ; mais là il convient d'ajouter que seule la vérité *n'en a pas besoin*.

* * *

J'espère que cette préface contribuera à faire comprendre au lecteur étranger comment, et grâce à quelles forces, quels intérêts et quelles craintes, il a été possible qu'en dix ans seulement l'Italie soit devenue *le pays du mensonge déconcertant* — pour reprendre ici le titre du célèbre livre d'Ante Ciliga sur la Russie de Staline. Dans cette péninsule qui a donné naissance au capitalisme moderne, siège des papes, du christianisme, de l'eurostalinisme et lieu privilégié des expériences contre-révolutionnaires, de la contre-réforme au fascisme, jusqu'aux actuelles entreprises des services secrets et des staliniens, dans ce pays si souvent visité par les étrangers pour les vestiges de son passé grandiose, confluent aujourd'hui les purins de la décomposition de tout ce qui a marqué le millénaire qui s'achève, et toute la population est empestée par le parfum fétide qui émane du christianisme, du capitalisme et du stalinisme venus à leur ultime stade d'infection, tous solidaires dans le fait de se soutenir mutuellement quelque temps encore face à la menace que représente la plus moderne des révolutions, se donnant tous ici rendez-vous pour passer à la plus impitoyable et la plus désespérée des répressions, se disputant tous sur le système le plus efficace pour condamner l'histoire, qui les a condamnés.

Mais quelles que soient les péripéties qui nous attendent, la seule chose sûre est que les événements obligeront le prolétariat italien à adopter la devise de Lucius Junius Brutus :

*Juro nec illos nec alium quemquam regnare Romæ
passurum*.*

Janvier 1980.

* *Je jure que je ne laisserai gouverner à Rome ni eux ni aucun autre* (Tite-Live, N.D.T.).

AVERTISSEMENT DE L'AUTEUR

Qui a peur des idées craint aujourd'hui peu de livres : chaque semaine le marché déborde de livres mais n'offre aucune idée, aussi ce n'est plus dans les librairies ni sur le marché que les gens cherchent les idées. C'est dans la rue, en Italie comme en Iran, qu'ils trouvent ce qu'ils cherchent.

Tout porte à croire que s'il n'est pas encore interdit de penser par écrit dans notre pays, cela dépend moins du libéralisme des législateurs que du fait qu'on ne risque pas de rien lire qui ait du nerf ; de sorte que ceux qui tiennent à lire un livre qui en vaut la peine *devront l'écrire eux-mêmes*, ce secteur de la production sociale n'étant pas moins sujet que tous les autres à la falsification et à la pollution courantes. Les mêmes éditeurs, qui publient aujourd'hui *de tout*, se gardent bien, en effet, de tout publier : et vu ce qu'ils publient, on peut être assuré que c'est dans ce qu'ils n'osent pas publier qu'on trouvera les choses les plus intéressantes. Je veux en donner ici une simple preuve, car on pourrait croire que c'est faute de bons écrits que les éditeurs italiens ne publient rien d'intéressant.

Durant les deux années qui suivirent le succès de mon *pamphlet* scandaleux — écrit sous le pseudonyme de *Censor** —, divers éditeurs bourgeois me firent savoir qu'ils étaient bien disposés à passer outre le contenu subversif de ce que j'écrivais, misant sur quelque bonne affaire qu'à leur avis mes publications leur auraient assurée. Alors que je me préparais à écrire un autre livre, intitulé *Rimedio a Tutto*** , l'éditeur Mondadori

* Cf. *Censor* (Gianfranco Sanguinetti), *Rapporto Veridico sulle ultime opportunità di salvare il capitalismo in Italia*, Milan, juillet 1975 ; 2^e, 3^e et 4^e éditions, Mursia, octobre 1975 ; cf. également *Prove dell'inesistenza di Censor, enunciate dal suo autore*, Milan, janvier 1976 ; cf. *Véridique Rapport sur les dernières chances de sauver le capitalisme en Italie*, suivi de *Preuves de l'inexistence de Censor, par son auteur*, Editions Champ Libre pour la traduction française, Paris 1976.

** *Remède à Tout*

s'affairait à me soumettre un contrat d'édition selon lequel, outre le livre en question, l'éditeur aurait eu *pour dix ans* le monopole des mes publications — ce qui était manifestement une prétention hors de ses possibilités, et que je refusai pour cela. Il se limita donc à payer d'avance le livre en question, qu'il acheta pour ainsi dire *'a scatola chiusa'**.

Mais quand les dirigeants avisés de cette Maison renommée eurent le manuscrit définitif entre les mains, ils en furent littéralement *terrorisés*, comme si personne encore n'était venu

*a mostrar ciò che'n scritto dir si pote***

de cet Etat et de tout son spectacle. D'après les experts en *marketing*, les idées subversives auraient dû bien se vendre, en tout cas mieux que le manque d'idées dans la vente duquel ces messieurs sont spécialisés : mais en ces temps où les ouvriers ne veulent plus être ouvriers, on ne doit pas trop s'étonner que les éditeurs aient peur d'être éditeurs. C'est bien le cas de dire que, plus que *a scatola chiusa*, c'est *a bischero sciolto****, comme on dit à Florence, que ces hardis *managers* ont acheté mon livre : parce qu'ils devaient et pouvaient tous s'imaginer que je n'aurais écrit ni un éloge de ce monde ni une vaine lamentation. Ils espéraient traduire la subversion en une bonne affaire, et au contraire ils y ont même perdu leur investissement inconsideré en « capital-risque », payant pour ne pas acheter ! Incapables mais somme toute plaisants, ces gestionnaires des maisons d'édition ressemblent aux gestionnaires de notre économie en faillite : personne ne pourra plus s'étonner si très vite, et pas seulement par le mérite de ses *managers*, elle court à sa ruine complète.

* 'Les yeux fermés' (N.D.T.).

** Montrer ce qui par écrit dire se peut

*** Littéralement : à queue déliée ; vieille expression florentine qui évoque l'irréflexion et le sans-gêne (N.D.T.).

En attendant de *fare un po' di Iran**, et mieux, chez nous, je ne publie pour l'instant que la dédicace et la préface de *Remède à Tout*, ainsi que le chapitre relatif au terrorisme qu'impunément notre Etat pratique depuis dix ans contre le prolétariat ; quant au reste du livre, il peut attendre. Mais la vérité sur le terrorisme, qu'on peut lire dans ce qui suit et *seulement là*, cette vérité n'a pas d'éditeur, mais, comme on voit, elle n'en a nul besoin : elle refuse avec violence la clandestinité à laquelle on voudrait la voir réduite, et elle est capable d'inaugurer, pour se répandre, un *samizdat* italien.

Dorénavant, ses innombrables ennemis, du centre, de droite et de gauche, *devront se manifester* — et à terrain découvert — pour la combattre, car tous leurs mensonges ne suffisent plus à la cacher. Quoi qu'on en dise aujourd'hui, quand tout deviendra clair pour tout le monde, dans dix ou vingt ans ou avant, on se souviendra de ce que j'ai écrit sur le terrorisme et certainement pas des fleuves d'encre que tous les menteurs professionnels et les imbéciles déversent actuellement en la matière.

A qui a peur de la vérité, je veux offrir quelques vérités qui font peur ; et à qui n'en a pas peur, une preuve que le terrorisme de la vérité est le seul qui serve le prolétariat.

GIANFRANCO SANGUINETTI

Milan, mars 1979.

* Faire un peu comme en Iran.

« Je sais que tu ne te feras pas complice d'une opération qui par-dessus tout détruirait la D.C... La première observation à faire est qu'il s'agit d'une chose qui se répète... On en parle moins maintenant, mais suffisamment, parce que tu sais comment les choses se sont passées, et toi *qui sais tout*, tu es certainement informé. Mais... pour répandre la tranquillité... tu peux appeler *tout de suite* Pennacchini qui sait tout (dans les détails) mieux que moi... Puis il y a Miceli et... le colonel Giovannoni, que Cossiga estime... Depuis peu l'opinion publique comprend... Il est important de convaincre Andreotti que, s'il suit la voie gagnante, il est probable que se constitue un bloc d'opposants intransigeants. »

Aldo Moro, lettre à Flaminio Piccoli, rendue publique seulement le 13 septembre 1978.

« Je sais qu'un désir de vérité intransigeante se répand. Je sais aussi, cependant, que beaucoup de choses... exigent la réserve, le silence... Et cela dans l'intérêt des objectifs qu'on veut atteindre. C'est précisément pour cela que, depuis le jour où je suis arrivé dans ce ministère, je n'ai de cesse de rappeler à tout le monde le devoir de discrétion, j'allais dire la sagesse du silence. »

Virginio Rognoni, ministre de l'Intérieur,
24 août 1978.

« Mais quand le hasard fait que le peuple n'a confiance en personne, ce qui arrive quelques fois lorsqu'il a été déjà trompé soit par les événements, soit par les hommes, il faut nécessairement que l'Etat périclite. »

Machiavel,
Discours sur la première décade de Tite-Live.

REMÈDE À TOUT

Discours sur les prochaines chances de ruiner le capitalisme en Italie

INDEX

Dédicace aux mauvais ouvriers d'Italie et de tous les pays

PRÉFACE

CHAPITRE I - *Objections que ces Discours soulèveront, et leur réfutation*

CHAPITRE II - *Bref discours sur les récents progrès de nos ennemis dans leur décomposition*

CHAPITRE III - *Que les désordres se commencent avec difficulté, et qu'avec facilité ils s'augmentent*

CHAPITRE IV - *Invective contre Enrico Berlinguer*

CHAPITRE V - *S'il vaut mieux un compromis sans histoire qu'une histoire sans compromis*

CHAPITRE VI - *S'il vaut mieux travailler sans vivre que de vivre sans travailler*

CHAPITRE VII - *Discours aux bons ouvriers d'Italie*

CHAPITRE VIII - *Ce qu'est effectivement cette démocratie, et pourquoi elle ne trouve que des défenseurs incapables et malhonnêtes*

CHAPITRE IX - *Digression sur les intellectuels : à quoi ils servent, qui ils sont, ce qu'ils valent, s'il est légitime de les insulter, et si cela suffit ou non*

CHAPITRE X - *Du terrorisme et de l'Etat*

CHAPITRE XI - *Prolégomènes à toute idéologie future qui se présente comme révolutionnaire*

CHAPITRE XII - *Bref mais irréfutable discours d'un révolutionnaire du XIV^e siècle sur la manière d'entraver la répression*

CHAPITRE XIII - *Du sabotage considéré comme un des beaux arts*

CHAPITRE XIV - *Contribution minimum à l'élaboration de nouvelles formes de criminalité*

CHAPITRE XV - *L'utopie, stade suprême du spectacle*

Remède à tout, ou constitution invulnérable du bonheur public

INDEX DES NOMS INSULTÉS

DÉDICACE AUX MAUVAIS OUVRIERS D'ITALIE ET DE TOUS LES PAYS

« Sans doute il n'est pas encore temps de faire le bien. Le bien particulier que l'on fait est un palliatif. Il faut attendre un mal général assez grand pour que l'opinion générale éprouve le besoin de mesures propres à faire le bien. *Ce qui produit le bien général est toujours terrible, ou paraît bizarre lorsqu'on commence trop tôt.* »

Saint-Just, *Oeuvres posthumes*.

Je vous envoie, mauvais ouvriers, ce libelle qui, s'il ne contrebalance pas mes obligations envers vous, est cependant le plus grand don que je puisse vous faire en ces temps : en effet, j'ai cherché à exprimer ici avec des mots cette même insubordination totale, bruyante et salutaire, que par vos actes et vos luttes contre le travail vous exprimez mieux, et avec toujours plus de radicalité. Comme pour l'instant ni vous ni personne d'autre ne pouvez attendre mieux de moi, ni toutefois vous contenter de moins, cela ne devrait pas vous déplaire que je ne vous aie pas donné mieux. Peut-être me reprocherez-vous de n'avoir pas su décrire ici toute la misère, combien grande, de ce contre quoi vous vous rebellez aujourd'hui, ou de n'avoir pas su dire toute la richesse de votre révolte, qui, elle, n'est pas petite ; mais, dans ce cas, je ne sais pas qui de nous sera plus en droit de se plaindre : moi de vous qui m'avez encouragé à écrire ce que je n'aurais jamais écrit pour mon compte ; ou vous de moi, si mon écrit ne vous satisfait pas.

Acceptez donc ce Remède à Tout comme on prend tout ce qui vient d'un ami, en tenant compte de l'intention de celui qui envoie plutôt que de la valeur de ce que l'on reçoit. Et mon intention, comme la vôtre, est de nuire à ce monde qui vous nuit, de démentir ceux qui sont payés pour vous tromper et d'ôter toute réputation à qui en jouit encore. Néanmoins, si

j'attaque ici de front des hommes aujourd'hui connus, qui seront rapidement ensevelis par l'oubli ou par les conséquences mêmes de leurs machinations, il m'importe moins de les offenser que de frapper, à travers eux, toutes les institutions de cette société, institutions qu'ils représentent si bien, et qu'ils défendent si mal, dans l'espoir qu'en retour elles les défendent. Tout ce que je souhaite, c'est qu'une telle lecture puisse inciter les bons ouvriers, qui travaillent encore sans protester, à être moins bons, et les mauvais ouvriers, comme vous, qui se rebellent déjà, à devenir pires encore.

Il est plus facile d'écrire ces choses contre ce monde que de les lire, et les lire plus facile que de les faire ; et personnellement, ce que j'écris je préférerais le lire, et ce que je lis, le voir et le faire. Malgré cela, je me considérerais comme peu pratique si aujourd'hui je n'usais, à certaines fins, un peu mieux de la plume que tant d'autres disent user des armes, et d'une manière que j'ose croire moins inefficace : car ce sont les plumes qui feront travailler les armes, et non le contraire, comme le voudraient autant les propriétaires de cette société que les partisans ingénus de la lutte armée, qui là aussi sont plus d'accord qu'ils ne le croient.

Si vous, mauvais ouvriers, vous jugez que ces Discours ne sont pas trop inférieurs à l'ambitieuse intention qui vous anime, et qui m'anime aussi, je ne manquerai pas de faire pire la prochaine fois, poussé par ce désir naturel qui a toujours été le mien, de commettre sans aucun respect tout ce qui peut nuire aux patrons de notre monde, de notre temps, de notre vie. Si en plus, après cela vous trouvez dans ces pages ne serait-ce qu'une raison supplémentaire de déclencher de nouvelles et plus violentes attaques contre tous ceux qui vous oppriment et vous exploitent, les bureaucrates et les bourgeois, et de démystifier avec violence les mystificateurs qui prétendent encore parler en votre nom et à votre place, Remède à Tout aura satisfait tous mes désirs, et je ne saurais rien lui souhaiter de mieux.

PRÉFACE

« La victoire sera pour ceux qui auront su faire le désordre sans l'aimer. »

Guy Debord, *Internationale Situationniste*, n° 1, 1958.

L'intelligence est peut-être la chose la mieux partagée dans notre pays : chacun pense en être si bien pourvu, que ceux même qui d'ordinaire sont les plus difficiles à contenter en toute autre chose, comme nos gouvernants, n'en désirent jamais plus qu'ils n'en ont. Et comme en l'occurrence il n'est pas vraisemblable que tous se trompent, on doit alors se demander comment, et par quelles nécessités ou intérêts mystérieux, cette intelligence tant répandue apparaît si peu dans notre pays — et pas même rarement, mais jamais, chez ceux qui sont au pouvoir ou qui veulent finalement y parvenir, et qui tous nous racontent sans relâche que s'ils sont des incapables c'est notre faute, et que si l'Italie court à sa perte, ce n'est pas la leur.

Ce pays, qui s'autoproclame libre et démocratique, est en réalité dirigé par quelques centaines d'héroïques imbéciles qui craignent bien plus les conséquences de l'intelligence de tous les autres que celles de leur propre stupidité, et freinent par conséquent celle-là pour mieux donner libre cours à celle-ci, d'autant que ce n'est pas dans nos sporadiques foires électorales que leur stupidité risque d'être sanctionnée publiquement, tandis qu'ils en usent chaque jour selon leur bon plaisir. Dans une telle organisation sociale et politique, que ces messieurs ont si bien modelée à leur image, il me semble tout à fait normal que chaque voix qui s'écarte de la médiocrité dominante, et qui n'est jamais quitte avec celle-ci, soit naturellement forcée de se taire, à cause d'une quantité de mécanismes quasi automatiques qui restent peut-être la seule chose encore relativement efficiente, dans l'inefficacité générale.

Pour moi, je n'ai jamais présumé être plus parfait qu'un autre : même j'ai souvent souhaité d'avoir l'intelligence et l'imagination aussi promptes et vives que quelques autres. J'ai seulement eu la chance d'emprunter depuis très jeune un chemin où j'ai rencontré quelques-unes des meilleures intelligences que ce temps, malgré lui, a produites ; et je ne crains pas de reconnaître que cela m'a déjà permis de *nuire* à ce monde, c'est-à-dire à ses propriétaires, pas vraiment autant que je le désirais, mais certainement bien plus que ce que la seule modestie de mes forces m'autorisait à espérer.

Je ne m'exagère pas, bien entendu, ces premiers résultats, car je ne m'en contente pas ; de même, je sais que personne ne sera assez injuste pour attribuer à une, ou à quelques personnes, la faute ou le mérite d'avoir jeté notre société de classes dans une guerre où les forces multicolores de conservation se trouvent désormais sur la défensive, et dans une situation toujours plus précaire. A cela, outre les circonstances historiques favorables, ont contribué une multitude de jeunes prolétaires qui, s'ils ne sont pas connus par leur nom et prénom, n'en restent pas moins les principaux protagonistes.

Je peux toutefois affirmer, sans crainte d'être démenti, que ces dix dernières années de lutte de classes nous ont déjà permis d'en recueillir de tels fruits, et ont tellement montré l'incapacité et la lâcheté de nos ennemis bourgeois et staliniens, que nous ne pouvons pas ne pas considérer avec une extrême satisfaction les récents progrès de la subversion de tout l'ordre dominant ; et nous sommes autorisés à nous attendre à de tels encouragements du futur que, si entre les occupations des hommes il y en a quelqu'une aujourd'hui qui soit sérieuse et pleine d'avenir, j'ose croire qu'elle est celle que j'ai choisie en un temps moins propice à certains choix.

Travailler *contre ce monde*, en obtenant des résultats tangibles — sans se contenter, bien sûr, de la première compensation idéologique d'« opposition » impuissante —, c'est une tâche de longue haleine, qui comporte aussi quelque inconvénient. Mais travailler *pour ce monde* n'est pas tellement plus

facile, et le plus souvent, soit objectivement soit subjectivement, c'est presque *impossible* ; et là je ne pense pas qu'au nouveau chômage *sélectif* dans lequel notre capitalisme en faillite a jeté toute une génération de jeunes prolétaires, avec une imprudence et une imprévoyance dont il n'a pas encore mesuré toutes les conséquences. En réalité, la question dépasse nos frontières, comme les dépassent les grossières erreurs de nos politiciens et économistes. Tous les prétendus « problèmes très graves de notre temps » tiennent uniquement à ce simple fait que pour chacun et pour tous est venu *le temps de résoudre tous les problèmes*, et de les résoudre directement, à la première personne, et, par conséquent, collectivement.

Que ce soit effectivement *possible*, il suffit pour s'en convaincre de voir la terreur que cette perspective toute nue est capable de provoquer chez tous les actuels patrons de l'aliénation et chez leurs domestiques, politiciens et syndicalistes. Que ce soit désormais *nécessaire*, urgent même, voilà qui ne nécessite au contraire aucune démonstration particulière, car notre société de classes, qui était déjà *essentiellement* inhabitable ; l'est maintenant devenue *visiblement* : celui qui ne comprend pas cela, doit aussi renoncer à comprendre le reste.

Politiciens, économistes, psychologues, sociologues, sémiologues, intellectuels, spécialistes en opinion publique, et tous les autres imbéciles qui se prostituent pour le compte du pouvoir, évoquent sans arrêt ces « problèmes très graves », en se gardant bien, toutefois, de *les nommer* réellement : eux qui bavent et frétilent de joie chaque fois que le patron leur demande de flairer un nouveau phénomène par lequel se manifeste la même crise, eux qui aiment tant les définitions et les étiquettes, les voilà qui accumulent mille prétextes pour ne jamais nommer ce que leur science ne peut résoudre, mais qu'*ils ne voudraient pas que d'autres résolvent*. En réalité, désormais leur métier consiste surtout à *se montrer nécessaires* à ceux qui leur donnent du travail, et c'est vraiment là leur principale préoccupation en un temps où le prolétariat pense que ni eux ni les patrons ne sont nécessaires. Si un tel phénomène peut sembler curieux, on ne peut certes pas dire que c'est lui qui détermine la

nouveauté de l'époque, parce qu'il n'en est qu'une conséquence, et pas la plus intéressante ; et s'il y a quelque chose de surprenant dans ce phénomène de débandade générale, c'est bien l'extravagant crédit que de tels spécialistes continuent à avoir auprès de ceux qui les emploient encore, et qui attendent d'eux on ne sait quoi. Sur ce point comme sur tout le reste, ils confirment le vieil adage : tel maître, tel valet.

Dans ce tableau de la décomposition du vieux monde, la fausse conscience, qui règne encore mais *ne gouverne plus*, accuse sans pudeur la génération de jeunes prolétaires qui a relancé l'offensive contre la société du spectacle de ne pas être en mesure de résoudre les questions qui sont à l'origine de sa rébellion, et à la racine de la crise où pataugent tous les pouvoirs constitués. C'est justement l'inverse ! Parce que ce dont on l'accuse en réalité, c'est *de poser des questions que le pouvoir ne peut résoudre*, puisque c'est le pouvoir lui-même qui est mis en question.

Et ces fameux « problèmes », innomés ou falsifiés par tous les penseurs asservis, en quoi consistent-ils effectivement ? Quels sont-ils précisément ? La société divisée en classes, le travail, la propriété, les conditions mêmes dans lesquelles on est contraint de survivre et de produire, comme tout ce qu'on doit produire et consommer, les mensonges de la « démocratie » et de la « liberté » bourgeoises ainsi que ceux, bureaucratiques, du « communisme » et de l'« égalité », en un mot la société du spectacle dans son ensemble, se trouvent *ne plus fonctionner* au moment précis où leur réalité *est universellement remise en question* et se voit opposer un refus non pas contingent ou partiel, mais stable et total.

Tous les prolétaires ont pu constater à leurs dépens que travailler pour ce monde signifie simplement échanger sa vie et son temps contre un salaire misérable qui, cependant, assure soit la survie, soit sa perpétuelle précarité. Et c'est précisément le travail salarié qui est mis en question aujourd'hui, et finalement refusé de mille manières et en mille occasions différentes. L'ouvrier italien, en cela aussi plus dialecticien que ses patrons, redécouvre aujourd'hui une vérité qu'avait candidement énoncée le vieil Hegel, sans trop en peser les conséquences ni en

prévoir la suite : « Travailler signifie : anéantir le monde, ou le maudire ».

Jusqu'à présent, les ouvriers se sont limités à *maudire ce monde* ; il s'agit maintenant de *l'anéantir*.

« Ne travaillez jamais ! », pouvait-on voir sur les murs de Paris il y a dix ans, pendant la révolution de mai ; et, en février 1977, ce même mot d'ordre revenait sur les murs de Rome, renforcé du seul fait d'avoir été traduit entre-temps en polonais par les ouvriers de Szczecin, Gdańsk, Ursus et Radom, en 1970 et en 1976, ainsi qu'en portugais par les ouvriers de Lisbonne, en 1974.

Le *dépassement de l'économie* est partout à l'ordre du jour ; et les prolétaires, en refusant le travail, montrent qu'ils savent parfaitement que désormais il est surtout *un prétexte* pour les maintenir continuellement *sous contrôle* et contraindre par là tous les ouvriers à toujours s'occuper d'autre chose que de leurs véritables intérêts : « De leur drapeau, ils doivent effacer cette maxime *conservatrice* : "Un salaire équitable pour une journée de travail équitable", et y inscrire le mot d'ordre *révolutionnaire* : "Abolition du salariat" » (Marx). Du reste, même Lord Keynes a dû convenir, dans les fameux *Essais sur la monnaie*, que « le problème économique n'est pas, pour qui a le regard tourné vers l'avenir, *le problème permanent de l'espèce humaine* » — et en cela il s'est montré moins obtus que ses actuels épigones et fervents zéloteurs hors de saison. Ce qui est fondamental, ce n'est pas tant qu'existent, comme c'est le cas aujourd'hui, tous les *moyens matériels* pour la construction de la vie libre d'une société sans classes ; mais plutôt, que « le sous-emploi aveugle de ces moyens par la société de classes ne peut ni s'interrompre ni aller plus loin. Jamais une telle conjonction n'a existé dans l'histoire du monde. » (Debord).

Je connais plusieurs ouvriers qui s'occupent d'économie politique bien plus sérieusement que l'infortuné Franco Modigliani, et avec une bien meilleure efficacité que l'incapable Giorgio Napolitano, mais dans *la perspective opposée* : celle de sa destruction. Ces ouvriers mettent en pratique leurs découvertes théoriques, et leur critique du système économique dépasse

et invalide celle, si injustement célèbre, qu'a cru en faire Piero Sraffa. Et, inversement, ils commencent à théoriser les premiers résultats pratiques de leurs expériences directes *sur la fragilité de l'économie*. Ils lisent le *pamphlet* de Paul Lafargue, *Le droit à la paresse*, qui, bien qu'écrit à la fin du siècle dernier et toujours ignoré de nos économistes ignares, demeure certainement l'œuvre de critique pure de l'économie politique la plus importante et la plus moderne qui soit apparue après Marx. Lafargue prévoit avec une grande avance, et une lucidité plus grande encore, les raisons qui porteront le capitalisme à l'idéologie de la consommation moderne, ainsi que les caractères saillants de ce qu'il appelle « l'âge de la falsification », que nous pouvons contempler aujourd'hui ; il en indique les contradictions incurables, et enfin, ce qui les résume et les résout toutes : le refus du travail et le dépassement de l'économie.

Les ouvriers ont été finalement contraints de s'apercevoir que les couleurs dont s'orne le spectacle dominant, pour camoufler ses traits monstrueux, sont ces mêmes funestes couleurs produites par l'*usine du cancer* de Cirié : une usine qui, comme tout le monde le sait, détruisait les ouvriers au même rythme qu'elle produisait des colorants. Cette usine peut à juste titre être désignée comme l'admirable quintessence de toute autre usine : la seule différence est que le *cycle destructif* des forces productives était légèrement plus expéditif et radical là qu'ailleurs. Mais toutes les usines ont une profonde ressemblance avec l'usine du cancer.

* * *

Le capitalisme *doit régner ou disparaître*, comme on l'a dit de Louis XVI. Mais pour régner, il doit désormais savoir constamment prévoir, et chercher sans cesse à éviter le point de rupture de l'équilibre instable entre, d'une part, tout ce qu'il doit imposer et infliger à tous — comme renoncements, sacrifices, contraintes, ennui, nuisances —, et d'autre part ce que tous peuvent objectivement supporter et sont subjectivement disposés à tolérer. Maintenant, le développement même du capitalisme est tel que, tandis que le taux de tolérance *tend à*

baisser, tant pour des raisons historiques que simplement biologiques, la quantité de tout ce que ce type de société doit nous imposer, pour ses propres nécessités particulières de survie, *tend au contraire à augmenter* sans mesure et sans critère — et pour ainsi dire par un mouvement singulier, absolument autonome et indépendant des besoins réels des hommes, et même de leurs exigences primordiales de survie. La société spectaculaire-marchande, cet immense *moteur immobile*, doit désormais contraindre tout le monde à s'activer pour la soutenir et pour défendre sa propre immobilité antihistorique. Mais les colonnes d'Hercule de l'aliénation, les limites que jamais personne ne devrait franchir, ne sont plus lointaines, aux confins du monde et de la connaissance humaine, mais sont près de chacun, là où chacun se trouve. Et chacun doit être capable de les dépasser, si on ne veut pas « *negare l'esperienza di retro al sol, del mondo senza gente* »* — autrement dit l'expérience *du négatif à l'œuvre*, qui est déjà la négation *pratique* de toutes les limites imposées arbitrairement à la majeure partie de l'humanité, au prolétariat contraint de vivre dans l'abrutissement, sans jamais réaliser ses propres talents, ses propres capacités mutilées, ses propres désirs non reconnus.

Descartes disait : « ma troisième maxime était de tâcher toujours... à changer mes désirs plutôt que l'ordre du monde ». Maintenant que les temps ont changé, et avec eux les hommes, leurs désirs et leurs aspirations, il convient d'abandonner chaque doute et tout scrupule ; ainsi notre première maxime sera le renversement de celle du philosophe : *tâcher toujours à changer l'ordre du monde plutôt que nos désirs*. Et le prolétariat ne doit pas seulement chercher à ne pas échouer, cette fois, mais à vaincre, car seul un violent désir de victoire peut assurer la victoire de ses plus vrais désirs, qui sont aussi les moins avoués.

Tout le monde industriel avancé s'annonce désormais comme une misérable banlieue sans fin dont Cirié, Seveso et les environs sont en même temps *le centre antihistorique et l'image*

* « *Se priver de l'expérience, par-delà le soleil, d'un monde inhabité* »

de son devenir, pour peu que ce monde reste sous les directives de ceux qui se déclarent eux-mêmes les « responsables » politiques et économiques. Et le capitalisme spectaculaire moderne peut déjà se contempler dans les images généralement censurées des enfants monstrueux nés récemment à Seveso, comme dans un miroir magique qui lui révèle son proche avenir.

Nos bourgeois philanthropes peuvent bien regretter qu'il en soit ainsi ; mais très vite ils regretteront encore plus *qu'il en soit autrement* : parce que la quantité de tout ce que cette société nous impose et nous inflige a déjà dépassé le seuil au-delà duquel chaque équilibre construit à grand-peine finit par être rompu avec violence, et ne peut être rétabli que par la violence, mais *toujours plus provisoirement*.

Dans de telles conditions, quand le développement de la société de classes dans toutes ses variantes, bourgeoises et bureaucratiques, s'oppose non seulement aux intérêts de la grande majorité, mais aussi aux conditions premières de pure survie de l'espèce et des individus, et à leur volonté même par-dessus le marché, il ne s'agit pas, pour le prolétariat, de retarder et encore moins d'éviter une guerre sociale qui *a déjà commencé* ; il ne s'agit pas non plus de s'user dans une infinité de petites escarmouches, toujours renouvelées car toujours vouées à l'échec, pour « défendre » on ne sait pas bien quoi — « le salaire, l'emploi ou le pays », comme aboie en pure perte la canaille syndicale et stalinienne — ; mais il s'agit au contraire, pour les ouvriers, de contre-attaquer en passant à l'offensive, et de vaincre sur toute l'étendue du théâtre de guerre, qui est mondial, comme est mondiale la crise actuelle de tous les pouvoirs. Car ce qui est en jeu aujourd'hui, ce n'est rien d'autre que *le destin du monde* ; par contre, ce n'est pas du tout au nom de quelque prétendue « mission historique », plus ou moins fatale et prophétisée, que le prolétariat est appelé à devenir *la classe de la conscience* historique, mais parce que c'est uniquement de cette position de supériorité fondamentale qu'il peut attaquer et combattre avec succès toutes *les forces de l'inconscience* qui toutes, et elles seules, sont représentées « démocratiquement » dans le capitalisme actuel — forces qui se

manifestent désormais principalement par leurs échecs, leurs désastres et leurs infamies.

Le capitalisme, dès son origine, a été combatif, et pendant longtemps contre toutes les autres formes rétrogrades de pouvoir et d'organisation sociale qui s'opposaient à son expansion : il s'est imposé, et il est sorti victorieux des guerres où il a combattu, parce que jusque-là son action de développement et de conquête correspondait à des nécessités déterminées et à des possibilités historiques — dont aucun de ses idéologues n'a d'ailleurs jamais été vraiment conscient, comme aucun d'eux n'a conscience aujourd'hui que la tâche du capitalisme s'est historiquement *épuisée*. Maintenant qu'il a conquis le monde, usé par ses propres succès et géré de façon insensée par les héritiers ramollis des conquérants passés, il découvre qu'il doit avant tout affronter précisément celui qui lui a permis d'atteindre une telle puissance : le prolétariat. La paix sociale dont il a joui si longtemps, depuis la défaite de la révolution sociale en Russie et dans toute l'Europe, lui avait presque fait oublier l'existence de son vieil ennemi, si bien qu'aujourd'hui le capitalisme a complètement perdu sa combativité d'un temps. Et il consacre désormais tous ses efforts à empêcher une guerre sociale à laquelle il ne s'était pas préparé, et où *il désespère déjà de vaincre*, mais dont son précédent développement, encore tant exalté il n'y a pas si longtemps, avait créé tous les pré-supposés.

Le prolétariat, au contraire, s'est toujours trouvé au cœur d'un conflit quotidien et permanent qui dure depuis un siècle et demi, conflit parfois ouvert et le plus souvent latent, mais toujours violent ; or, une classe qui a continuellement été en guerre contre les conditions de sa propre oppression doit nécessairement périr, ou venir à bout de toutes les autres, qui, un peu en guerre un peu en paix, ne sont jamais si propres à attaquer, ni si préparées à se défendre. D'autre part, la nature même de cette guerre veut que les classes propriétaires ne puissent jamais anéantir leur ennemi, c'est-à-dire *abolir* le prolétariat, sans abolir *les conditions mêmes de leur propre suprématie* : elles

ont besoin du prolétariat ; le prolétariat *n'a pas besoin* d'elles. Voilà le fond de la question.

Comme si tout cela ne suffisait pas, il faut noter que la logique d'un tel conflit tient au fait que, tandis que les classes propriétaires sont contraintes de considérer chacune de leur victoire comme *provisoire* et chaque trêve que le prolétariat leur concède comme incertaine, celui-ci est pour sa part forcé par ses propres conditions à ne jamais pouvoir accepter aucune paix, *sinon celle du vainqueur*. Voilà ce qui détermine précisément aujourd'hui les prolétaires à augmenter toujours plus leurs *immenses prétentions*, conséquemment et en dépit de leurs défaites passées, lesquelles étaient purement provisoires : ainsi les ouvriers du monde entier jettent aujourd'hui continuellement, et à toujours plus brève échéance, ces mêmes forces adverses, qui justement avaient à peine réussi à les vaincre, dans le plus profond désespoir ; et c'est vraiment ainsi que les prolétaires s'imposent une plus grande nécessité de gagner, non seulement telle ou telle bataille partielle, mais *toute la guerre*.

Marx a dit que les hommes ne se posent que les problèmes qu'ils peuvent résoudre, et j'ajoute qu'aujourd'hui nous avons atteint le point précis où *il n'est plus possible d'en résoudre un seul sans les résoudre tous*. Voilà pourquoi ce pamphlet s'intitule *Remède à Tout*.

Notre force tient justement à ceci que nous avons devant nous *tous les problèmes*, et que nous avons et le besoin et la possibilité *de les résoudre tous*. La faiblesse de nos ennemis bureaucrates et bourgeois tient au contraire au fait qu'eux aussi ont tous les problèmes devant eux, mais qu'ils se trouvent dans la nécessité impérative *de ne pas les résoudre tous* — c'est-à-dire en mesure de ne remédier vraiment à aucun. Voilà donc exactement leur situation actuelle : ils n'ont la force de résoudre aucun problème, et ils ne sont toutefois plus en mesure ni d'empêcher que d'autres les résolvent, ni de coexister plus longtemps avec tous ces problèmes. Il ne faut par conséquent pas s'étonner de l'égarement et de la confusion qui règnent désormais dans leurs rangs.

Il y a dix ans encore, il semblait impossible à la plupart que quelque chose changeât ; aujourd'hui, il semble à tous impossible *que quoi que ce soit continue comme avant*. Et pourtant deux lustres ne se sont pas écoulés depuis que les penseurs résignés de la gauche impuissante décrétaient avec une pompeuse résignation que ce monde avait enfin atteint son ordre définitif, et que le « choix » était donc entre le mensonge russe et le chinois, ou le cubain, mensonges qui nourrissaient fastidieusement leurs disputes malhonnêtes. Tandis qu'un Marcuse plein d'illusions prétendait encore nous démontrer la disparition du prolétariat, qui se serait allègrement dissout dans la bourgeoisie, un Henri Lefebvre déçu verbiageait déjà sur la « fin de l'histoire ». Ils prenaient seulement leurs pauvres rêves pour la réalité et confessaient ainsi maladroitement que la réalité d'alors était tout ce qu'ils avaient rêvé. Mais, dès 1968, ils durent prendre douloureusement acte de leur sinistre balourdise : Marcuse s'est résigné à se taire, et Lefebvre, parlant pour le compte des staliniens français, à s'en retourner à l'étable.

Maintenant que le temps des désordres est partout revenu troubler le sommeil des classes dominantes, tous ces pathétiques idéologues en quête d'idées ont perdu jusqu'à leur public, mais en compensation ils ont presque toujours trouvé un emploi inespéré comme avocats de la défense du vieux monde. En Italie, où la crise est plus grande, ils ont fini par perdre toute retenue et, à chaque progression de la subversion, les voilà qui revêtent à la hâte la toge des pères de la patrie, les voilà qui se remontent comme de vieux coucous pour scander toujours les mêmes banalités sur la défense de l'ordre républicain, et proférer les habituelles trivialités en faveur des institutions démocratiques, avec la conviction hautaine et affectée des prêtres d'une Eglise en manque de fidèles, car ce qui manque, c'est la foi dans le miracle qu'ils promettent : que l'histoire s'arrête par enchantement devant leurs formules magiques.

Chaque fois qu'ils se montrent à la télévision, ou qu'à la une des journaux ils nous supplient sans pudeur d'apprécier les

délices de cette « démocratie » née, foutre ! de la Résistance, comme eux sont nés de la précieuse chatte de leur mère, les Valiani, les Amendola, les Asor Rosa, les Moravia, les Bobbio, les Bocca, etc., montrent qu'ils ne veulent pas non plus comprendre que les sursauts violents et contradictoires dont se nourrissent nos chroniques prouvent seulement que *leur temps est révolu*, et qu'un nouveau monde vient au jour. Ces vieilles cariatides, qui espèrent soutenir quelque temps encore le temple désacralisé et croulant du mensonge et des abus dominants, ces extrémistes du consentement, ces fanatiques de la légalité ne savent pas que leurs lois ne commandent pas à l'avenir et qu'avant de juger les hommes nouveaux il faut juger les vieilles lois. Et, du reste, la « démocratie » et la « liberté » dont ces messieurs se remplissent la bouche et nous farcissent les oreilles, et pas seulement elles, sont pour eux *ce que sont les couleurs pour un aveugle de naissance* ; la preuve est simple : si seulement ils connaissaient le véritable sens de ces mots, ils ne s'en serviraient pas avec autant de légèreté en parlant de notre misérable République. Mais quand s'imposera *la véritable démocratie* — c'est-à-dire quand tout le pouvoir délibératif et exécutif appartiendra aux Conseils ouvriers révolutionnaires, où chaque délégué est à chaque instant révocable par la base —, eh bien ! nous verrons alors que tous ces messieurs, qui aujourd'hui parlent toujours au hasard de démocratie, la combattront ou, probablement, selon leur caractère, *la fuiront*. Mais face à ces appels péremptaires et insolents dont ils nous gratifient aujourd'hui, les jeunes prolétaires sont bien forcés de conclure que ce n'est pas du tout par hasard que ces respectés mystificateurs sont autant solidaires dans la courageuse défense de tous les mensonges et abus courants, mais que c'est parce qu'ils en reçoivent de larges compensations. Combien de millions touche par mois, ou par semaine, l'honnête Leo Valiani pour écrire ce qu'il écrit ? Et qu'écrirait-il, s'il avait un salaire et une vie d'ouvrier ? Et Bocca ? Et tous les autres ?

Lichtenberg disait qu'il ne connaissait guère d'homme au monde qui, se transformant en coquin pour mille thalers, n'eût préféré rester honnête homme pour la moitié de la somme.

Disparaissez, grotesque mascarade, charlatans de malaises incurables : vous craignez trop de choses pour être craints et en respectez trop pour être respectés ! Vous jugez de tout à tort, tandis que les gens commencent à juger de vous avec raison : ne vous rendez-vous pas compte qu'une moitié du pays rit de vous, et que l'autre vous ignore ? Sachez au moins que devant cette farce tragi-comique qu'est votre propre existence, la cour martiale de notre critique va célébrer ses saturnales ! Et qu'on ne m'accuse pas d'avoir recours à l'invective : depuis Dante, tous ceux qui ont considéré d'un oeil désabusé nos puissants du moment et leurs valets ont toujours été *contraints* de recourir à l'invective. Parce qu'il ne suffit pas de juger les actes et les discours des hommes ; il faut aussi *juger les hommes par leurs discours et par leurs actes*.

Jusqu'ici le pays dans son ensemble a été le simple spectateur de ses ministres et de tous ceux qui le trompent et qui parlent en son nom : mais maintenant l'heure est venue pour le pays de commencer à les juger, il est temps de rendre à César ce qui appartient à César : vingt-trois coups de poignard.

* * *

Dans les temps où règne l'intelligence, on peut juger des hommes par l'usage qu'ils en font ; dans les siècles décadents, et qui portent pourtant des gens habiles, on doit en juger par les intérêts et le mérite ; au contraire, dans ceux dans lesquels il se rencontre une extrême médiocrité avec de grandes difficultés, comme en celui où nous vivons, il faut considérer les conditions générales dans lesquelles vivent les hommes, les prétentions de ceux qui sont au pouvoir, leurs craintes et leurs intérêts particuliers, et faire de ce mélange la règle de notre discernement. Si donc aujourd'hui nous assistons à l'édifiant spectacle qui nous est offert quotidiennement par tous les avocats de la défense du vieux monde, qui prennent avec ardeur et excitation la parole pour éjaculer à tour de rôle ou tous ensemble leur harangue, c'est parce qu'ils craignent chaque fois que ce soit la dernière, et qu'ils sentent tous confusément, mais non sans motif, que le tribunal de l'histoire va exécuter une sentence ajournée depuis trop longtemps. Et si, dans ces

vaines oraisons, les mercenaires patrons de tous les abus paraissent parfois téméraires, c'est seulement parce que, quand la peur a franchi une certaine limite, le courage et la lâcheté produisent quelque temps encore des effets similaires.

Si, pendant un temps, politiciens et intellectuels ont tant tourné autour du mot *courage*, c'était surtout pour se questionner les uns les autres sur *ce que cela pouvait bien être*, au juste. Et si après tant de bruit ils n'ont pas même été en mesure de répondre, il n'est pas besoin d'aller trop loin pour en trouver la raison : en règle générale, les hommes parlent toujours plus de ce qui leur manque le plus, et particulièrement dans les situations où ils en ont grand besoin. Ainsi, un pauvre parlera d'argent, et Franco Rodano parle de courage. Lama, Moravia, Arpino, Calvino, Vasco Pratolini, Elio Petri et cent autres en ont débattu à qui mieux mieux ; même le répugnant Antonello Trombadori a fait ses recherches — et, au moins pour cette fois, il s'est effectivement montré téméraire, parlant de corde dans la maison d'un pendu. Et presque tous en ont parlé pour accuser de lâcheté Montale et Sciascia, eux qui au moins ont eut le *courage minimum* d'exprimer publiquement le désintérêt et le dégoût que leur inspire cet Etat, que le stalinien Amendola craint de voir s'écrouler avant d'avoir pu le partager avec les démochrétiens.

Tout cela montre bien qu'on peut dire du courage ce que Marx disait de la conscience : ce n'est certes pas le courage des hommes qui détermine leur condition sociale, mais au contraire leur condition sociale qui détermine leur courage, et leur lâcheté ; et il suffit de considérer la précarité et la fragilité actuelle de la position sociale qu'occupent ces usurpateurs dans une société de classes aussi peu sûre que l'est la nôtre, pour être suffisamment instruit sur leur prétendu « courage ». Du reste, il va sans dire que personne ne leur demande d'être courageux.

La lâcheté a existé de tout temps, même si on n'a pas toujours eu la chance de la voir au pouvoir ; actuellement, elle voudrait être majoritaire, mais elle *est déjà* la majorité au gouvernement, elle a ses héros et prétend publiquement à la noblesse et à tous les honneurs qui en d'autres temps venaient

récompenser le courage. Toute la dispute politico-intellectuelle sur le courage a seulement mis parfaitement en évidence la profonde poltronnerie de tous ceux qui y ont participé, puisque, si le courage on ne peut pas se le donner, la poltronnerie on ne peut pas nous l'ôter, et on ne peut pas *non plus la cacher*, car je n'ai jamais connu aucun poltron qui ait eu au moins le simple courage *de se connaître*, sinon pour mieux se cacher.

Ces solennelles « polémiques » lourdes et usées, qui constituent le passe-temps favori de tous *les eunuques du pouvoir*, c'est-à-dire les intellectuels, prouvent une fois de plus l'incurable faiblesse de ceux qui y participent : les armes de leur « critique » ne taillent pas parce qu'elles sont, comme dirait Camões, « recouvertes de la rouille de la paix » sociale, dont ils ont trop longtemps goûté, mais c'est bien fini. Et on sait bien que la faiblesse est peut-être l'unique défaut qu'on ne peut corriger, précisément parce que ses effets sont inimaginables, plus prodigieux encore que ceux des passions les plus fortes.

L'archaïsme des institutions que ces courageux messieurs veulent défendre, ne serait-ce que pour éviter le drame de devoir se défendre tout seuls, institutions qu'ils ne savent toutefois même plus *faire fonctionner*, cet archaïsme ne sert ni à les faire respecter ni à les rendre vénérables ; bien au contraire, elles se discréditent de jour en jour, vieillissant encore plus vite que leurs coryphées. Et, à mesure que leur décadence devient toujours plus manifeste, elles inspirent un mépris d'autant plus universel qu'elles sont toujours moins en mesure de nuire. Ainsi le monde politique est tombé dans une imbécillité pernicieuse, au moment même où la société dans son ensemble est devenue *plus intelligente*. Maintenant, cette intelligence et cette imbécillité nuisent également au pouvoir, qui se trouve ainsi constamment attaqué de l'extérieur, et miné dans son sein même.

La guerre sociale qui se prépare met déjà en mouvement tous les individus et toutes les classes de la société, car, en remettant en jeu les intérêts de tous, elle confère à tous un intérêt dans le combat, et appelle chacun à choisir son camp : d'un côté, tous ceux qui craignent une guerre *qu'ils ne parviennent plus à empêcher*, comme les capitalistes et les bureau-

crates du parti dit communiste ; de l'autre, tous ceux qui n'ont aucun pouvoir sur leur vie, et qui *le savent*.

* * *

Dans les chapitres suivants, j'écrirai donc contre l'ordre des choses existant, mais j'écrirai *dans un relatif désordre* : je ferais trop d'honneur à mon sujet si je le traitais avec ordre, car je veux montrer qu'*il en est incapable* — Saint-Just l'a déjà dit : « l'ordre présent est le désordre érigé en lois ». Et avant de terminer cette préface, il est peut-être bon de dire que *Remède à Tout* ne veut ni ne peut être un remède *pour tous* : il se propose en fait *de nuire* à beaucoup, et souhaite être utile à un plus grand nombre encore ; l'utilité d'un tel *pamphlet* sera plutôt mesurable *à partir des dommages* qu'il est susceptible de causer, directement ou indirectement, de suite ou dans peu de temps, aux patrons de l'aliénation, car tout ce qui est nuisible n'est pas pour autant inutile ; ce n'est que ce qui est inutile qui est toujours nuisible. J'espère être *clair* ; mais si quelqu'un persistait à ne pas comprendre, je m'en préoccupe moins qu'il ne devrait s'en préoccuper lui-même : on sait que cette époque ne peut rester insensible à rien de ce qu'elle produit, et si elle produit certains livres, c'est qu'elle a aussi produit *ceux qui savent les lire*.

Les propriétaires de ce monde, comme ses « critiques » salariés, seront choqués et dépités en devant constater que seuls leurs ennemis les plus irréductibles sont en mesure de le comprendre réellement, et la classe dominante verra avec une inquiétude justifiée ses vrais problèmes dévoilés seulement par ceux qui travaillent à sa subversion. Nos ministres et tous les politiciens se préoccuperont non sans raison de devoir lire nos écrits, pour se contempler enfin avec réalisme, mais dans la perspective de la destruction de tous leurs pouvoirs. Les chefs des services secrets de la bourgeoisie, depuis dix ans préposés aux provocations, aux assassinats et au terrorisme d'Etat, deviendront évidemment féroces en voyant leurs manœuvres constamment démasquées par ceux-là mêmes contre qui elles sont toujours dirigées ; et même la mort de Moro apparaîtra

finalement sous son véritable et sinistre jour. Les grands bourgeois en décomposition ne voudront sûrement me pardonner ni ce *pamphlet* ni le reste, et sans doute l'un d'eux, comme s'est déjà plu à le faire Indro Montanelli il y a quelque deux ans, voudra-t-il m'accuser d'être *un traître de classe*, parce que j'ai retourné toutes mes armes contre la soi-disant haute bourgeoisie dont je suis issu : eh bien ! une telle accusation m'honore, car il n'y a pas d'humiliation ni rien d'autre que cette bourgeoisie n'ait amplement mérités ; et la classe ouvrière, qui a subi le plus grand nombre de trahisons de classe de la part de ses prétendus représentants, aura quelque motif de se féliciter en considérant que *una tantum* la classe adverse a connu le même sort.

Remède à Tout sera donc aussi un *règlement de comptes* avec toute cette vermine que la classe dominante impose démocratiquement à la classe dominée, et sera un règlement de comptes avec tel ou tel personnage *précis* qui jusqu'à présent a trop impunément abusé de la patience de la classe exploitée, ou plutôt du silence auquel elle est réduite. Comme en enfer, ici aussi on trouvera beaucoup de fosses et de damnés, des bourgeois aux stalinien, des menteurs professionnels aux bureaucrates syndicaux, des politiciens aux intellectuels, et ainsi de suite — de sorte que moi aussi, à la fin, je pourrai dire au lecteur :

*Qmai puoi giudicar di quei cotali
ch'io accusai di sopra, e di lor falli,
che son cagion di tutti i vostri mali.**

* Désormais tu peux juger de ces gens
que j'accusais plus haut, et de leurs fautes,
qui sont la cause de tous vos maux.

CHAPITRE X

DU TERRORISME ET DE L'ÉTAT

« Ces astuces qui soutiennent l'Etat, tours de passe-passe
que nous nommons profonds desseins politiques,
(comme au théâtre, le sot-fretin,
ne voyant pas les cordes,
se pâme devant une "gloire" qui vole)...
supposons donc qu'en pleine séance
la machine, mal montée, s'effondre,
les écrans glissent et laissent tout voir :
comme le truquage saute vite aux yeux !
Que c'est simple ! Quelle triche grossière !
Voyez donc le nœud de la poulie !...
Quel pauvre mécanisme actionne
les pensées des monarques et les plans des Etats !
De quelles misères dépend leur sort !...
Les manants effrayés s'enfuient,
ils tremblent devant le prodige inouï,...
Le voilà !... Regardez !
Comme chacun frissonne et tremble !... »

Swift, *Ode au très honorable Sir William Temple*, 1689.

Tous les actes de terrorisme, tous les attentats qui eurent et ont de l'emprise sur l'imagination des hommes, furent et sont ou des actions *offensives*, ou des actions *défensives*. S'ils font partie d'une stratégie offensive, depuis le temps l'expérience a montré qu'ils sont toujours voués à l'échec. S'ils font partie au contraire d'une stratégie défensive, l'expérience montre que ces actes peuvent escompter quelque succès, mais seulement momentané et précaire. Sont des actes de terrorisme *offensifs*, par exemple, les attentats des Palestiniens et des Irlandais ; sont *défensifs*, par contre, la bombe de piazza Fontana et l'enlèvement d'Aldo Moro.

Toutefois, ce n'est pas seulement la stratégie qui change, selon qu'il s'agit d'un terrorisme offensif ou défensif, mais aussi *les stratèges*. Ce sont les désespérés et les illusionnés qui ont recours au terrorisme offensif ; au terrorisme défensif, au contraire, *toujours et seulement* les Etats, soit parce qu'ils sont au beau milieu de quelque grave crise sociale, comme l'Etat italien, soit parce qu'ils la redoutent, comme l'Etat allemand.

Le terrorisme défensif des Etats est pratiqué soit *directement* par eux, soit *indirectement*, avec ses propres armes ou avec celles d'autrui. Si les Etats ont recours au terrorisme *direct*, celui-ci doit être dirigé contre la population — comme par exemple dans le cas du massacre de piazza Fontana, de l'*Italicus*, et de Brescia. S'ils décident au contraire de recourir à un terrorisme *indirect*, celui-ci doit être apparemment dirigé contre eux — comme par exemple dans l'affaire Moro.

Les attentats directement exécutés par les corps séparés et par les services parallèles de l'Etat ne sont habituellement revendiqués par personne, mais sont attribués occasionnellement à quelque « coupable » *ad hoc*, comme Pinelli ou Valpreda. L'expérience a montré que c'est là le point faible de ce genre de terrorisme, et ce qui en détermine l'extrême fragilité pour l'usage qu'il est question d'en faire politiquement. C'est à partir des résultats de cette même expérience que les stratèges des services parallèles de l'Etat cherchent désormais à donner

une plus grande crédibilité, ou du moins une moindre invraisemblance, à leurs propres actes, par exemple en les signant directement d'un quelconque sigle de groupe fantomatique, ou encore en les faisant revendiquer par un groupe clandestin existant dont les militants sont apparemment, et parfois eux-mêmes le croient, étrangers aux desseins de l'appareil d'Etat.

Tous les groupuscules terroristes secrets sont organisés et dirigés selon une hiérarchie clandestine même pour les militants de la clandestinité, hiérarchie qui respecte parfaitement la division du travail et des rôles propre à cette organisation sociale : en haut on décide, en bas on exécute. L'idéologie et la discipline militaire préservent le vrai sommet de tout risque, et la base de tout soupçon. Chaque service secret peut s'inventer un sigle « révolutionnaire » et exécuter un certain nombre d'attentats, bien diffusés par la presse, sur lesquels on fixera habilement un petit groupe de militants naïfs, qu'il dirigera avec la plus grande désinvolture. Mais dans le cas d'un groupuscule terroriste apparu spontanément, il n'y a rien de plus facile au monde, pour les corps séparés de l'Etat, que de s'y infiltrer, grâce aux moyens dont ils disposent et à l'extrême liberté de manœuvre dont ils jouissent, de se faire prendre en considération par le sommet originel, et de s'y substituer, aidés soit par des arrestations déterminées effectuées au bon moment, soit par l'exécution des chefs originels, ce qui arrive en général dans un conflit armé avec les « forces de l'ordre », prévenues de telle opération par leurs éléments infiltrés.

Dès lors, les services parallèles de l'Etat disposent selon leur bon plaisir d'un organisme parfaitement efficace, formé de militants naïfs ou fanatiques, qui ne demande rien d'autre qu'à être dirigé. Le groupuscule terroriste d'origine, né des mirages de ses militants sur les possibilités de concevoir une offensive stratégique efficace, change de stratèges et ne devient rien d'autre qu'un appendice *défensif* de l'Etat, qui le manœuvre avec la plus grande agilité et la plus grande désinvolture, selon les nécessités du moment, ou selon ce qu'*il croit* que sont ses nécessités.

De piazza Fontana à l'enlèvement de Moro, seuls les objectifs contingents que le terrorisme défensif a atteints ont changé, mais ce qui, dans la défensive, *ne peut jamais changer*, c'est *le but*. Et le but, du 12 décembre 1969 au 16 mars 1978, et aujourd'hui encore, est resté en fait toujours le même, c'est-à-dire de faire croire à toute la population, désormais intolérante ou en lutte contre cet Etat, qu'elle *a au moins un ennemi en commun* avec cet Etat, ennemi contre lequel l'Etat la protège, à condition de n'être plus remis en question par personne. La population, qui est généralement hostile au terrorisme, et non sans raison, doit donc convenir qu'*au moins en cela* elle *a besoin* de l'Etat, auquel elle doit alors déléguer les plus amples pouvoirs, afin qu'il puisse affronter vigoureusement la tâche ardue qu'est la défense commune contre un ennemi obscur, mystérieux, perfide, impitoyable et, en un mot, *chimérique*. Face à un terrorisme toujours présenté comme *le mal absolu*, le mal en soi et pour soi, tous les autres maux, bien plus réels, passent au second plan, et surtout doivent être oubliés ; puisque la lutte contre le terrorisme coïncide avec *l'intérêt commun*, elle est déjà *le bien général*, et l'Etat qui la mène généreusement est le bien en soi et pour soi. Sans la méchanceté du diable, l'infinie bonté de Dieu ne pourrait apparaître et être appréciée comme il se doit.

L'Etat, affaibli à l'extrême par toutes les attaques du prolétariat qu'en même temps que son économie il essuie quotidiennement depuis dix ans, d'une part, et par l'incapacité de ses gestionnaires d'autre part, peut dissimuler aussi bien l'une et l'autre choses, en se chargeant solennellement de mettre en scène le spectacle de la sacro-sainte défense commune contre le monstre terroriste, et il peut, au nom de cette pieuse mission, exiger de tous ses sujets une portion supplémentaire de leur liberté exigüe, qui ira renforcer le contrôle policier sur toute la population. « Nous sommes en guerre », et en guerre contre un ennemi si puissant que toute autre discorde et tout autre conflit seraient des actes de sabotage et de désertion : on n'a le droit d'en venir à la grève générale que pour protester contre le terrorisme. Le terrorisme et « l'état d'urgence » permanents, un

état d'urgence et de « vigilance », voilà les seuls problèmes, ou du moins les seuls auxquels il soit permis et même fortement recommandé de se consacrer. Tout le reste n'existe pas, et doit être oublié, en tout cas doit être tu, remis, refoulé dans l'inconscient social, devant la gravité de la question de l'« ordre public ». Et, devant l'obligation universelle de le défendre, tous sont invités à la délation, à la lâcheté, à la peur : la poltronnerie devient, pour la première fois dans l'histoire, une qualité sublime, la peur est toujours justifiée, l'unique « courage » non méprisable est le courage d'approuver et de soutenir tous les mensonges, tous les abus et toutes les infamies de l'Etat. Comme la crise actuelle n'épargne aucun pays de la planète, la paix, la guerre, la liberté et la vérité n'ont plus aucune frontière géographique : leur frontière traverse également tous les pays, et tous les Etats s'arment et déclarent la guerre à la vérité.

Quelqu'un doute encore de la puissance occulte des terroristes ? Eh bien ! il lui faudra changer d'avis devant les images magnifiquement filmées qui montrent trois terroristes allemands sur le point de s'embarquer à bord d'un hélicoptère, si puissants qu'ils réussissent ensuite à échapper même aux services secrets allemands, plus capables de filmer leur proie que de la rejoindre.

Quelqu'un ne croit pas que cent ou deux cents terroristes soient en mesure de porter un coup mortel à nos institutions ? Eh bien ! regardez ce que cinq ou six d'entre eux sont capables de faire en quelques minutes à Moro et à son escorte, et admettez donc que le risque pour les institutions (du reste tant aimées de plus de 50 millions d'Italiens) est un risque réel et terrible. Quelqu'un veut peut-être encore soutenir le contraire ? Voilà la flanc-garde ! Tout le monde en conviendra, l'Etat ne peut se faire abattre sans se défendre : et, coûte que coûte, cette défense est le devoir impératif et sacré de chacun. Et ceci parce que la République est publique, l'Etat est à tous, chacun est l'Etat et l'Etat c'est tous, car tout le monde jouit de ses avantages, si équitablement répartis : c'est la démocratie ? Donc le peuple est souverain, mais malheur à qui ne la défend pas !

Convaincus ? Ou peut-être croyez-vous encore, après Moro, pauvres citoyens avides de critique, que c'est encore et toujours l'Etat, comme au temps de piazza Fontana, qui exécute les attentats ? Ignobles soupçons ! Et quelle offense pour la dignité des Institutions : Zaccagnini pleure, voilà la photographie, Cossiga aussi, regardez-le au journal télévisé, et abandonnez une bonne fois pour toutes l'idée de tout mettre sur le dos de ceux qui n'hésitent pas à faire le sacrifice de la vie d'autrui au nom de la défense de nos institutions les plus démocratiques ! Mais vous croyez peut-être encore, pauvres citoyens, que nous ministres, nous généraux, nous agents secrets de l'Anti-terrorisme — par antiphrase — serions nous-mêmes disposés à sacrifier Aldo Moro, homme d'Etat remarquable, homme de sentiments élevés, exemple de droiture morale, notre ami, notre patron, notre protecteur et, quand ce fut nécessaire, notre défenseur ?

Voilà exactement ce que devrait penser chaque bon citoyen qui ne doute jamais, vote toujours, paye s'il n'est pas riche, et se tait en toute occasion. Les soupçons sur l'Etat sont permis en ce qui concerne piazza Fontana, parce que les victimes étaient de simples citoyens : mais on ne voudrait quand même pas soupçonner l'Etat quand la victime est son plus prestigieux représentant ! Kennedy, c'est du passé.

C'est uniquement pour cela que l'agonie de Moro a tant tiré en longueur, afin que chacun puisse suivre aisément tout le spectacle de l'enlèvement et la fausse discussion sur la négociation, en lisant des lettres pathétiques et des messages impitoyables des fantomatiques B.R. qui canaliseront le dédain des gens simples et des pauvres d'esprit, donnant ainsi quelque faible vraisemblance à tout l'événement, et au psychodrame collectif une raison de se manifester, entretenant la contemplation et la passivité générale — qui est ce qui compte le plus.

Si Moro avait été abattu avec ses gardes-du-corps via Fani, tout le monde aurait pensé à un règlement de comptes, dont l'histoire est remplie, entre *gangs* capitalistes et centres de pouvoir rivaux — *comme c'était bien le cas*. Dans ce cas, la mort de Moro aurait été jugée, ni plus ni moins, comme celle

d'Enrico Mattei. Toutefois, personne n'a encore noté que si un groupe quelconque de pouvoir se trouvait dans l'obligation, par nécessité ou intérêt, d'éliminer un Enrico Mattei, ou un Kennedy, il ne le ferait certainement plus comme il le fit alors, mais il revendiquerait, ou ferait revendiquer, sans nul doute et avec la plus grande facilité, un tel assassinat par tel ou tel groupuscule terroriste secret ; voilà pourquoi on a dû mettre en scène le long enlèvement, et en souligner tantôt la cruauté, tantôt le pathétique, tantôt la « fermeté » du gouvernement ; et quand on a jugé que les gens devaient enfin être convaincus de la provenance « révolutionnaire » et de la responsabilité des « extrémistes », *seulement à ce moment-là*, les geôliers de Moro ont eu le « feu vert » pour s'en défaire. Et toi, Andreotti, qui es moins naïf que désinvolte, ne viens pas me dire que tout cela te semble nouveau, et ne fais pas le coup de la vertu offensée, s'il te plait !

Toute la poussière soulevée dans le pays sur la question de négocier ou pas — question qui passionne encore les imbéciles — était ce qui devait réussir le mieux, mais c'est aussi ce qui a le plus mal réussi : c'est là que le côté artificiel de toute la machine, à peine montée derrière les coulisses, est le mieux apparu dans la mise en scène. Le parti qui refusait la négociation, en l'occurrence le sommet de la D.C. et du P.C.I., la refusait parce qu'il savait parfaitement que la régie du drame prévoyait le dénouement auquel on a effectivement eu droit, et parce qu'il savait aussi, vu la situation, qu'il ne devait pas perdre l'occasion, *una tantum*, de se montrer inflexible, aux frais d'autrui : c'est pourquoi nous avons pu admirer Zaccagnini et Cossiga, Berlinguer et Pecchioli, se gargariser sans retenue de la dignité des institutions républicaines — dignité, du reste, fort bien représentée par le président de l'époque, Leone. Les chefs du parti qui refusait la négociation savaient en outre qu'ils ne devaient pas perdre l'occasion d'avoir un Moro mort, désormais bien moins dangereux pour eux que vivant, parce qu'il valait mieux un ami mort qu'un ennemi vivant. Car si Moro, par hypothèse, avait été relâché, chose du reste impossible, les staliniens et les démochrétiens savaient bien qu'ils

auraient eu affaire à un homme trois fois plus dangereux, parce que plus populaire après son aventure, discrédité de toutes les façons possibles par ses amis quand il ne pouvait pas se défendre, et donc désormais ennemi déclaré de ses amis et ex-alliés staliniens. Par conséquent, personne n'a le droit de blâmer Andreotti et Berlinguer, parce qu'ils n'ont servi rien d'autre que leurs propres intérêts ; par contre, ce qu'on peut leur reprocher, c'est de les avoir servis *aussi mal*, c'est-à-dire d'avoir fait naître plus de doutes et de soupçons que d'applaudissements sur leur conversion improvisée et soudaine à une inflexibilité qui devait forcément découler de leurs intérêts inconfessables, ne pouvant dériver ni de leur caractère, ni de leur passé, ni de la prétendue volonté de sauvegarder les institutions, dont ils se moquent dans les faits à chaque instant.

Quant à Berlinguer en particulier, il n'a pas perdu l'occasion d'apparaître encore une fois, comme si on n'en était pas encore convaincu, comme l'homme politique le plus incapable du siècle : car dès le début, il était clair comme de l'eau de roche que l'enlèvement de Moro était avant tout un fameux coup porté contre le « compromis historique », et certainement pas par des extrémistes de gauche — qui, dans ce cas, auraient enlevé Berlinguer pour le punir de sa « trahison » —, mais par un groupe de pouvoir et d'intérêts qui est irrationnellement hostile au compromis avec les soi-disant communistes. Et je dis bien *irrationnellement*, parce qu'une telle politique ne peut sûrement pas porter tort aux intérêts du capitalisme : mais, bien sûr, l'efficace Berlinguer n'a pas même réussi à en convaincre *tous* les secteurs politiques, les milieux militaires et les groupes de pouvoirs, bien que depuis un lustre il s'emploie à cette tâche, et à celle-ci seulement. Ainsi Aldo Moro, désigné déjà depuis longtemps comme l'artisan du gouvernement « d'unité nationale », en a fait les frais à peine avait-il mené l'entreprise à bon port : « d'où se peut tirer une règle générale qui ne trompe jamais ou peu souvent, c'est que celui qui est cause qu'un autre devient puissant se ruine lui-même », comme l'a dit Machiavel, et pas par hasard, mais là où il parle *De principatibus mixtis*, comme est mixte l'actuelle

majorité de gouvernement. Avec la disparition de Moro, tous les autres dirigeants politiques « ouverturistes », démochrétiens ou autres, ont été en même temps *avertis* : car ceux qui ont décidé et mis en œuvre l'enlèvement de Moro ont montré par là qu'ils pouvaient, à tout moment, faire *pire*. Craxi a été le premier à le comprendre, mais tous les hommes du pouvoir l'ont compris. Et Berlinguer, au lieu de dénoncer aussitôt ce fait, au lieu d'admettre que ce coup était mortel pour sa politique, a préféré, encore une fois, se taire, feindre de croire à toutes les versions officielles, faire du zèle dans la chasse aux sorcières, inciter la population à la délation, on ne comprend pas de quoi ou de qui, en continuant à se souiller de ses propres mensonges, en soutenant l'intransigeance démochrétienne, et en proférant des injures contre les extrémistes, dans la pieuse illusion de rassurer ainsi ces secteurs occultes qui avaient pris Moro. Mais les stratèges de l'opération de via Fani se riaient de la bonne volonté abstraite de Berlinguer contre la subversion, parce qu'ils savaient que lui savait, et parce qu'ils savaient aussi que, quand il s'agit de véritable subversion, de celle qui nuit à l'économie, Berlinguer ne parvient plus à empêcher les ouvriers sauvages de faire tout ce qu'ils font. Il ne suffit pas de *vouloir* enterrer la subversion, Berlinguer, il faudrait aussi montrer que *tu peux* le faire : les lauriers de la volonté abstraite sont faits de feuilles mortes qui n'ont jamais été vertes, idiot !

En effet, comme tout le monde a pu le constater, depuis lors le P.C.I. ne cesse de subir les amères conséquences de sa propre malhonnêteté stupide : durant l'enlèvement, il a été largement accusé par la presse bourgeoise d'en être en définitive le responsable, pour avoir nourri chez ses militants toutes sortes d'illusions sur la révolution sociale, obtenant ces beaux résultats ; puis il a perdu les élections ; par la suite l'abject Craxi (déjà pendant la séquestration il lorgnait le parti de la négociation, qu'il savait impossible, mais cela lui permettait de se différencier des autres) est passé à l'offensive en accusant les staliniens de tout, mais en déguisant tout en fumeuses querelles idéologiques — d'autant plus risibles venant d'un homme d'une telle stature intellectuelle et culturelle. Mais, dans tous

les cas, c'est toujours Berlinguer qui y a perdu ; et le P.C.I., comme il ne voulait pas être combattu par ses alliés du gouvernement, a du même coup désappris à combattre ; et, à chaque défaite qu'il essayait, on assistait à la scène discrètement comique où Piccoli et Andreotti caressaient la nuque de Berlinguer, en lui conseillant de ne pas désespérer, et surtout de continuer comme ça. Et pourtant, malgré tous ces revers, aujourd'hui encore les staliniens continuent avec entêtement à feindre de croire que Moro a été assassiné par des extrémistes de gauche : on peut donc dire que la cascade de défaites au devant de laquelle court le P.C.I. *est vraiment méritée*, tant il est nul comme « parti de lutte », et inexistant comme « parti de gouvernement ». Ce qui me paraît moins compréhensible et plus injustifié que tout le reste, c'est que les staliniens s'en lamentent sans pudeur, et jouent toujours les victimes, sans pour autant jamais dire *de quoi* ils sont victimes — c'est-à-dire de leur propre incapacité d'un côté, et des intrigues de leurs ennemis, de l'autre : ennemis bien moins incapables et indécis qu'eux, comme en témoigne et le certifie entre autres l'opération de via Fani.

Le parti de la négociation, au contraire, survit à sa défaite, tirant quelque force de la faiblesse du parti opposé, et est représenté par Craxi, pour des raisons purement instrumentales, et par *Lotta continua*, en raison de la stupidité extrémiste qui empêche ces militants de même s'apercevoir qu'ils sont *partie intégrante* du spectacle qu'ils voudraient combattre, et dont ils se nourrissent au contraire à pleines mains. A ce parti de la négociation se sont associés, naturellement, beaucoup d'intellectuels, dont on connaît la sagacité et dont la profondeur de pensée n'est plus à démontrer : à ces caractéristiques vient s'ajouter, dans ce cas, la plus crasse ignorance de l'histoire, moins pardonnable encore que le reste chez qui veut avoir le dernier mot sur tout en faisant commerce de sa prétendue science. Je m'explique : avant tout, ce qui réunit les bourgeois réactionnaires, les belles âmes de la bourgeoisie progressiste, les intellectuels à la mode, les militants plaintifs et les supporters contemplatifs de la lutte armée, c'est précisément de croire

qu'à propos de Moro, et pour la première fois, l'Etat *n'aurait pas menti* en matière de terrorisme ; *donc*, pour tout ce beau monde, l'enlèvement est l'œuvre de révolutionnaires, dont le lugubre Toni Negri dit : « nous en avons sous-estimé l'efficacité... Nous sommes disposés à l'autocritique », pour en avoir « sous-estimé l'efficacité ». Ils sont donc tous, volontairement ou involontairement, les victimes de cet énième mensonge de l'Etat : les extraparlémentaires et les intellectuels de gauche admettent bien que l'Etat se sert toujours du terrorisme, *post festum*, mais ils ne peuvent pas concevoir qu'il le fasse en assassinant son « plus prestigieux » représentant. Voilà pourquoi je parle d'ignorance historique : personne ne connaît, ou en tout cas personne ne s'est rappelé la myriade d'exemples où des Etats en crise, et en crise *sociale*, ont éliminé précisément *leurs propres représentants les plus réputés*, dans l'intention et dans l'espoir de soulever et de *canaliser* une indignation générale — mais généralement éphémère — contre les « extrémistes » et les mécontents. Pour n'en citer qu'un seul entre mille, de ces exemples historiques, je rappellerai ici que les services secrets tsaristes, la redoutable Okhrana, flairant avec terreur et non sans raison l'approche de la révolution de 1905, firent assassiner, le 28 juillet 1904, rien moins que le ministre de l'Intérieur Plehve, et, comme ça ne leur semblait pas suffisant, ils firent assassiner peu après, le 17 février 1905, le grand-duc Serge, oncle du tsar, homme très influent et chef de la circonscription militaire de Moscou.

Les attentats, parfaitement réussis, furent décidés, exécutés et revendiqués par l'« Organisation de combat » des Socialistes-Révolutionnaires, à la tête de laquelle venait juste d'arriver le fameux Azev, un ingénieur effectivement ingénieux, agent de l'Okhrana, succédant au révolutionnaire Guerchouni, arrêté opportunément peu avant*.

* Guerchouni, arrêté bien sûr à cause d'Azev, recommanda vivement à ses camarades de mettre justement Azev à la tête de l'Organisation de combat, et ceci pour le courage et l'audace qu'il avait montrés lors du transport, de Suisse en Russie, d'armes, d'explosifs et de publications du parti, dont le Comité Central était alors en exil à Genève.

Je cite cet unique mais admirable exemple de provocation, car pour citer tous ceux connus du siècle dernier, cinq cents pages ne suffiraient pas ; et j'ai choisi celui-ci aussi parce que l'Italie de 1978 a une vague mais réelle ressemblance avec la Russie de 1904-1905. Et, dans tous les cas, il reste à noter que tous les pouvoirs en difficulté *ressemblent toujours à tous les autres pouvoirs en difficulté*, de même que leur comportement et leur façon de procéder se ressemblent toujours.

La logique que suivent actuellement les stratégies de ce spectacle est simple, plate et vieille : pour ne pas admettre quelles sont précisément leurs difficultés *réelles*, et quelles sont les contradictions incurables dans lesquelles se débat cette vieille société, les dirigeants du spectacle terroriste nous présentent platement les choses les plus contradictoires : le terrorisme de 78 comme la suite inévitable des révoltes prolétaires de 77, et piazza Fontana comme le débouché logique de la brûlante année 1969. Rien n'est plus faux ! Les révoltes de 77 sont la suite de l'automne chaud, et l'enlèvement de Moro la suite de la provocation de piazza Fontana. L'histoire procède par contradictions dialectiques, mais le spectacle, comme les philosophes scolastiques, proclame platement : *post hoc, ergo propter hoc*, à la suite de cela, donc à cause de cela ; c'est *la faute* du fait. En 77, la jeune génération prolétaire s'est insurgée contre sa propre misère ? Eh bien ! en 78, ces mêmes jeunes enragés ont enlevé Moro ! Et peu importe que les B.R. n'aient rien eu à voir avec les rébellions de 77, qu'elles accusaient au contraire de « spontanéisme » : les jeunes prolétaires de 77 étaient subversifs, les B.R. sont composées de jeunes, les B.R. sont les subversifs de 77. Pas du tout, messieurs du gouvernement ! Et vous, officiers supérieurs des services parallèles, *comme vous vous trompez toujours*, vous voudriez que tout le monde en fasse autant ! Et quiconque dénonce vos provocations est aussitôt accusé *lui* d'être le provocateur, car la réalité est toujours renversée dans le spectacle.

La vérité est que, puisqu'en 1977 votre fauteuil a recommencé à trembler sous votre cul, messieurs du gouvernement, et la terre sous vos pieds, *vous*, oui vous précisément, vous êtes

passés à la contre-offensive, en assassinant cette fois l'un des vôtres — et précisément celui des vôtres que vous (et vos auxiliaires secrets) considérez comme le plus apte à soulever l'indignation populaire (personne n'aurait sourcillé si on avait enlevé Rumor, ou même Fanfani), et celui des vôtres qui était le responsable le plus important de l'actuel « carré politique » — qui, comme vous pouvez voir, ne plait pas à tous les secteurs capitalistes que vous, et vos organismes militaires, êtes appelés à défendre. On peut donc dire que Moro fut l'homologue italien d'Allende : et derrière l'accusation de servir les intérêts de la bourgeoisie et du capital, plutôt que ceux du prolétariat, il y avait en fait, et mal camouflée, l'accusation opposée, à savoir celle de ne pas servir les intérêts capitalistes comme certains capitalistes l'auraient voulu.

Le 16 mars dernier, jour de l'opération de via Fani, je n'ai pas pu m'empêcher de penser aussitôt à deux choses : d'abord, que les services secrets avaient finalement été réorganisés et qu'ils s'étaient un peu remis des vicissitudes du 12 décembre 1969, ainsi que des humiliations qui en avaient résulté (et, ici aussi et encore une fois, la réalité est renversée par le spectacle : car on attribue le succès du coup de via Fani à l'inexistence des services secrets). Et, en second lieu, j'ai pensé à ce passage de *Candide* dans lequel on affirme que « dans ce pays-ci il est bon de tuer de temps en temps un amiral pour encourager les autres ».

Sciascia, qui est le lecteur italien de Voltaire le plus connu, n'est certainement pas le plus avisé puisque, oubliant ce passage et toute la réalité, il se perd dans telle ou telle phrase des lettres de Moro sans jamais retrouver l'ensemble des faits, qu'aucun détail examiné au microscope ne peut indiquer ou laisser entrevoir. Et aujourd'hui encore, Sciascia croit que Craxi ou d'autres auraient réellement eu intérêt et l'intention de négocier avec « les révolutionnaires », et s'indigne, avec une verve digne d'une meilleure cause, du peu d'amitié témoignée à Moro par ses amis, ce qui est un détail insignifiant, au lieu de réserver son indignation à l'essentiel — c'est-à-dire au fait que par cette provocation, non seulement lui, mais le monde entier

a été trompé, les lois policières sont passées, et tandis que les intellectuels et le pape lancent des appels hypocrites et infâmes contre l'« extrémisme », cent innocents sont en prison pour toujours, et ainsi de suite. Dis-moi un peu, Sciascia : quelle importance peut bien avoir pour l'histoire, ou même seulement pour la vérité, le fait qu'Aldo Moro ait eu, en plus d'autres malheurs, celui d'être entouré d'« amis » infidèles et malhonnêtes ? C'est peut-être une nouveauté que le monde politique romain est constitué de canailles et d'assassins ? Tu n'as jamais lu, Sciascia, ce qu'avait déjà noté il y a trois siècles le cardinal de Retz, qui était un plus fin pamphlétaire que toi : qu'« il y a beaucoup de gens à Rome qui aiment à assassiner ceux qui sont à terre » ? Nouvel Emile Zola, tu n'accuses pas les ennemis de Dreyfus, mais ses amis calomniateurs, tu n'accuses pas les criminels et les responsables, mais ceux qui ont commis la simple faute de calomnier et de déshonorer la victime, *post festum*, parmi lesquels abondent d'ailleurs les chroniqueurs du *Corriere*, journal dans lequel pourtant tu écris, pour ne rien dire de plus. Et si tu regrettes, Sciascia, que Moro ait eu les amis qu'il a eus, pourquoi diable ne commences-tu pas à donner le bon exemple, en cessant par exemple de fraterniser avec l'indécant et inqualifiable Bernard-Henri Lévy ?

Mais des intellectuels j'ai déjà dit l'indicible, et en rajouter serait superflu.

Quant aux groupuscules à prétentions extrémistes, qui se sont tous jetés à corps perdu dans des analyses théologiques sur la violence et la stratégie du terrorisme « révolutionnaire », je rappellerai seulement que leur compréhension de la réalité a déjà fait ses preuves il y a quelques années, depuis piazza Fontana, et à chaque occasion suivante, comme lorsqu'ils ont applaudi à l'assassinat de Calabresi, sans qu'il leur soit venu à l'esprit que le commissaire avait été éliminé par ses propres patrons, pour qui il était devenu un poids (il avait participé au coup monté contre Valpreda, à l'assassinat de Pinelli, et à d'autres : quelques semaines encore avant d'être à son tour assassiné, ce fut précisément Calabresi qui « reconnut » Feltrinelli dans le cadavre méconnaissable de Segrata, ce qui lui valut

les félicitations de tous les journaux pour sa « mémoire », sa « sagacité », etc., sans que jamais personne ne se fût demandé s'il s'agissait de mémoire, de sagacité, ou au contraire *de bien autre chose*).

Ces extraparlémentaires débiles se perdent toujours derrière tout ce que disent les staliniens en matière de terrorisme, parce qu'ils ne savent pas que le P.C.I. est seulement capable *de mentir*, et la seule chose qu'ils ne peuvent jamais croire, c'est *la simple vérité* : que, par exemple, les B.R. sont téléguidées, que Moro a été éliminé par les services parallèles, et qu'eux-mêmes sont des couillons, juste bons à être jetés en prison chaque fois que c'est utile.

Les staliniens, quand la « piste rouge » de piazza Fontana s'est misérablement effondrée, sans toutefois protester contre le fait que Valpreda était enfermé pour trois ans, ont sorti la « piste noire » ; et voilà nos extraparlémentaires qui adoptent la « piste noire », et qui courent derrière les staliniens pour crier avec eux que « le fascisme ne passera pas ». Naturellement, je n'exclus par le fait que quelque graine de fasciste ait participé à tel ou tel acte terroriste, « noir » ou « rouge » : mais *ça n'a aucune importance*, car nous savons tous que notre Etat se sert de fascistes notoires comme tous ces généraux, préfets, magistrats et commissaires, de même qu'il s'en sert comme agents secrets, éléments infiltrés, manipulateurs terroristes — et ceci *sans que cet Etat ni ce terrorisme puissent être définis comme « fascistes »*.

Les staliniens, du moment qu'on ne peut les accuser d'ignorer ce qui est fasciste, ni d'être incapables de distinguer ce qui est simplement *policier* de ce qui est fasciste, doivent, par conséquent, être accusés d'avoir menti en prétendant que la provocation de piazza Fontana était « de marque fasciste » — et d'avoir menti maladroitement, car ils n'ont pas dit « est fasciste », mais « est *de marque* fasciste ». Le fait que le général Miceli, aujourd'hui ouvertement fasciste, l'était déjà quand il était chef du S.I.D., n'est certainement pas ce qui a déterminé son action quand il dirigeait les services secrets : parce que les services secrets recevaient des ordres et exécutaient ce que les politiciens leur disaient de faire. Mais le men-

songe des staliniens, à propos de piazza Fontana, n'était certainement pas sans motif, bien qu'il fût maladroit : puisqu'ils voulaient taire ce qu'ils savaient parfaitement et qu'en même temps ils se trouvaient attaqués par les ouvriers sauvages, et on sait avec quelle violence, ils ont dû accréditer en 69 la fantomatique « menace fasciste », afin de reconstruire « l'unité de la classe ouvrière » sous leurs directives. Une semaine après le 12 décembre, les métallos du secteur privé, qui étaient l'avant-garde du mouvement et sa frange la plus dure, étaient contraints de dissoudre toutes les grèves, à partir de celle annoncée pour le 19 décembre, et d'accepter le contrat imposé par les syndicats. Ils savaient bien, Longo et Amendola, que s'ils avaient dit la vérité à chaud, *le 13 décembre 1969 la guerre civile aurait éclaté*, et ils savent bien encore aujourd'hui que quand on veut, comme eux, se faire inviter à dîner à un coin de la table de l'Etat, on ne peut décemment pas dire à haute voix que *les assiettes sont sales* : mais, par contre, ils peuvent dire à voix basse et secrètement : « les assiettes sont sales, on le sait : si vous nous invitez on se tait » ; et en effet ils se sont tus.

Puisque les staliniens se sont tus en 69, le « parti aux mains propres » a dû par la suite *continuer à se taire* et à mentir sur toutes les provocations et assassinats ultérieurs perpétrés par les services secrets de ce même Etat dont ils exigent aujourd'hui la reconnaissance pour leur solidarité, et dont ils veulent se répartir les lambeaux avec les démochrétiens.

Pendant longtemps, les situationnistes furent seuls en Europe à révéler que l'Etat italien était l'auteur et le bénéficiaire exclusif du terrorisme artificiel moderne et de tout son spectacle. Et nous avons montré aux révolutionnaires de tous les pays que l'Italie était le laboratoire européen de la contre-révolution, et le terrain d'expérimentation privilégié des techniques policières modernes — et ceci dès le 19 décembre 1969 exactement, date de la publication de notre manifeste intitulé *Le Reichstag brûle**.

* Et ici il faut citer, pour exemple de lucidité révolutionnaire, quelques passages de ce texte, qu'on pouvait trouver alors sur cette même piazza

La dernière phrase de ce manifeste, « camarades ne vous laissez pas arrêter ici », est la seule chose, sans exception, qui ait été démentie par l'histoire : ce mouvement s'est précisément arrêté ce jour-là, et il ne pouvait en être autrement, du moment

Fontana et devant les plus grandes usines milanaïses, durant les journées de la plus forte répression : « ... Devant la montée du mouvement révolutionnaire, malgré l'action systématique de récupération des syndicats et des bureaucrates de la vieille et de la nouvelle gauche, il devient fatal pour le pouvoir... de jouer cette fois la fausse carte du terrorisme... La bourgeoisie italienne de 1969... n'a plus besoin des erreurs des vieux anarchistes pour trouver un prétexte à la réalisation politique de sa propre réalité totalitaire, mais elle cherche à se fabriquer un tel prétexte toute seule, en enfermant les nouveaux anarchistes dans un coup monté policier... *La bombe de Milan a explosé contre le prolétariat*. Destinée à frapper les franges les moins radicalisées, afin de les allier au pouvoir, et à appeler la bourgeoisie à se rassembler... : ce n'est pas un hasard s'il y a eu un massacre parmi les agriculteurs (Banque Nationale de l'Agriculture), et rien que la peur pour les bourgeois (à la Banque Commerciale, la bombe n'a pas explosé). Les résultats, directs et indirects, des attentats, *sont leur but*... Mais la bourgeoisie italienne est la plus misérable d'Europe. Incapable aujourd'hui d'exercer sa propre terreur active sur le prolétariat, il ne lui reste plus qu'à tenter de communiquer à la majorité de la population sa propre terreur passive, la peur du prolétariat. Impuissante et maladroite, dans la tentative de bloquer de cette façon le développement du mouvement révolutionnaire et de se donner en même temps une force qu'elle ne possède pas, elle risque de perdre d'un seul coup l'une et l'autre possibilités. C'est ainsi que les factions les plus avancées du pouvoir (internes ou parallèles...) ont dû se tromper. L'excès de faiblesse conduit la bourgeoisie italienne sur le terrain de l'excès policier ; elle comprend que la seule possibilité de sortir d'une agonie sans fin passe par le risque de la fin immédiate de son agonie. Ainsi, le pouvoir doit brûler dès le début la dernière carte politique à jouer avant la guerre civile ou un coup d'Etat dont il est incapable, la double carte du faux « péril anarchiste » (pour la droite) et du faux « péril fasciste » (pour la gauche) dans le but de masquer et de rendre possible son offensive contre le vrai péril : le prolétariat. De plus, l'acte par lequel la bourgeoisie tente aujourd'hui de conjurer la guerre civile est en réalité son premier acte de guerre civile... Pour le prolétariat il ne s'agit donc plus de l'éviter ni de la commencer, mais d'en être le vainqueur... Il a enfin commencé à comprendre que ce n'est pas par la violence partielle qu'il peut vaincre, mais par l'autogestion totale de la violence révolutionnaire et l'armement général des travailleurs organisés dans les Conseils ouvriers. (Le prolétariat) sait donc maintenant qu'il doit repousser définitivement, par la révolution, l'idéologie de la violence en même temps que la violence de l'idéologie... Camarades : ne vous laissez pas arrêter ici... Vive le pouvoir absolu des Conseils ouvriers ! ».

que nous étions les seuls à avoir pleinement conscience de ce que l'opération de piazza Fontana signifiait, *et à le dire*, sans toutefois disposer d'autres moyens que d'une « ronéo volée », comme le précisait ce manifeste*. Comme dit le peuple, « qui a le pain n'a pas les dents, et qui a les dents n'a pas le pain », et tous les braves extraparlamentaires d'alors, qui possédaient journaux et revues, n'avaient pas les dents, et ne publiaient rien de pertinent sur ce massacre, tout occupés qu'ils étaient, et qu'ils sont toujours, à rechercher la « stratégie correcte » à imposer au prolétariat, qui pour eux n'est bon qu'à être dirigé, et *par eux* en plus !

A cause de leur incurable complexe d'infériorité face à la capacité de mentir du P.C.I., effectivement supérieure à la leur, les extraparlamentaires acceptaient aussitôt la version des faits accréditée par le P.C.I., selon laquelle les bombes étaient « de marque fasciste », et ne pouvaient *donc* être l'œuvre des services secrets de cet Etat « démocratique » ; tellement démocratique qu'il ne s'inquiète jamais de ce qu'ils peuvent raconter et qu'ils sont les seuls à considérer comme « dangereux » pour le spectacle, dont ils sont les comparses mal récompensés, mais indispensables. Leur faussée explication des faits s'accordait toutefois parfaitement avec la véritable idéologie de ces groupuscules, qui avaient alors tous le béguin pour Mao, Staline et Lénine, comme ils l'ont aujourd'hui pour Guattari, Toni Negri et Scalzone, ou pour leur misérable « vie privée » et leurs « bordels » ridicules. Puisque ces prétendus « extrémistes » *ne voulaient pas* dire la vérité, et n'étaient pas capables d'accuser ouvertement cet Etat d'être *le* terroriste, ils n'ont pas su d'avantage le combattre avec la moindre efficacité : parce que dire que cette bombe était « fasciste » était aussi mensonger que de dire qu'elle était « anarchiste », et tous les mensonges, même présentés comme opposés, *sont toujours solidaires* dans le sabotage de la vérité. Seule la vérité est révolutionnaire, seule la

* En janvier 1970 sortit *Bombes, sang, capital*, tract de Ludd qui accusait ouvertement les services secrets du massacre, unique exception à la débâcle générale.

vérité peut nuire au pouvoir, et elle seule est en mesure d'envoyer paître les staliniens et les bourgeois. Et le prolétariat, toujours trompé et trahi par tous, a appris à la chercher tout seul, la vérité, et il est imperméable aux mensonges, tout « extrémistes » qu'ils se disent. De la même façon, et pour la même coupable inaptitude, tous les extraparlamentaires de 1978 sont allègrement tombés dans le piège de l'enlèvement-Moro, « œuvre de camarades qui se trompent ». Mais vous ne voyez pas, bambins, que vous êtes les seuls « camarades qui se trompent », cette fois encore ? Votre épitaphe, braves extraparlamentaires, Dante l'a déjà écrite :

*Ma voi prendete l'esca, sì che l'amo
dell'antico avversaro a sè vi tira ;
e però poco val freno o richiamo.**

Victimes de leur propre fausse conscience, qui s'exprime toujours dans l'idéologie, les extraparlamentaires ne pouvaient toutefois pas éluder longtemps les questions posées par le terrorisme spectaculaire, et ils commencèrent donc, à partir de 1970, à considérer la question du terrorisme en soi, dans l'empyrée de l'idéologie, de façon tout à fait métaphysique, complètement abstraite de la réalité des choses. Et quand la vérité sur le massacre de piazza Fontana perça finalement, après que furent tombés l'un après l'autre tous les mensonges admis à son sujet, ni les belles âmes de la bourgeoisie intellectuelle-progressiste, ni les moineaux épouvantés de *Lotta continua* et compagnie ne furent capables de poser une bonne fois la question dans ses termes réels, c'est-à-dire scandaleux : que la République démocratique n'a pas hésité à faire un massacre quand cela lui a paru utile, car lorsque toutes les lois de l'Etat sont en danger, « pour l'Etat, il n'existe qu'une seule et inviolable loi : la survie de l'Etat » (Marx). Et voilà ce qu'est exactement ce fameux « sens de l'Etat » qu'on a collé sur le dos de Moro, et dont les

* Mais vous mordez à l'esche, et l'hameçon de l'antique adversaire vous tire à lui, tant vous servent de peu et le frein et l'appel.

philistins décorent maintenant le cadavre. En dix ans, personne n'a voulu soulever une « affaire Dreyfus » sur le comportement de nos services secrets, dont les meneurs entraient et sortaient de prison en douce, dans l'indifférence générale de tous les détenteurs privilégiés du « sens de l'Etat », ce sixième sens sublime dont nos politiciens sont pourvus, à la différence du commun des mortels, qui en sont mutilés comme le sont, mais d'une tout autre manière, ceux qui étaient dans la Banque de l'Agriculture et qui ne sont pas morts. Ou alors y a-t-il quelqu'un qui est convaincu que ce mystérieux « sens de l'Etat » est autre chose que ce que j'ai dit ? « Moro avait le sens de l'Etat » et « Berlinguer a le sens de l'Etat » : si ça ne signifie pas ce que j'ai dit, ce sont des phrases creuses, qui reviennent à dire que telle fille a « le sens de la chatte », et moi celui des couilles, et que la Tina Anselmi n'a pas de sens, même si elle fait sensation.

Les extraparlamentaires, dans un premier temps, n'ont pas cru savoir, puis ont su sans croire, et, pour finir, ont cru sans conclure que c'est l'Etat qui a ouvert la voie au terrorisme à Milan ; et le pays tout entier est entré dans cette époque de folie apparente et d'apparences folles : toute cette question du terrorisme est devenue l'objet de diatribes académiques et de fougueuses invectives qui portèrent les uns, bourgeois et staliniens, à condamner hypocritement le terrorisme « quelle qu'en soit la couleur » — et comme si ce n'était précisément pas eux qui, tour à tour, le dirigeaient et le couvraient en lui donnant la couleur la plus convenable —, et les autres, ceux qui se croyaient « extrémistes », à caresser l'idée qu'« au terrorisme d'Etat on répond par le terrorisme prolétarien ». Voilà le fromage sur les macaronis, pour nos services secrets : à peine les premiers groupuscules terroristes clandestins, B.R. et N.A.P., se furent-ils formés, que la police, les carabiniers et les corps séparés ont joué à qui infiltrerait le premier ces groupes paramilitaires, dans le but soit de prévenir leurs actes, soit de les téléguides, selon les nécessités et les *desiderata* du moment et des puissants.

Ainsi, tout le monde a pu voir comment on a radicalement anéanti les N.A.P., soit en arrêtant leurs membres, pour les

exhiber ensuite de façon ignoble à tel ou tel procès, soit directement en se servant d'eux comme des cibles de tir aux pigeons, spectacle recherché où ont brillé les « forces de l'ordre » pour le plaisir de la plus sale bourgeoisie*.

Par contre, il en fut autrement avec les Brigades rouges : on connaît seulement deux noms d'agents infiltrés dans ce groupe, c'est Pisetta et le chrétien frère Girotto**, qui, bien que grossiers comme agents provocateurs, ont néanmoins réussi à faire tomber dans leur piège Curcio et les autres du soi-disant « groupe historique » — tous militants peu experts en matière de clandestinité et bien peu « féroces », en plus, comme terroristes. Néanmoins, si les B.R. n'ont jamais été démantelées, après avoir été décapitées, ce n'est certainement pas dû à la prudence des autres militants, qui ne sont pas moins naïfs que leurs chefs pris au premier piège, mais à la décision de leurs nouveaux chefs. Et pourquoi diable l'Etat, déjà en difficulté pour d'autres raisons, aurait-il laissé passer l'affaire en or qui s'offrait à lui de disposer désormais d'un organisme terroriste d'aspect autonome, bien infiltré, et tranquillement dirigé de loin ? Je ne crois pas que le général Dalla Chiesa soit ce « génie guerrier » dont parlait Carl von Clausewitz, mais il a certainement lu Clausewitz avec plus d'attention et de bénéfice que Curcio, et a de plus grands moyens à mettre au service de ses talents. Le général Dalla Chiesa doit bien rire, avec ses collègues du SISDE, du SISMI et du CESIS, de toutes les déclarations des idéologues luttarmétistes sur leur ferme intention de « porter l'attaque au cœur de l'Etat », d'abord parce qu'il sait que l'Etat n'a pas de cœur, pas même en métaphore, et ensuite parce qu'il sait bien, comme Andreotti et Berlinguer, que la

* Ce spectacle sanguinaire a été offert au compte-gouttes, mais plusieurs fois : quand la police attendait Abatangelo à l'extérieur de la banque de Florence, tuant deux de ses camarades ; quand la sœur de Mantini fut abattue de sang-froid dans son refuge secret à Rome, et dans une dizaine d'autres cas. Et on veut peut-être encore faire croire que c'est par hasard, et non pas grâce à l'infiltration, que la « Benemerita » a obtenu ces succès ?

- La « Benemerita » : les carabinieri (N.D.T.).

** Surnommé « Frate Mitra » : « Frère Mitraillette » (N.D.T.).

seule attaque capable de blesser à mort l'Etat est aujourd'hui uniquement celle qui dénonce ses pratiques terroristes, et qui les dénonce violemment — comme je suis en train de le faire, par exemple.

Le général Dalla Chiesa, bien qu'il soit plus ferré en tactique qu'en stratégie et bien qu'il confonde la stratégie avec le stratagème, en substituant la ruse à l'art de la guerre, sait toutefois parfaitement que le terrorisme est le succédané de la guerre dans une époque où les grandes guerres mondiales sont impossibles, ou, en tout cas, ne permettent plus de faire massacrer un prolétariat par un autre dans d'exténuantes et sanglantes batailles. Notre général et les autres stratèges de la haute police politique savent aussi toutefois que le terrorisme spectaculaire est toujours antiprolétaire, et qu'il est la continuation de la politique par d'autres moyens : continuation de la politique antiprolétaire de tous les Etats, naturellement. Que cet Etat ait besoin du terrorisme artificiel moderne, cela est prouvé avant tout par le fait que c'est précisément ici, en Italie, qu'il a été inventé il y a dix ans — et on sait que la bourgeoisie italienne possède en imagination ce qui lui manque en capacité : ce fut encore elle qui inventa le fascisme, qui eut par la suite tant de succès en Allemagne, en Espagne, au Portugal, etc., partout où il s'agissait d'écraser une révolution prolétarienne. D'ailleurs le spectacle terroriste a connu un succès immédiat auprès du gouvernement allemand, qui n'envie pas notre situation, mais envie notre imagination, c'est-à-dire celle de nos services secrets, comme dans les années vingt il enviait notre Mussolini, parce que cette imagination permet à notre gouvernement de naviguer dans la merde sans se noyer.

Que cet Etat ait besoin du terrorisme, c'est par ailleurs une chose dont chacun de ses représentants s'est désormais parfaitement convaincu, sinon par raisonnement du moins par expérience, et ceci à partir du bon résultat instantané et miraculeux de l'opération de piazza Fontana. La preuve est que, s'il n'y a pas eu à ce propos « d'affaire Dreyfus », cela ne vient certainement pas du fait que la question était moins scandaleuse, mais bien du fait que tous les partis, pour diverses raisons, ont

compris que si cette bombe-là avait sauvé l'Etat, que chacun d'eux défend à sa façon, *la vérité* sur cette bombe était capable, à elle seule, de *la détruire* définitivement. Et s'il n'y pas eu « d'affaire Dreyfus », cela vient aussi du fait que, dans notre intelligentsia asservie, aucun Emile Zola du moment n'a jamais prétendu ni voulu exiger *une véritable conclusion* sur piazza Fontana : Giorgio Bocca, pudiquement, commence par l'année 1970 son livre sur le terrorisme, et, quant aux autres mandarins de la culture, devant la lumière aveuglante de l'incendie du Reichstag, ils ont toujours préféré, comme Pasolini et Sciascia, *chercher les lucioles*, sans les trouver, évidemment, mais en continuant à dissenter sur les responsabilités de la pollution dans cette disparition avec force lamentations, « polémique » joyeusement, sans jamais dénoncer *la pollution terroriste*, dont tous sont donc à la fois complices et victimes.

Je voudrais que les services parallèles et les généraux — qui liront attentivement *Remède à Tout*, en tout cas le chapitre qui les concerne — prêtent un instant attention à deux choses que je leur dis, sur la fragilité de leur stratégie : avant tout note bien, Dalla Chiesa, ce que Clausewitz t'a enseigné, dans le chapitre qu'il consacre à la ruse :

« Mais quel que soit notre penchant à voir les généraux... se surpasser en astuces, en habileté et en feintes, il faut reconnaître que ces qualités se manifestent peu dans l'histoire... Il n'est pas difficile d'en découvrir la raison, ... Il est en effet *dangereux* de n'user qu'en apparence de forces considérables pendant un certain laps de temps dans le seul but de tromper l'ennemi : car on risque toujours que ce soit en vain, et de voir ces forces faire défaut plus tard au moment décisif. Cette froide vérité, qui doit toujours être présente à l'esprit de celui qui agit en guerre, fait passer aux chefs militaires le goût de ce double jeu fondé sur une feinte agilité... En un mot, les pièces de l'échiquier sont dépourvues de cette agilité qui est l'élément même de la ruse et de l'astuce... (la ruse) ne gâche en rien si elle ne fait pas tort à d'autres qualités — ce qui est rare ».

La seconde chose à considérer, à propos d'une stratégie fondée sur la provocation, est vieille comme le monde : déjà

Sénèque — et je le cite lui, parce qu'en matière de terrorisme d'Etat et de provocations il s'y entendait, étant conseiller de Néron —, notait qu'il est « plus facile de ne pas emprunter cette voie que de s'arrêter une fois qu'elle est prise ». Comme une drogue, le terrorisme artificiel nécessite et réclame d'être administré à doses toujours plus massives, et *plus fréquentes*,

*perché men paia il mal futuro e il fatto**

comme dirait Dante. Refaites donc vos comptes, policiers et généraux, et voyez que *rien ne va plus*.

Si, par conséquent, l'Etat a besoin du terrorisme, comme je l'ai démontré, il a aussi besoin de ne pas se faire prendre chaque fois la main dans le sac, pour faire ensuite bonne figure comme ses ministres, Rumor et Tanassi par exemple, à Catanzaro, égalés en cela seulement par les généraux Malizia, Maletti et Miceli. Et quelle meilleure occasion, pour l'Etat, que celle offerte par un groupe comme les B.R., décapité et disponible, dont les vieux chefs sont en prison et dans l'ignorance de tout ? J'observe toutefois que, même si les vieux chefs étaient libres, puisque deux infiltrés ont suffi à les faire emprisonner, un seul, moins grossier que Frère Mitraillette ou Pisetta, aurait suffi à les faire tous marcher là où on voulait, et sans qu'ils n'en pussent rien soupçonner. Je sais bien que les éléments infiltrés connus jusqu'ici, comme la plupart des agents provocateurs en fonction, ne sont pas des aigles ; mais nos militants clandestins, comme on a vu, ne sont guère plus avisés. Et quand bien même ils seraient tous des Lénine, comme on le croit, encore faut-il noter que les bolcheviques furent largement et à plusieurs reprises infiltrés : Roman Malinovski, ouvrier et agent de l'Okhrana, faisait partie du Comité Central bolchevique, obtenant la confiance la plus aveugle de Lénine, et il expédiait en Sibérie des centaines de militants et dirigeants — et, à un soupçon formulé par Boukharine, Lénine répondit que c'était « indigne d'un militant conscient : si tu persistes, c'est toi qui seras

* *Afin que paraissent moindres les crimes futurs et les crimes accomplis.*

dénoncé comme traître », selon les dires de la femme de Lénine, Nadiejda Kroupskaïa. Mais le cas de Malinovski n'est pas isolé : en ouvrant en 1917 les archives secrètes de l'Okhrana, Lénine s'étonna à juste titre de découvrir que sur 55 provocateurs professionnels officiellement en fonction, et régulièrement payés, 17 « travaillaient » parmi les Socialistes-Révolutionnaires, mais bien 20 se partageaient le contrôle des bolcheviques et des mencheviques, et certes pas comme militants de base ! Et Lénine eut l'amère surprise de devoir constater que les provocateurs étaient justement toujours ces mêmes « camarades » pour qui il avait, lui si prudent et si expert en matière de clandestinité, la plus profonde estime et la plus grande confiance pour les services rendus et l'audace montrée en plusieurs occasions.

Aujourd'hui, ce qui passait alors pour les sophistications les plus raffinées de l'Okhrana n'est plus qu'archaïsme : les services parallèles modernes de l'Etat, de tous les Etats, disposent d'une quantité de moyens et de personnel de tous milieux et profils sociaux, bien exercé aux armes et aux idées, souvent bien plus *capable* que de naïfs militants, qui cependant en font les frais. La forme organisationnelle de parti, toujours hiérarchique, est bien celle qui se prête le mieux à l'infiltration et à la manipulation — exactement le contraire de ce que raconte la presse bourgeoise — : tous les noyaux de base formés de militants clandestins sont tenus à l'écart et dans l'ignorance de tout, sans aucune possibilité de dialogue et de débat, et tout fonctionne parfaitement grâce à la plus aveugle discipline et aux ordres les plus opportuns donnés par un sommet inaccessible, qui niche généralement dans tel ou tel ministère ou groupe de pouvoir. Et si jamais quelque provocateur devient suspect, arrive toujours une arrestation providentielle, bien clamée par la presse, qui le soustrait au danger et le lave de tout soupçon — néanmoins il peut être remis en action, grâce à une incroyable et « héroïque » évasion. Et souvent les provocateurs aussi y laissent des plumes.

Voilà donc *une raison supplémentaire* qui me fait mettre en garde tout subversif de bonne foi contre l'idée de s'organiser

hiérarchiquement et clandestinement en une sorte de « parti » : la clandestinité peut être, dans certaines conditions, une nécessité, alors que toute hiérarchie profite toujours et seulement à ce monde qu'il s'agit d'abattre. L'infiltration est pratiquement impossible, ou très vite découverte, dans ces groupes révolutionnaires qui se passent de militants et de dirigeants, mais se basent *sur le qualitatif* : « La seule limite de la participation à la démocratie totale de l'organisation révolutionnaire est la reconnaissance et l'auto-appropriation effective, par tous ses membres, de la cohérence de sa critique, cohérence qui doit se prouver dans la théorie critique proprement dite et dans la relation entre celle-ci et l'activité pratique » (Debord).

On sait depuis longtemps que dans diverses « caches » des B.R. on a retrouvé un important matériel de réserve, provenant de postes de police, de commissariats et même de ministères — qui cependant n'ont étrangement jamais été pris d'assaut ni saccagés par les B.R. Devant des faits si éloquents, l'information spectaculaire a toujours prétendu tout expliquer en soulignant encore une fois la prétendue organisation prodigieuse des redoutables B.R., ajoutant en renfort de cette belle trouvaille publicitaire le fait que ces militants clandestins, tellement harcelés mais aussi tentaculaires, se seraient infiltrés partout, même dans les ministères et dans les commissariats. Laissez-moi rire d'une telle explication d'une si lugubre réalité, si maladroitement camouflée. Une fois de plus, on abuse de l'intelligence de cinquante millions d'Italiens, qui ne sont pas des Allemands prêts à têter du biberon empoisonné de la télévision, du *Corriere* et de l'*Unità*, et ceux qui attribuent au commun des mortels une telle stupidité révèlent en fait *seulement la leur* — qui, pour être sans limites, n'est pas pour autant si commune. Encore une fois, le pouvoir parle par contrevérité : ce ne sont pas les B.R. qui se sont infiltrées dans des commissariats et des ministères, mais bien des agents étatiques venant des commissariats et des ministères qui se sont habilement infiltrés dans les B.R., et certainement pas qu'au sommet !

Et si en dix ans la grande lutte sans merci contre le monstre terroriste, lutte tellement glorifiée par des mots, a seulement

réussi à faire croître démesurément ce « monstre », si le procès de piazza Fontana n'a même jamais été vraiment *commencé*, cela vient encore du fait, du plus comique ou du plus répugnant je ne sais trop, que ceux qui se sont toujours chargés de cette lutte sans merci, ce sont *ces mêmes services secrets, qui ont toujours dirigé et promu le terrorisme*, et certes pas parce qu'ils auraient « dévié » ou été « pollués », mais parce que, sur un plan strictement militaire, *ils exécutaient simplement les ordres reçus*. Et tous les militants qu'on exhibe sur le banc des tribunaux, comme s'ils étaient des bêtes féroces, garçons naïfs qu'on voudrait voir vieillir dans les prisons de la patrie, sont sûrement toujours *les moins impliqués* — même s'ils sont montrés du doigt tour à tour comme « chefs » et « stratèges » (c'est la chose la plus simple du monde que de faire croire à un fanatique naïf qu'il a participé à telle ou telle opération uniquement parce qu'il avait déposé le tract qui la revendiquait).

Et nos officiers supérieurs se marrent, en comptant les médailles du mérite qu'ils collectionnent soit en alimentant le terrorisme, soit en « découvrant » au bon moment les « coupables ».

En réalité il n'y a rien de nouveau dans ce phénomène, qui peut indigner la vertu des hypocrites, et qui depuis des siècles se répète dans les époques de corruption et de décadence de tous les Etats. Par exemple, Salluste, historien de la corruption et de la crise de la République de Rome, raconte que le censeur Lucius Marcus Filippus dénonça Lépide, général félon, par les fières paroles suivantes, devant le sénat :

« Je voudrais par-dessus tout, ô sénateurs... voir les criminels desseins se retourner contre leurs auteurs. Mais, loin de là, toute la République est en proie à des séditions excitées par ceux-là mêmes qui devaient le plus les prévenir... et vous, sénateurs indécis, douteux dans vos murmures, pleins de confiance dans les paroles et les prédictions des augures, vous aimez mieux souhaiter la paix que la défendre, et vous ne voyez pas que la mollesse de vos décrets vous fait perdre à vous toute dignité, et à lui toute crainte... en effet, lorsque les récompenses appartiennent aux scélérats, on a bien de la peine à rester gratuitement homme de bien... est-ce chez vous crainte, abattement ou démence, je ne saurais le dire... Et toi, Lépide, traître envers nous,

infidèle à tes complices, tu prétends rétablir par une semblable guerre la concorde *qui a été rendue vaine par la façon dont elle a été obtenue*. Comme tu es impudent !... »

C'est exactement ainsi : la paix sociale que le terrorisme peut procurer « est rendue vaine par la façon dont elle a été obtenue », à la différence qu'aujourd'hui les *impudents* sont *tous* les députés de la République et tous les orateurs qui se déchaînent contre le terrorisme, et qui le développent même dans la rhétorique, en feignant toujours de ne pas savoir ce que tout le pays dit de cette fameuse année 69. Ecoutez un peu ce que dit un Lépide moderne, l'honnête Leo Valiani, qui n'a pas eu honte de déplorer, en juillet 1978 dans le *Corriere*, les « sentences trop modérées » contre quelque exécuteur :

« (ces sentences) encouragent les subversifs à persévérer, à oser toujours plus. Nous ne demandons pas aux juges — continue l'infatigable Valiani — de condamner quiconque sans être convaincus de sa culpabilité. Mais quand la République est, comme elle l'est actuellement, aux prises avec des organisations clandestines, celles-là mêmes qui ont semé la mort à piazza Fontana... toute indulgence face à tous ceux qui ont milité dans de telles organisations subversives représente un suicide ».

Et quelle indulgence peut dépasser, par Dieu, celle de ce Valiani, expert en terrorisme stalinien et bourgeois, protecteur de ces deux terrorismes et promoteur de tous les mensonges à leur sujet, qui feint encore, lui tout seul en Italie, de ne pas savoir que « l'organisation clandestine qui a semé la mort à piazza Fontana » n'est autre que l'organisation de l'amiral Henke qui commandait alors le fameux S.I.D. — dont, par décence, c'est-à-dire *par indécence*, on a maintenant changé le nom ? Et on voudrait encore continuer pendant les dix prochaines années avec les mêmes caquets de Valiani, et cette fois à propos de l'affaire Moro ? Quel parlementaire, quelle honorable crapule, parmi tous ceux qui se reprochent l'un l'autre leur propre « indulgence », et qui parlent à l'aveuglette du « salut de la République », a jusqu'ici osé s'exposer, accuser et nommer les assassins d'il y a dix ans ?

Le fait est que le salut de cette République criminelle dépend désormais uniquement de leur capacité à couvrir encore ces assassins et ceux de Moro — ainsi que ceux de Calabresi, Occorsio, Coco, Feltrinelli, Pinelli, etc. : et cela nos ministres et honorables le savent très bien, qui continuent à se taire pour recevoir de nouvelles compensations qui vont compléter leur déjà substantielle quote-part.

Notre régime, depuis l'époque de la grande peur de 1969, a toujours accordé une immense confiance à sa haute police politique et à sa capacité de toujours imaginer des *solutions techniques* et spectaculaires à toutes les questions historiques et sociales : notre régime est donc en train de commettre la même erreur que le régime tsariste, qui consacra toute son énergie à construire la meilleure et la plus puissante police secrète du monde, comme ce fut le cas de l'Okhrana en son temps ; cela permit au tsar de tenir le coup encore dix ans sans rien changer, mais l'écroulement n'en fut par la suite que plus violent et définitif. Comme le disait un penseur bourgeois, Benjamin Constant, « l'excès du despotisme peut seul prolonger une situation qui tend à se dissoudre, et retenir sous une même domination des classes que tout conspire à séparer... Encore ce remède, plus fâcheux que le mal, n'est-il point d'une efficacité durable. L'ordre naturel des choses se venge des outrages qu'on veut lui faire, et plus la compression a été violente, plus la réaction se montre terrible ».

Et en Italie, dix ans d'une telle politique de haute police commencent à se faire sentir, même dans ses effets nuisibles et incontrôlables : l'Etat est toujours là, avec trop d'autorité et moins de réputation que jamais, mais ses véritables adversaires se sont multipliés, leur conscience a grandi, et, avec elle, l'efficacité et la violence de leurs attaques ; et quand c'est la police qui fait la politique, il s'ensuit toujours un effondrement complet.

Aujourd'hui, le sinistre Craxi cherche des applaudissements faciles en feignant de s'apercevoir qu'en Russie, scandaleuse nouveauté, les délits d'opinion sont considérés comme des crimes d'Etat : mais ne vois-tu pas, pauvre Craxi, qu'ici en

Italie les crimes d'Etat sont considérés comme des délits d'opinion ? N'est-ce pas peut-être un fait moins indigne de ta chaste indignation ? Ridicule Craxi ! A qui voudrais-tu faire croire en ton innocence immaculée ? Toi, qui te pavanais avec ton digne compère Mitterand, qui, crois-tu, a oublié que Mitterand *est un gangster* qui a payé il y a quelques années d'autres gangsters plus obscurs que lui pour qu'il soit victime d'un faux attentat ? Personne ne te croit, Craxi, quand tu proclames que *sine macula enim sum ante thronum* ! Et vous tous, chefs de partis, vous êtes comme Mitterand : quand ce n'est pas vous qui commandez les attentats, mais un de vos rivaux, vous vous taisez toujours, et puis vous parlez de fermeté de l'Etat devant vos propres provocations !

Qu'en Italie les crimes d'Etat soient considérés comme de simples délits d'opinion, c'est prouvé, entre autres, par ce simple fait précis : quand, en 1975, sous le pseudonyme de Censor, j'ai publié les preuves *historiques*, et non judiciaires, que l'auteur de la tuerie de piazza Fontana était le S.I.D., tous les journaux et journalistes ont amplement repris mes conclusions, mais il furent bien plus scandalisés du fait qu'un anonyme personnage, apparemment proche du pouvoir, ait osé accuser ouvertement le S.I.D., que du fait brut que l'Etat ait ordonné et fait exécuter un beau massacre pour sortir indemne d'une crise sociale très grave. Le journaliste Massimo Riva a exprimé admirablement les pensées de tous ses collègues, en se demandant à propos de l'affaire-Censor, dans le *Corriere*, quelle mystérieuse manœuvre du pouvoir il annonçait : « Qu'est-ce que cela cache ? La peur de dire publiquement la vérité ? Un avertissement entre gros bonnets du régime ? ». Ce n'étaient pas mes affirmations et conclusions scandaleuses, mais mon anonymat, qui déclenchait le scandale, ou, mieux, toute la poussière soulevée autour de l'identité de Censor qui servait seulement à couvrir le scandale de ce que je dénonçais. Tous préféreraient faire des conjectures balourdes sur mon identité, ne serait-ce que pour éviter de parler de ce que j'avais dit : « Un avertissement entre gros bonnets du régime ? » : c'est là le nœud de la question, selon Riva et les autres, et, ce

qui provoque le scandale, c'est seulement *le but de la solidarité* entre les puissants, et non leurs crimes.

Mais le meilleur, comme d'habitude, c'est Alberto Ronchey, qui étonnerait seulement s'il ne parvenait plus à étonner : il disait, à propos de mes preuves, que « quelles que soient les responsabilités et les intrigues du Sifar-S.I.D. ou d'autres corps séparés », *malgré cela*, « quant aux bombes, aux enlèvements... s'il s'agissait vraiment d'un "terrorisme d'Etat" nous serions en présence d'un système de gouvernement criminel, et personne n'aurait rien à faire avec un tel pouvoir : ni les communistes, ni les socialistes, ni les autres »*. Ce qui est vraiment incroyable, ce n'est certes pas le terrorisme d'Etat, mais la façon de raisonner de Ronchey : puisque lui, les communistes et les socialistes ont quelque chose à faire avec un tel pouvoir, *donc*, selon Ronchey, c'est une garantie suffisante pour qu'un terrorisme d'Etat ne soit pas croyable ; *donc il n'existe pas*, « quelles que soient les responsabilités et les intrigues » du S.I.D. ; Dieu, par contre, est croyable, *donc il existe*, en raisonnant comme Ronchey. A propos du terrorisme et de l'Etat, il semble vraiment en être revenu aux discussions sur l'existence de Dieu et du diable. Serait-ce vrai ? Existerait-il ? Et, s'il existe, est-il vraiment crédible ? Le poète dit, beaucoup plus sagement :

*Certo era ver, ma credibil non era
a chi del senno suo non fosse padrone. ***

Je n'arrive pas à comprendre où veulent en venir les Ronchey avec leur logique théologique : je n'ai jamais dit que derrière chaque attentat il y avait les services secrets, étant donné qu'aujourd'hui même un cocktail molotov et un sabotage de la production sont considérés comme des « attentats » : j'ai dit, par contre, et cela depuis bientôt dix ans, que tous les

* Cf. A. Ronchey, *Accadde in Italia, 1968, 1977 (C'est arrivé en Italie)*.

** Certes c'était vrai, mais ça n'était pas croyable pour qui de son bon sens n'aurait pas été maître.

actes spectaculaires de terrorisme sont ou téléguidés, ou directement perpétrés par nos services secrets. Et on notera bien que je ne dis pas « par des services secrets », de Dieu sait quels pays lointains ou exotiques, mais bien *par les nôtres*, oui, par les services secrets italiens, dont on reconnaît toujours la griffe et la puanteur, l'habileté et la maladresse, l'ingéniosité tactique et la balourdise stratégique.

Regardez par exemple comment le S.I.D. en est arrivé à l'opération de piazza Fontana : par essais et par approximations successifs. Ils avaient décidé de faire un massacre dans la population, et ils l'ont préparé avec deux essais généraux : les bombes du 25 avril 1969 à la Foire et à la banque de la gare de Milan, et les bombes dans les trains en août de la même année. Les services secrets ont ainsi préparé l'opinion publique avec ces *backgrounds*, et se sont, eux, préparés techniquement.

Et quels essais généraux ont préparé l'enlèvement de Moro ? Là aussi il y en a eu, car nos très reconnaissables services parallèles, même s'ils changent d'objectifs, procèdent toujours de la même manière — ce que Machiavel ne leur pardonnerait pas. En avril 1977, ils enlevaient De Martino, sans effusion de sang, ce qui était déjà un essai général : jamais, dans leurs répétitions, les services secrets ne veulent faire couler le sang, le 25 avril 69 personne n'est mort, en août non plus. L'essai, cependant, *indique toujours l'objectif* qu'on veut atteindre : en 69 la population, en 77-78 un homme politique. Le *jour même* du rapt de De Martino, revendiqué ensuite par une centaine de groupes fantomatiques, je l'ai dénoncé comme répétition générale des services secrets, dans une affiche imprimée et diffusée à Rome*. La seconde répétition, qui indiquait bien l'objectif choisi — c'est-à-dire un homme politique — fut la fameuse bombe dans le bureau du ministre de l'Intérieur d'alors, Cossiga. Puis est venu le coup contre Moro, baigné de sang cette fois-ci, car ce n'était plus une répétition générale.

* Cf. *Avviso al proletariato sugli avvenimenti delle ultime ore*, Rome, 7 avril 1977 (*Avis au prolétariat sur les événements des dernières heures*).

Dans la vague des menaçantes révoltes du début 1977, les services secrets, qui depuis dix ans sont toujours alertes et jamais inactifs, ont commencé à s'orienter avec fermeté dans une direction bien précise : et les deux provocations citées, qui ne sont pas les seules dans lesquelles ils se sont exhibés, sont toutefois celles qui annonçaient le mieux l'objectif visé et la suite des événements.

On peut donc dire que l'enlèvement de Moro était *la chose du monde la moins imprévisible*, puisqu'elle était *la moins imprévue, là dove si può ciò che si vuole**, c'est-à-dire au pouvoir. D'abord on craignait que De Martino, ami des staliniens, allât à la présidence de la République, et, en lui faisant dépenser des millions pour récupérer son fils, on a détruit la réputation de ce « socialiste » ; le successeur de Leone était désormais publiquement indiqué : Moro, qu'on pouvait bien moins facilement faire chanter que De Martino ou Leone, était donc *plus dangereux*, car plus fort ; en outre, Moro avait la responsabilité de l'accord avec les staliniens, et, comme président de la République, il aurait eu plus de responsabilités encore. Deux plus deux font quatre, même en politique ; *16 mars 1978 : le Président doit mourir*, pour détourner le titre d'un livre d'Andreotti. Six mois après l'opération de via Fani, alors que la politique anti-stalinienne de Craxi donnait ses premiers fruits, Amintore Fanfani, surnommé en Toscane *il Rieccolo***, lançait sa première attaque vigoureuse contre le gouvernement, contre le secrétariat D.C., contre l'« état d'urgence », contre la « confrontation » à la Moro, dénonçant « les abus de l'unanimité », l'inefficacité du gouvernement « équivoque » d'« unité nationale », et annonçant le dépassement « d'une saison politique » — récoltant ainsi les applaudissements des craxistes et suscitant des « craintes » chez les staliniens. Bien que Fanfani soit l'homme politique italien qui ait collectionné, après Berlinguer, le plus grand nombre de vestes, malgré cela, Fanfani *n'est pas* un crétin ; plus intelligent qu'habile et moins avisé

* « Là où l'on peut ce que l'on veut » (Dante, N.D.T.).

** *Il Rieccolo* : le Revoilà.

qu'ingénieux, *il Rieccolo* n'a rien fait d'autre que *tirer les conclusions* politiques de l'affaire Moro, tant il est vrai que le terrorisme est la continuation de la politique par d'autres moyens.

Tant qu'existera un pouvoir séparé des individus, ce ne sont certes pas les individus qui lui feront défaut : aucun fonctionnaire du pouvoir et du capital n'est irremplaçable, aucun n'est indispensable au maintien de sa domination, ni Kennedy, ni Mattei, ni Moro, ni aucun de ceux qui sont encore en vie et actifs. Ce qui, dans une époque troublée, devient indispensable à un pouvoir qui ne veut pas se renouveler, c'est précisément *l'élimination* de certains hommes, soit parce qu'ils sont trop compromis et méprisés, comme Rumor, soit parce qu'ils veulent un « renouvellement », aussi minime soit-il, ce qui suscite quelque crainte ou une petite réaction de défense dans certains secteurs du pouvoir : et on sait que les secteurs les plus rétrogrades sont aussi toujours *les mieux armés*. Les « ouvertures » de Moro ont ainsi été perçues comme contraires à certains intérêts, et comme une concession à un « changement » — et ceci bien qu'historiquement, ce soit justement des changements quels qu'ils fussent que de telles ouvertures *tentaient d'empêcher*, mais sans trop de conviction ni de garanties suffisantes — c'est-à-dire de façon différente de celle que souhaitaient certains puissants et militaires.

Tout pouvoir, dans l'histoire, se comporte toujours comme tout autre pouvoir s'est comporté ; et, à mesure que l'actuelle politique policière de provocations suit son cours qui, comme je l'ai déjà démontré, est irrépressible, la *nécessité* de se débarrasser, à la manière de la mafia, de certains de ces mêmes hommes qu'ils ont utilisés jusqu'à la veille, s'impose aussi pour ses puissants stratèges, semi-lucides et semi-inconscients, mais *complètement* apeurés. Il n'y a là rien de nouveau, et c'est une confirmation ultérieure de l'ancien précepte selon lequel « celui qui est cause qu'un autre devient puissant se ruine lui-même » ; ni Moro, ni aucun de ses collègues n'ont jamais empêché la police politique de devenir aussi puissante en dix ans ; personne n'a jamais contesté ni combattu un phénomène.

que tous au contraire ont alimenté : Moro fut la première victime d'une certaine importance qu'une telle politique a fauchée, mais pas la seule victime. Les stratèges de la terreur s'étaient déjà débarrassés d'autres personnages, moins importants mais pas moins utilisés jusque-là ; nous avons sous les yeux plusieurs exemples encore frais : la liquidation de Calabresi, la mort lointaine et mystérieuse du fasciste Nardi, accusé du meurtre de Calabresi, le « suicide » d'un bon nombre d'officiers du S.I.D., les « accidents » mortels survenus à différents témoins du procès de piazza Fontana, les attentats spectaculaires et simultanés contre les magistrats Coco et Occorsio, qu'on a fait revendiquer, par souci de symétrie, toujours présente dans le spectacle des « extrémismes opposés », par les B.R. et par les fascistes. Il est important de noter que ces deux magistrats avaient eu affaire, et pas qu'un peu, au terrorisme : Coco avec l'affaire trouble et incongrue de l'enlèvement de Sossi, et Occorsio avec le coup monté à grand spectacle contre « la bête humaine » Pietro Valpreda. Naturellement, toute l'information mensongère présente toujours comme la confirmation de la version officielle des faits, *précisément ce qui vient la démentir* : Coco « ne cédait pas » aux B.R., *donc* elles se sont vengées — et on ne comprend pas pourquoi, pour se venger, elles n'ont pas dans ce cas assassiné le juge Sossi : je prends un otage, et je te fais chanter : si tu ne cèdes pas au chantage, c'est toi que je tue, et non l'otage : logique illogique, mais logique spectaculaire.

Quant à Occorsio, puisqu'en dernier il était pris par une enquête sur les fascistes, c'étaient *donc* eux qui avaient intérêt à le tuer — mais, par pitié, que personne n'avance le moindre soupçon. A vrai dire, si Occorsio s'occupait en dernier des fascistes, après s'être tant occupé des anarchistes, mais avec d'aussi mauvais résultats, c'est que *quelqu'un* lui avait suggéré de s'occuper des fascistes, pour avoir ensuite le moyen de leur faire revendiquer sa fin, lui donnant ainsi une explication (on ne pouvait quand même pas accuser Valpreda d'avoir assassiné aussi Occorsio : Valpreda est désormais un « coupable » usé, brûlé et inutilisable ; si demain on lisait qu'il a assassiné sa belle-mère, il n'y aurait personne, en Italie, pour le croire).

Les juges qui s'occupent aujourd'hui de l'affaire Moro sont les personnes les moins enviables d'Italie, et doivent être extrêmement prudents : dès à présent, ils doivent prendre garde, dans leurs enquêtes, de ne pas se tromper et de ne pas déplaire à certains secteurs du pouvoir ; par la suite, ils devront faire attention à *tout et toujours*, parce que, pour l'Etat, la première occasion sera la bonne pour se débarrasser d'eux : et les B.R. « revendiqueront » aussitôt leur mort, qui sera expliquée de cette manière à l'opinion publique. Dès lors en Italie tout ce qui peut être expliqué *est par là même justifié* — et si l'explication est abusive, puisque personne ne réplique, c'est une explication *sans appel*, un mensonge qui n'est pas démenti et qui ne peut plus l'être. Si on peut le démentir il n'est pas démenti, s'il est démenti il n'est pas « croyable », et s'il n'est pas « croyable » *il n'est pas* — pour le dire à la Ronchey. Peu de choses, parmi celles qu'avait prévues Orwel dans 1984, ne se sont pas encore vérifiées ; lisez par exemple le passage suivant :

« Elle était, par certains côtés, bien plus avisée que Winston, et beaucoup moins perméable à la propagande du Parti. Un jour, alors qu'il avait fortuitement fait quelque allusion à la guerre..., elle l'avait stupéfait en lui disant sans emphase qu'à son avis il n'y avait pas de guerre. Selon toute probabilité, les bombes-fusées qui tombaient chaque jour sur Londres étaient lancées par ce même gouvernement, "juste pour maintenir la population dans la terreur". C'était une chose à laquelle il n'avait littéralement jamais pensé... »

Quelques extraparlamentaires, perdus derrière leurs illusions puériles et la théologie fétichiste de la lutte armée, voudraient peut-être objecter, puisqu'eux *croient* à la lutte armée, que d'autres, plus « extrémistes » qu'eux, *peuvent effectivement la pratiquer* et être responsables de tout, y compris de l'enlèvement de Moro. Je tiens à ce qu'on note ici que je n'ai jamais mis en doute, ni en public ni en privé, l'imbécillité de nos extraparlamentaires, pris en bloc ; mais il est bon d'observer que ceux-ci, pour ce qui les concerne, ne mettent jamais en doute ce que le spectacle peut bien raconter sur lui et sur eux. Soyez seulement attentifs à ceci, braves militants aliénés : si Moro avait effectivement été enlevé et tué, comme vous le croyez, par des révolutionnaires libres et autonomes, comme

vous l'a dit l'Etat, il en résulterait alors que, *pour la première fois en dix ans, l'Etat n'a pas menti en matière de terrorisme*. Mais comme c'est absurde et inouï, c'est à exclure.

Par contre la triste vérité c'est que vous *avez toujours cru* à tous les mensonges passés sur Valpreda, sur Feltrinelli, sur les B.R. et ainsi de suite : et même le journal officiel des anarchistes, *Umanità Nova*, se hâtait, après piazza Fontana, de dissocier ses « responsabilités » de celles de Valpreda — faisant ainsi preuve d'un courage à la mesure de son intelligence.

Beaucoup de militants d'extrême-gauche se croient très malins parce qu'ils ont compris que Pinelli ne s'est pas jeté de lui-même par la fenêtre du quatrième étage de la Préfecture ; mais c'est un record de malice qu'ils ne parviendront jamais à dépasser, puisque peu après ils ont applaudi nos services secrets, quand ils ont assassiné le commissaire Calabresi. Notre bourgeoisie et les staliens, qui ont déjà tant de fois prouvé leur incapacité, ont ainsi bien des raisons de se réjouir s'ils considèrent l'extension de la stupidité de leurs prétendus adversaires « extrémistes », qui, pour ainsi dire, compense la leur — même si elle ne l'annule pas. Et en dix ans, en effet, aucun groupuscule extraparlamentaire n'a jamais réussi à nuire un tant soit peu à cet Etat, parce que personne n'a été capable de favoriser de quelque manière les luttes pratiques des ouvriers sauvages, et encore moins de contribuer aux progrès de la conscience théorique.

Impuissants et maladroits, les militants accusent aujourd'hui l'Etat d'être moralement « responsable » de la mort de Moro *pour ne pas l'avoir sauvé*, et non pour l'avoir assassiné, comme en 1970 ils accusaient l'Etat de « responsabilité morale » dans le massacre de piazza Fontana, non pas pour l'avoir ordonné, mais pour ne pas avoir ordonné l'arrestation de certains fascistes impliqués dans cette affaire, au moins sur le plan judiciaire. Ces politicards qui se plaisent à mimer les gestes des politicards arrivés, continuent à ignorer que la morale n'a rien à voir avec la politique, mais uniquement avec l'idéologie justificative d'une politique, c'est-à-dire avec tous les mensonges dont toute politique a normalement besoin. C'est pourquoi ils ne parlent toujours que de « responsabilité morale » de l'Etat,

et deviennent ainsi corresponsables de tous ses mensonges.

Mais essayons un instant de considérer, en émettant une hypothèse hardie, que l'enlèvement de Moro ait été conçu et mené à terme par des subversifs. Dans ce cas, il y aurait des questions à se poser — qui sont en l'occurrence les seules que les militants contemplatifs ne se sont jamais posées, occupés qu'ils sont à admirer tout ce dont ils ne sont pas capables, ou à désapprouver tout ce à quoi ils ne participent pas, ce qui revient à dire : *tout*.

Avant tout, il serait bon de se demander comment il est possible qu'en deux mois des subversifs n'aient été capables d'accuser Moro de rien d'autre que de servir les intérêts de la bourgeoisie, au lieu de servir ceux du prolétariat — comme si c'était une particularité de Moro, comme si au Parlement il n'y avait pas d'autres « coupables » de ce « crime » ! L'absurdité d'une telle accusation la rend tout à fait incroyable : Aldo Moro n'a jamais prétendu ni fait croire qu'il défendait les intérêts des ouvriers, au contraire des staliens et des extraparlémentaires. L'accuser d'un tel crime, c'est comme accuser les riches de ne pas être pauvres, ou un ennemi de ne pas être ton allié. Si c'était pour porter contre lui une telle accusation que ces hypothétiques « subversifs » ont monté le « procès » de Moro, ils pouvaient s'en épargner la fatigue, et l'assassiner via Fani avec ses gardes-du-corps. Mais, comme je l'ai déjà dit, derrière cette accusation il y a l'accusation contraire : les ravisseurs de Moro l'accusaient en réalité de ne pas servir assez les intérêts de la bourgeoisie, et certainement pas de les servir trop.

En outre, la maladroite parodie de « justice prolétarienne », grossièrement mise en scène par les geôliers de Moro, n'a *pas non plus tenté* de lui faire cracher la vérité sur la tuerie de piazza Fontana, ni sur cent autres faits aussi scandaleux, dont tous les hommes du pouvoir ont normalement connaissance, et qui auraient été hautement instructifs pour le prolétariat. A ce sujet, on notera que si Moro craignait, dans une des premières lettres, de devoir parler de « déplaisantes et dangereuses » vérités, cela n'a vraiment inquiété personne au gouvernement, ce qui montre bien que nos ministres ne craignaient rien de ce

côté-là, parce qu'ils *savaient* qu'ils n'avaient rien à craindre. Dans leurs déclarations, les ravisseurs de Moro n'ont jamais su ni voulu se tourner vers les ouvriers, auxquels ils n'ont jamais rien dit d'intéressant ; après avoir hardiment affirmé, aussitôt après l'enlèvement, que « rien ne sera caché au peuple », les geôliers de Moro ont tout de suite entamé, par son intermédiaire, une intense correspondance secrète avec tous les hommes de pouvoir de la D.C., pour qui ce coup était un *avertissement*, et l'enlèvement aura duré le temps nécessaire à ce que tous en soient convaincus : et la première *preuve* qu'ils devaient donner de leur conviction était justement de ne pas « négocier », preuve que tous se sont effectivement empressés de donner. Les conditions pour la libération de l'otage, qui aurait eu officiellement lieu si l'Etat avait accepté de libérer une quinzaine de militants incarcérés, semblaient posées uniquement *pour ne pas être accueillies*, et pas parce qu'elles étaient inacceptables, mais bien parce que, n'intéressant en rien aucun secteur du prolétariat, elles ne pouvaient s'appuyer dans le pays sur aucun mouvement spontané, ou seulement violent, de lutte — que les geôliers de Moro, du reste, ne se proposaient nullement de susciter. Là où les ravisseurs ont trahi leur identité d'agents du pouvoir, et de la façon la plus maladroite, c'est dans l'acharnement qu'ils ont montré à se faire reconnaître officiellement par tous les pouvoirs constitués, du P.C.I. à la D.C., du pape à Waldheim : ce fait à lui seul prouve admirablement que non seulement ils reconnaissaient la légitimité de tous les pouvoirs, mais qu'ils s'inquiétaient d'être reconnus *par eux seulement*, et certainement pas par le prolétariat. Pour leur part, les chefs de parti se sont trahis lorsqu'ils ont admis que le but de cet enlèvement était de diviser les forces politiques du gouvernement, ajoutant par la suite qu'il avait échoué en cela, alors que c'est précisément en cela que l'enlèvement *a réussi* : les démocrates et les craxistes ont vite compris qu'ils devaient se séparer, en douceur mais fermement, des staliniens ; si les geôliers de Moro avaient été des subversifs, une telle division n'aurait vraiment pas pu les intéresser, car tout subversif sait que l'unique division susceptible de créer le désordre, on doit l'opérer entre les exploités et les exploités — et sûrement pas

entre les différents partis qui représentent seulement, dans le spectacle, les différentes forces qui travaillent à maintenir la même exploitation, en ne changeant que les bénéficiaires. Enfin, si les ravisseurs de Moro avaient été des subversifs, ils n'auraient certainement pas perdu l'occasion de le relâcher, car, après avoir été calomnié par tous ses amis et trahi par ses alliés de la veille, Moro, une fois libre, aurait combattu ouvertement tous ceux qu'il avait protégés jusque-là. Au contraire, en le tuant, les artisans du coup de via Fani ont opportunément tiré d'embarras tous les pouvoirs, et particulièrement la D.C., pour lesquels Moro était utile mort, mais énormément nuisible s'il avait survécu.

Dans tous les cas, si les ravisseurs de Moro avaient été des subversifs, ils n'auraient sûrement pas choisi comme objet de négociation la liberté de Curcio et autres, car c'était là donner au pouvoir l'excellent prétexte de leur répondre lanturlu et de ne pas « perdre l'honneur » : s'ils avaient choisi des revendications inacceptables, ils auraient dû demander *bien autre chose* que la libération de quinze détenus seulement — quand on pose des revendications inacceptables, on doit toujours être au moins attentif à ce qu'elles ne soient pas facilement *refusables*, comme l'était au contraire celle de la libération de ces quelques brigadistes. Mais les ravisseurs de Moro ne voulaient en réalité rien de ce qu'ils demandaient officiellement : ce qu'ils voulaient, ils savaient qu'ils ne pouvaient pas le demander ouvertement sans courir le risque de se démasquer — et ce qu'ils voulaient, *ils l'ont obtenu* aujourd'hui. Et, peu avant que les geôliers de Moro se fussent débarrassés de lui, tous les termes réels du chantage *s'étaient renversés* par rapport aux termes spectaculaires et officiels du chantage à la D.C. ; et les termes réels étaient devenus ceux-ci : ou vous changez de politique, ou nous libérons Moro, et vous verrez que *c'est lui* qui changera de politique. En la circonstance, les dirigeants démocrates et les « socialistes » ont sagement préféré que *ce soient eux* qui changent de politique, aux frais de Moro, plutôt que de courir le risque de voir Moro la changer, mais *à leurs frais*. Le monde est ainsi fait, bien que criaillent toutes les oies du Capitole, en prétendant le contraire.

Tous nos incapables extraparlimentaires, comme des primitifs éblouis par le succès technique du coup de via Fani, n'ont pas été capables de chercher plus loin, en considérant par exemple que celui qui dispose de tant de moyens et de capacités tactiques ne les mettra certainement pas au service d'une stratégie aussi pauvre et insensée que celle qu'on a voulu attribuer aux B.R., mais bien au service d'un dessein politique de plus grande envergure. Mais les extraparlimentaires, devant l'efficacité opérationnelle démontrée via Fani et par la suite, ont naturellement préféré l'attribuer à des « camarades qui se trompent » plutôt qu'à des ennemis *qui ne se trompent pas*, et qui les enculent tous tranquillement. Ici aussi, nos gauchistes ont pris leurs pauvres désirs pour la réalité, sans soupçonner que la réalité dépasse toujours leurs désirs, mais pas comme ils le voudraient. Et s'ils étaient moins ignorants, ils ne sous-estimeraient pas autant, et à tort, la capacité des services parallèles italiens : ils sauraient, par exemple, que les seules actions de guerre véritablement brillantes accomplies en Italie lors du dernier conflit furent des actions *de commando*, exécutées par la Marine. Il me semble à peine nécessaire de rappeler comment cette brillante tradition s'est admirablement transmise de la Marine militaire aux services secrets, dirigés d'abord par l'amiral Henke, qui n'a jamais été un imbécile, puis par l'amiral Casardi, plus capable encore — avec l'inter règne ignominieux d'un général incapable comme Vito Miceli, qui, en fin de compte, a dû succomber à sa propre incapacité et à la prudence d'Andreotti qui n'a pas tardé à s'en apercevoir. En effet, Andreotti n'a pas fait arrêter le général Miceli parce qu'il aurait été responsable des « déviations » du S.I.D. — qui datent de bien avant, comme Andreotti le sait bien —, mais il l'a fait arrêter précisément parce que Miceli risquait, par maladresse, de faire sauter le couvercle du chaudron des services secrets. Et encore une fois, Andreotti s'est montré plus fin politicien qu'il ne voulait paraître, justifiant par la suite son attaque contre Miceli par un souci de fidélité constitutionnelle, ce qui lui valut quelques sympathies, attendues, de la gauche. La seule erreur d'Andreotti, comme d'habitude, fut une erreur de fausse modestie et de vanité : après l'arrestation de Miceli il

s'est montré trop complaisant, jouant un peu trop la naïveté et répétant sans arrêt que lui, par prudence, il n'a jamais voulu s'occuper des services secrets : déclaration scandaleuse, pour un chef de gouvernement, mais nécessaire à quelqu'un qui, s'en étant mêlé, a vu « *cose che 'l tacere è bello* »*, mais des choses *si scandaleuses*, qu'on ne peut les taire *que si on feint de ne pas les connaître*. Et Andreotti sait bien que le scandale de l'ignorance est le prix qu'il doit payer pour feindre l'ignorance de certains scandales. Reste toutefois le comique de ce renard déguisé en agneau pour mieux se faire accepter parmi les loups.

Mis à part les amiraux, il y a en Italie, chez les carabinieri, d'excellents officiers supérieurs, qui ne sont pas tous comme Miceli ou La Bruna, et il n'y a que les Miceli et les La Bruna pour donner dans tous les panneaux. D'autre part, il existe un argument plus profond et plus dialectique en faveur des sommets de nos services secrets : si cette époque exige de certains hommes qu'ils pratiquent le terrorisme, elle est également capable de créer ces hommes dont le terrorisme a besoin. Et puis, il ne s'agit pas de croire que l'opération de via Fani est un chef-d'œuvre surhumain de puissance opérationnelle : jusqu'à hier, même Idi Amin Dada pouvait se permettre certains succès techniques qui ne cessèrent jamais d'étonner les géniaux militants de *Lotta continua*.

Beaucoup moins naïfs que les extraparlimentaires, un bon nombre d'ouvriers, que j'ai rencontrés dans les situations les plus diverses, ont aussitôt conclu : « Aldo Moro, ce sont eux qui l'ont enlevé », entendant par là, naturellement, ceux qui ont le pouvoir. Et pensez que jusqu'à hier, de tels ouvriers votaient, et généralement votaient P.C.I. !

La cassure désormais définitive qui existe dans le pays entre, d'une part, tous ceux qui ont la parole, les politiciens, les puissants et tous leurs valets, journalistes ou autres, et d'autre part tous ceux qui en sont privés, apparaît parfaitement dans le

* « *Des choses qu'il est beau de taire* » (Dante, N.D.T.).

fait que les premiers, loin du commun des hommes et protégés par la barrière de leurs gardes-du-corps, *ne savent plus* ce que disent et pensent les seconds, dans la rue, au bistrot, sur leur lieu de travail. Ainsi les mensonges du pouvoir prennent la tangente pour finir, sous l'action de la force centrifuge, sur une sorte d'orbite autonome qui *ne touche plus* aucun pôle du « pays réel », où la vérité peut alors se frayer un passage avec d'autant plus d'agilité qu'aucun obstacle ne vient l'embarrasser ou l'intimider. Inversement, le spectacle *est devenu autistique*, c'est-à-dire affecté de ce syndrome de la psychopathologie schizophrénique selon lequel les idées et les actes du malade ne peuvent plus être modifiés par la réalité, dont il est irrémédiablement séparé, contraint de vivre dans son propre monde *hors du monde*. Le spectacle, comme le roi Œdipe, s'est arraché les yeux et continue aveuglément dans son délire terroriste : comme le roi Œdipe, il ne veut plus regarder la réalité, et, comme le président Andreotti, il dit qu'il ne veut rien savoir des services secrets, et il déclare au contraire qu'ils sont démantelés et inexistant depuis des années. Si, comme le roi Œdipe, le spectacle ne veut plus regarder la réalité, ce qu'il veut, par contre, c'est *seulement être regardé*, contemplé, admiré et accepté pour ce qu'il déclare être. Il veut donc être écouté, sans toutefois jamais écouter, mais néanmoins il ne s'en fait pas trop de ne plus être écouté : ce qui semble le plus important pour le spectacle, c'est qu'il puisse continuer inlassablement son voyage paranoïaque. Au moment même où c'est la police qui prétend faire l'histoire, tout fait historique est expliqué par le pouvoir selon des clefs *policières*. Le spécialiste hongrois de psychiatrie Joseph Gabel dit que, selon ce qu'il définit comme la « conception policière de l'histoire », « le moteur de l'histoire n'est pas l'ensemble des forces objectives, mais l'action individuelle bonne ou mauvaise », où chaque événement « vient se placer sous le signe du miracle ou de la catastrophe » : l'éclaircissement de l'événement ne relève ainsi plus de son explication historique, mais de la magie rouge ou noire. Ainsi, pour le pouvoir la bombe de piazza Fontana a été le *miracle* qui a permis aux syndicats de dissoudre toutes les grèves, et à l'Etat d'éviter la guerre civile ; la mort de Moro, au

contraire, annonçait une mystérieuse *catastrophe* qui, grâce à l'habileté et la fermeté de nos politiciens, fut évitée. Et il importe peu qu'un grand nombre de personnes « de la plèbe » — pour user d'une heureuse expression du stalinien Amendola — disent, comme je l'ai entendu dire mille fois : « s'ils tuent Moro, à moi ça ne me fait rien ; c'est *leur* affaire ». « Le pays a tenu, il a su réagir » : quels bobards ! L'unique réaction de ce mythologique « pays » a été, très sagement, de *ne plus croire* un mot de tout ce qu'on lui disait.

Parallèlement aux explications catastrophistes ou miraculistes de l'histoire, le spectacle en est à *ne plus savoir* qui il domine, ne connaissant plus la réalité et les pensées qu'il doit commander d'urgence ; et, comme disait Machiavel, « *dove men si sa, più si sospetta* »* : toute la population, et en particulier tous les jeunes deviennent suspects aux yeux du pouvoir. Dans le même temps, si le terrorisme artificiel veut être *le seul phénomène réel*, dans cette « conception policière de l'histoire », toutes les révoltes spontanées, comme celles de Rome et de Bologne en 77, deviennent *un complot* artificiellement tramé et dirigé par « des forces occultes » mais « bien repérables » — comme le soutiennent encore aujourd'hui les staliniens. Tout ce que le pouvoir ne prévoit pas, parce qu'il ne l'organise pas, est donc un « complot » contre lui ; au contraire, le terrorisme artificiel, parce qu'il est organisé et téléguidé par les patrons du spectacle, est un phénomène *réel*, spontané, que ceux-ci feignent constamment de combattre, pour la simple raison qu'*il est plus facile de se défendre d'un ennemi fictif que de l'ennemi réel*. Et à l'ennemi réel, le prolétariat, le pouvoir voudrait même refuser le *statut* d'ennemi : si les ouvriers se prononcent contre ce terrorisme démentiel, alors « ils sont avec l'Etat » ; s'ils sont contre l'Etat, alors « ce sont des terroristes », c'est-à-dire des ennemis du bien commun, *ennemis publics*. Et contre un public ennemi, tout est légal, tout est permis.

* « C'est là où on en sait le moins qu'on soupçonne le plus ».

Gabel dit aussi que « la conception policière de l'histoire représente la forme extrême de l'aliénation politique... : l'événement défavorable ne peut s'expliquer autrement que par le biais d'une action extérieure (le complot) ; il est vécu (par le malade) comme une catastrophe inattendue, "imméritée" ». Et voilà que toute grève spontanée devient un outrage à la « classe ouvrière », si bien représentée par les syndicats, toute lutte sauvage est « provocatrice », « corporative », « injuste », « imméritée ». Tout cela, précisément, entre dans le cadre clinique de la schizophrénie autistique : « le syndrome d'action extérieure... est la traduction clinique de l'irruption de la dialectique dans un monde réifié qui ne saurait admettre l'événement autrement que comme catastrophe » (J. Gabel, *La fausse conscience*). L'irruption de la dialectique ne correspond cependant à rien d'autre qu'à l'irruption de la lutte dans un monde réifié, qu'il est plus précis de nommer monde spectaculaire-marchand, qui ne peut admettre la lutte, *pas même en pensée*. Ainsi, cette société spectaculaire n'est même plus capable de penser : celui qui raisonne logiquement, par exemple, accepte l'identité de deux choses seulement quand celle-ci se base sur l'identité des sujets ; le spectacle, au contraire, paralogique, établit l'identité à partir de l'identité des prédicats, et dira : « le diable est noir, le noir c'est le diable », ou « le juif est méchant, tous les méchants sont juifs », et encore « le terrorisme est catastrophique ; la catastrophe c'est le terrorisme ». Sans le terrorisme, tout irait bien ; mais voilà, malheureusement il y a ce terrorisme : qu'est-ce qu'on peut bien y faire ?

Si je dis : « un policier doit être irréprochable, Mario Bianchi est un policier, donc il est irréprochable », le schizophrène dira, au contraire : « Mario Bianchi est irréprochable, donc c'est un policier ». De même le spectacle, affecté d'autisme, dit : « ceux qui ont enlevé Moro sont terroristes, les B.R. sont terroristes, Moro a été enlevé par les B.R. ». Aucune identification n'est abusive pour le spectacle, sauf une, celle-ci : l'Etat affirme depuis des années qu'il combat les B.R., il les a plusieurs fois infiltrées sans jamais chercher à les éliminer, donc l'Etat se sert des B.R. comme couverture, parce que les B.R. servent cet Etat, donc B.R. = Etat. Que le pouvoir

craigne par-dessus tout cette identification, il l'a confessé de mille manières, par exemple quand il a forgé ce slogan névrotique et maladroit : « ou avec l'Etat, ou avec les B.R. », ce qui revient à dire : « ou avec moi, ou bien avec moi ».

Longtemps avant l'avènement du spectacle, déjà la religion, qui a toujours été un prototype d'idéologie fonctionnelle pour tous les anciens pouvoirs, avait inventé le diable, premier et suprême *agent provocateur*, qui devait assurer le triomphe le plus complet du règne de Dieu : la religion ne faisait que projeter dans le monde métaphysique la simple nécessité de tout pouvoir concret et réel. Ainsi, Cicéron avait besoin d'amplifier le risque que représentait Catilina, pour se glorifier personnellement comme sauveur de la patrie et, du même coup, multiplier ses propres abus. Pour tout pouvoir, la seule et véritable catastrophe, c'est d'être refoulé hors de l'histoire ; et chaque pouvoir, une fois affaibli et sentant l'imminence de la vraie catastrophe, a toujours tenté de se consolider en feignant de mener un combat inégal contre un adversaire bien commode : mais une telle lutte fut aussi toujours la dernière harangue *pro domo sua* prononcée par ce pouvoir-là. De ces exemples l'histoire est pleine.

« Comme le scandale est nécessaire pour la plus grande gloire de Dieu — dit Paul-Louis Courier —, aussi sont les conspirations pour le maintien de la haute police. Les faire naître, les étouffer, charger la mine, l'éventer, c'est le grand art du Ministère ; c'est le fort et le fin de la science des hommes d'Etat ; c'est la *politique transcendante* chez nous, perfectionnée depuis peu par d'excellents hommes en ce genre, que l'Anglais jaloux veut imiter et contrefait, mais grossièrement... Outre que les ministres, dès qu'on sait ce qu'ils veulent faire, aussitôt ne le peuvent ou ne le veulent plus faire. Politique connue, politique perdue ; affaires d'Etat, secrets d'Etat... La décence est de rigueur dans un gouvernement constitutionnel. »*

Courier parlait ainsi en 1820, en pleine Restauration ; aujourd'hui, par crainte d'une nouvelle révolution plus

* Paul-Louis Courier, *Pamphlets politiques*.

redoutable, on use des mêmes pratiques qu'à l'époque, mais en beaucoup plus grand, pour y gagner une restauration *préventive*. La « politique transcendante » d'alors est la politique *immanente* du spectacle, lequel se présente toujours, comme Dante disait de Dieu, comme « *l'avversario d'ogni male* »* — et donc, tout ce qui est contre le spectacle *est mauvais*, selon sa logique autistique. Et face à cette impitoyable restauration préventive, face à cette infâme série de provocations, de massacres, d'assassinats et de mensonges qui cherchent à camoufler une réalité claire comme de l'eau de roche, face à tout cela, voilà que se multiplient des « études » sociologiques sur le terrorisme, que tous les journalistes asservis et progressistes, qui tiennent plus à leur sécurité qu'à la simple réalité des faits, débattent à qui mieux mieux pour se découvrir « quelque sympathie » pour la « lutte armée » et la clandestinité, comme le disait l'inqualifiable Giorgio Bocca, ajoutant comme excuse que cela lui rappelait ses épiques combats de résistant. Des hommes comme Bocca se trouvent pour ainsi dire « excusés », quand par peur ils déclarent qu'ils éprouvent de la sympathie pour ce terrorisme, parce qu'ils gagnent 4 ou 5 millions par mois et parce qu'ils savent bien que ce terrorisme-là leur apporte l'assurance qu'ils pourront continuer ainsi. Mais celui qui n'a rien est *trompé* par ces gens qui mentent toujours en espérant continuer à s'engraisser longtemps sur le dos des autres : des gens comme toi, Bocca, ne sont certainement pas à tuer, ce serait trop d'honneur ! Personne ne veut te voir mourir, mais pour ma part, si je te croise un jour dans la rue, tu peux être sûr que *je t'apprendrai à vivre*, couillon.

Et voilà d'autre part l'avocat Giannino Guiso qui nous narre les sublimités idéologiques de Curcio, et le sociologue Sabino Acquaviva qui se répand en grandiloquentes « explications » sur le terrorisme, tandis que le pédant Scialoja, journaliste à l'*Espresso*, discours prétentieusement sur les « stratégies » de la lutte armée, feignant tous ensemble d'être dans les petits souliers de la révolution sociale, cherchant tous à donner

* « *L'adversaire de tous les maux* »

une crédibilité au terrorisme artificiel comme prélude de la révolution :

*Vous serez étonnés, quand vous serez au bout,
de ne nous avoir rien persuadé du tout.**

Je ne vous dis que ceci, respectés mystificateurs : contrairement à vous, j'ai bien connu, dans les treize dernières années, une grande partie des révolutionnaires d'Europe — connus aussi de toutes les polices — qui ont le plus contribué, par la théorie et par la pratique, à réduire le capitalisme à ses conditions actuelles : eh bien ! *aucun d'eux*, sans exception, n'a jamais pratiqué ni applaudi un tant soit peu le terrorisme spectaculaire moderne — ce qui n'est vraiment pas étonnant. *Il n'y a pas de choses secrètes de la révolution* : tout ce qui est secret aujourd'hui appartient au pouvoir, c'est-à-dire à la contre-révolution. Et ça, toutes les polices le savent parfaitement.

Il est bon que vous sachiez dès maintenant à quoi vous en tenir sur un point, messieurs du gouvernement : tant que votre Etat existera, et que je serai en vie, je ne me lasserai jamais de dénoncer le terrorisme de vos services parallèles, et coûte que coûte : car c'est précisément là *le premier intérêt du prolétariat et de la révolution sociale*, en ce moment et dans ce pays. Et cela justement parce que, comme disait Courier, « politique connue, politique perdue ». Et si cet Etat criminel veut continuer à mentir, à tuer, et à provoquer toute la population, il sera désormais contraint de jeter son masque « démocratique », d'agir à la première personne contre les ouvriers, en abandonnant le spectacle actuel du jeu des rôles dans lequel s'exhibent les services secrets, qui entretiennent des illusions sur la « lutte armée » chez quelques militants naïfs, afin de donner une vraisemblance à leurs provocations, pour jeter ensuite en prison des centaines de personnes, tandis que nos policiers s'exercent au tir aux pigeons en attendant la guerre civile.

A partir de 1969, pour être encore cru, le spectacle dut attribuer à ses ennemis des actions *incroyables*, et pour être

* *En français dans le texte.*

encore accepté, il dut prêter aux prolétaires des actions *inacceptables*, et en faire une grande publicité afin que les gens qui se laissent effrayer choisissent toujours « le moindre mal », autrement dit l'actuel état de choses. Quand *les vrais chefs* des B.R. ont ordonné de tirer aux jambes de gens désarmés, fait, digne seulement de la lâcheté policière et sûrement pas du courage révolutionnaire, quand les vrais chefs des B.R. ont ordonné de tels attentats, qui visaient des dirigeants industriels de second plan, ils savaient bien ce qu'ils voulaient : faire peur à cette partie de la bourgeoisie qui, ne jouissant pas, elle, des avantages de la grande bourgeoisie, n'a pas une conscience de classe suffisante, afin de se la gagner en vue de la guerre civile. La fragilité de ce genre de terrorisme artificiel tient toutefois à ceci que, en procédant de cette manière, cette politique finit aussi par être mieux connue, et par conséquent jugée, et tout ce qui en avait fait la force finit par en faire la faiblesse, si bien que les grands avantages qu'elle assurait à ses stratèges se convertissent en un plus grand dommage.

L'actuel président de la République Pertini, homme ingénu, qui ne craint que ce qu'il connaît, craint toujours et seulement le fascisme : mais il devrait d'ores et déjà craindre *ce qu'il ne connaît pas*, et au plus vite *connaître ce qu'il doit craindre aujourd'hui* : non plus une dictature ouverte, mais un redoutable despotisme camouflé des services secrets, despotisme d'autant plus fort qu'il use de sa propre force pour affirmer avec vigueur qu'il n'existe pas. Ce n'est pas du tout par hasard que Fanfani, presque incognito, a créé en septembre 78 un nouveau poste important, sans précédent dans l'histoire de nos institutions : celui de « conseiller auprès du président de la République pour les problèmes de l'ordre démocratique et de la sécurité ». Et ce n'est pas non plus un hasard si, pour occuper ce poste, Fanfani a fait appel au général de division Arnaldo Ferrara, tenu sur le plan militaire pour le meilleur officier des Carabiniers, et pour l'un des meilleurs d'Europe. En affectant au vieux Pertini le jeune général Ferrara, « homme aux yeux de glace et aux goûts raffinés », a-t-on dit de lui, Fanfani a, du même coup, institutionnalisé *un état de fait*, sanctionnant

le pouvoir atteint par les corps parallèles, et fait le premier pas vers le couronnement de son vieux rêve d'une République présidentielle : Arnaldo Ferrara, cet officier intelligent et raffiné, qui encore récemment avait refusé la direction du SISDE (service secret du ministère de l'Intérieur) afin de ne pas renoncer à ses propres ambitions, et cela malgré l'insistance d'Andreotti à laquelle il n'avait pas cédé, cet officier supérieur, « introduit dans les secrets les plus secrets de l'Etat et des hommes qui le représentent » — comme nous l'assure Roberto Fabiani — est de fait *le nouveau président de la République*. En outre, Ferrara possède aujourd'hui des pouvoirs qu'aucun président de la République n'a jamais eus — pouvoirs que la seule charge de « conseiller », qui n'est apparemment qu'honorifique, lui garantit bien plus et beaucoup mieux qu'aucune autre charge officielle, en même temps qu'elle lui assure une liberté d'action dont les limites sont difficilement déterminables, mais facilement franchissables. Confronté à un tel état de choses, le prolétariat n'a plus qu'à le combattre à terrain découvert, ou qu'à s'habituer à en supporter toutes les lourdes conséquences.

Voilà donc pourquoi, si on tient à le savoir, on a confié la présidence de cette République à un homme « au dessus de tout soupçon » : pour en cacher *la fin*, et sa transformation « indolore » en Etat policier, en ménageant le spectacle des apparences « démocratiques ». L'honorable Pertini, parce qu'il est toujours resté en marge de son propre parti, et qu'il est peut-être le seul homme politique qui, n'ayant jamais eu de pouvoir réel, est toujours resté étranger aux pratiques des services parallèles, est donc aussi l'homme qui *connaît le moins ces pratiques*, et donc celui qui présente les meilleures références pour être manipulé sans même s'en apercevoir par ce pouvoir occulte. Les corps séparés de l'Etat, à ce point de leur puissance actuelle, ne peuvent que persévérer dans la même tactique *d'infiltration* employée avec succès à l'égard des B.R., en l'étendant maintenant à *toutes les institutions de l'Etat*. Ainsi, non seulement le terrorisme ne cessera pas, mais *il augmentera* quantitativement et qualitativement : et on peut déjà prévoir que si une révolution sociale ne vient pas mettre fin à cette tragique farce, la présidence de Pertini signera la période *la*

plus funeste de la République. Et qu'on ne vienne pas me dire que ce que je dis « est très grave » : je le sais parfaitement, mais je sais aussi que se taire comme tout le monde est *plus grave encore*, et surtout, ce qui est très grave, c'est le phénomène auquel tout le monde assiste sans jamais le dénoncer. Il n'y a plus rien de secret dans ce phénomène, qui toutefois reste encore *inavoué* à la conscience générale : et, comme l'a dit Bernard Shaw, « il n'y a pas de secrets mieux gardés que ceux que tous connaissent ». Et la conscience *vient toujours trop tard*.

Dans de telles conditions, le premier devoir de chaque subversif conscient est de *chasser sans pitié des têtes appelées à l'action toute illusion sur le terrorisme*. Comme je l'ai déjà dit ailleurs, le terrorisme n'a jamais eu historiquement d'efficacité révolutionnaire que là où toute autre forme de manifestation de l'activité subversive était rendue impossible par une répression complète ; et donc quand une notable fraction de la population prolétaire était amenée à prendre parti, silencieusement, pour les terroristes*. Mais ce n'est plus, ou *ce n'est pas encore*, le cas de l'Italie actuelle. De plus, il convient de noter que l'efficacité révolutionnaire du terrorisme a toujours été *très limitée*, comme le montre toute l'histoire de la fin du XIX^e siècle.

La bourgeoisie, qui imposa sa prédominance dans la France de 1793 grâce au terrorisme, doit de nouveau avoir recours à cette arme, mais dans un contexte stratégique défensif, au moment de l'histoire où son pouvoir est universellement remis en question par ces mêmes forces prolétariennes que son propre développement a créées. Parallèlement, les services secrets de l'Etat bourgeois couvrent leur terrorisme en utilisant opportunément les militants les plus naïfs d'un léninisme complètement défait par l'histoire — léninisme qui a lui-même utilisé, entre 1918 et 1921, la même méthode terroriste anti-ouvrière pour détruire les soviets et s'emparer de l'Etat et de l'économie capitaliste en Russie.

* C.F. le manifeste distribué le 23-9-77 à Bologne, Rome et Milan, intitulé *Benvenuti nella città più libera del mondo* (Bienvenus dans la ville la plus libre du monde)

Tous les Etats *ont toujours été terroristes*, mais l'ont été plus violemment à leur naissance et à l'imminence de leur mort. Et ceux qui aujourd'hui, soit par désespoir, soit parce qu'ils sont victimes de la propagande que le régime fait du terrorisme comme *nec plus ultra* de la subversion, contemplent avec une admiration acritique le terrorisme artificiel, s'essayant même parfois à le pratiquer, ceux-là ignorent qu'ils *concurrent* l'Etat *sur son propre terrain* ; et ils ignorent non seulement que là l'Etat est le plus fort, mais qu'il *aura toujours le dernier mot*. Tout ce qui n'abat pas le spectacle, le *renforce* : et le renforcement inouï de tous les pouvoirs étatiques de contrôle, développés ces dernières années sous le prétexte du terrorisme spectaculaire, est déjà utilisé *contre tout le mouvement prolétaire* italien, aujourd'hui le plus avancé et le plus radical d'Europe.

Il ne s'agit certainement pas « d'être en désaccord » stupidement et abstraitement avec le terrorisme, comme le font les militants de *Lotta continua*, et encore moins d'admirer les « camarades qui se trompent », comme le font les soi-disant Autonomes — qui donnent ainsi un prétexte aux infâmes staliens pour prêcher la délation systématique —, mais il s'agit de le juger simplement par ses propres résultats, de voir à qui ceux-ci profitent, de dire clairement qui pratique le terrorisme, et quel usage en fait le spectacle — ensuite il s'agit *de conclure*, une fois pour toutes.

Obliger tout le monde à prendre continuellement position pour ou contre des événements mystérieux et obscurs, préfabriqués en réalité dans ce but précis, voilà *le véritable terrorisme* ; contraindre constamment la classe ouvrière à se prononcer pour ou contre tel ou tel attentat, auquel tout le monde, hormis les services secrets, est étranger, voilà ce qui permet au pouvoir de maintenir la passivité générale et la contemplation de ce pitoyable spectacle, et ce qui permet aux bureaucrates syndicaux de réunir sous leurs directives antiouvrières les travailleurs de chaque usine en lutte, où régulièrement un dirigeant se fait blesser aux jambes.

Quand Lénine prononçait, en 1921 lors de la répression du

soviet de Kronstadt, le fameux « ici, ou là-bas avec un fusil, mais pas avec l'opposition ouvrière, nous en avons assez de l'opposition ouvrière », il était bien moins malhonnête que Berlinguer qui, lui, dit « ou avec l'Etat, ou avec les B.R. », car il ne craignait pas de déclarer que son seul but était la liquidation de l'opposition ouvrière. Eh bien ! à partir de cet instant précis, que celui qui se dit « avec l'Etat » *sache qu'il est aussi avec le terrorisme*, et avec le plus pourri des terrorismes d'Etat dirigé contre le prolétariat ; qu'il sache qu'il est avec les responsables des morts de piazza Fontana, de l'*Italicus*, de Brescia, et avec les assassins de Pinelli et de cent autres, et qu'on ne vienne plus nous casser les couilles, car nous en avons assez des larmes de crocodile sur « les martyrs de via Fani », des provocations, des intimidations grossières, des assassinats, de la prison, de l'hypocrisie effrontée de la défense des « institutions démocratiques » et de tout le reste.

Et quant à nous subversifs, qui sommes précisément avec l'opposition ouvrière, et non avec l'Etat, démontrons-le avant tout et en toute occasion en démasquant toujours tous les actes de terrorisme des services de l'Etat, auquel nous laissons volontiers *le monopole de la terreur* ; il s'agit de rendre l'infamie plus infâme encore, en la livrant à la publicité : à la publicité qu'elle mérite.

Quand viendra notre tour, les armes ne nous manqueront pas, et les combattants valeureux non plus : nous ne sommes pas esclaves du fétichisme marchand des armes, mais *nous nous les procurerons* dès que ce sera nécessaire, et de la manière la plus simple de toutes : en vous les prenant *à vous*, généraux, policiers et bourgeois, car vous en avez déjà suffisamment pour tous les ouvriers d'Italie. « *Nous n'avons pas d'égards ; nous n'en attendons pas de vous. Quand viendra notre tour, nous n'embellirons pas la violence* » (Marx).

Mille via Fani et mille piazza Fontana n'aident pas le capitalisme autant que peut lui nuire une seule grève sauvage anti-bourgeoise et antistalinienne, ou un simple sabotage de la production violent et réussi. Des millions de consciences opprimées se réveillent et se rebellent chaque jour contre l'exploitation : et les ouvriers sauvages savent parfaitement que la

révolution sociale ne se fraye pas un chemin en accumulant des cadavres sur son passage — ça, c'est une prérogative de la contre-révolution stalino-bourgeoise, prérogative qu'aucun révolutionnaire ne lui a jamais contestée.

Et quant à ceux qui ont rejoint le militantisme aliéné et hiérarchique au moment de sa faillite, ils ne deviendront subversifs *qu'à la seule condition d'en sortir*, et seulement s'ils réussissent à nier pratiquement les conditions qu'en lui-même le spectacle prédispose, pour ce qui est désigné aujourd'hui par le terme vague, mais juste, de « *dissenso* »* — toujours, par sa nature même, impuissant.

Celui qui, en Italie, n'use pas dès maintenant de toute l'intelligence dont il dispose pour comprendre *rapidement* la vérité qui se tient derrière chaque mensonge de l'Etat, celui-là est un *allié* des ennemis du prolétariat. Et ceux qui prétendent encore vouloir combattre l'aliénation *de manière aliénée*, par le militantisme et l'idéologie, se rendront très vite compte qu'ils ont renoncé à tout combat *réel*. Ce ne sont certainement pas des militants qui feront la révolution sociale, ni les services secrets et la police stalinienne qui l'empêcheront !

* « Désaccord »

INDEX

Préface à l'édition française

- <i>Avertissement de l'Auteur</i>	1
- <i>Index de Remède à Tout</i>	5
- <i>Dédicace aux mauvais ouvriers d'Italie et de tous les pays</i>	7
- <i>Préface</i>	9
- <i>Du terrorisme et de l'Etat</i>	27

Achevé d'imprimer
sur les presses de
l'Imprimerie du Loup
5, rue du Loup
à Bordeaux
le 7 avril 1980

Pour toutes commandes :

Jean-François Labrugère et Philippe Rouyau
B.P. 144 38002 GRENOBLE CEDEX

Imprimé en France - Dépôt légal 2^e trimestre 1980